ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1969-1970

COMPTE RENDU INTEGRAL — 80^e SEANCE

2^e Séance du Mardi 9 Décembre 1969.

SOMMAIRE

I. — **Loi de finances rectificative pour 1969 (n° 904).** — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 4736).

Art. 18 :

Amendement n° 11 de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : MM. Sabatier, rapporteur général suppléant de la commission des finances ; Chirac, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. — Adoption.

Amendement n° 12 de la commission : MM. le rapporteur général suppléant, le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article 18 modifié.

Art. 19, 20, 21. — Adoption.

Art. 22 :

M. Danel.

Amendement n° 13 de la commission et 34 de Mme Prin : M. le rapporteur général suppléant, Mme Prin ; MM. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances ; Catry, d'Aillières, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées. — Retrait de l'amendement n° 13 et rejet par scrutin de l'amendement n° 34.

Amendement n° 17 du Gouvernement : M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. — Adoption.

Adoption de l'article 22 modifié.

Après l'article 22 :

Amendement n° 7 rectifié de M. Delong : MM. Delong, le rapporteur général suppléant ; Pons, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture ; M. Duhamel, ministre de l'agriculture.

Rejet.

Art. 23. — Réserve.

Etat A.

Education nationale :

Titre III :

Amendement n° 16 du Gouvernement. — Adoption.

Adoption du titre III modifié.

Adoption de l'Etat A et de l'article 23 modifié.

Art. 24 et Etat B. — Adoption.

Art. 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32. — Adoption.

Art. 10 (suite) :

MM. Fontaine, Alloncle, Boscary-Monsservin, le ministre de l'agriculture.

Amendement n° 56 du Gouvernement : MM. le rapporteur général suppléant, Lemaire, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges ; le ministre de l'agriculture, Souchal.

Sous-amendement n° 59 de M. Fontaine : MM. Alloncle, le rapporteur général suppléant, le ministre de l'agriculture. — Adoption.

Sous-amendement n° 63 de M. Boscary-Monsservin : MM. Boscary-Monsservin, le rapporteur général suppléant, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Sous-amendement n° 60 de M. Fontaine : MM. Fontaine, le rapporteur général suppléant, le ministre de l'agriculture, Boscary-Monsservin. — Adoption.

Sous-amendement n° 62 de M. Mario Bénard : MM. Mario Bénard, le rapporteur général suppléant, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Sous-amendement n° 61 de M. d'Aillières : MM. d'Aillières, le rapporteur général suppléant, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Sous-amendement n° 58 de M. Delmas : MM. Delmas, le rapporteur général suppléant, le ministre de l'agriculture. — Retrait.

Reprise du sous-amendement n° 58 par M. Lamps : MM. Lamps, le ministre de l'agriculture. — Rejet par scrutin.

Adoption de l'amendement n° 56 modifié qui devient l'article 10.

Art. 11 (suite). Adoption.

M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances.

Adoption par scrutin de l'ensemble du projet de loi.

2. — **Accès des officiers à des emplois civils.** — Discussion d'un projet de loi (p. 4750).

M. Le Theule, rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées.

Discussion générale : MM. Villon, Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

Clôture.

Art. 1^{er}, 2, 3. — Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

3. — **Admission exceptionnelle d'officiers de l'armée de terre dans la gendarmerie nationale.** — Retrait de l'ordre du jour d'un projet de loi (p. 4752).

M. Rivière, rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées ; Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale. — Retrait du projet de loi.

4. — **Dépôt de projets de loi** (p. 4752).

5. — **Dépôt d'un rapport** (p. 4752).

6. — **Dépôt d'avis** (p. 4753).

7. — **Ordre du jour** (p. 4753).

PRESIDENCE DE M. ROLAND NUNGESSER,
vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1969 (N° 904)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1969 (n° 904, 939, 951).

Cet après-midi l'Assemblée a commencé l'examen des articles et s'est arrêtée à l'article 18.

[Article 18.]

M. le président. « Art. 18. — I. Un décret portant règlement d'administration publique déterminera de nouveaux index de variation des prix des fournitures d'électricité en haute et en basse tension, compte tenu des besoins de financement dus au développement des consommations.

« Les nouveaux index se substitueront de plein droit, dans les conventions ou contrats en cours, à la date et selon des modalités qui seront fixées par le décret portant règlement d'administration publique prévu ci-dessus, aux index définis par le décret du 11 avril 1937.

« Les index ainsi définis ne pourront être modifiés, dans les mêmes formes et avec les mêmes effets, qu'à des intervalles de cinq ans ou plus.

« II. Pour les distributions publiques de gaz dont les cahiers des charges sont actuellement en cours de révision en application de l'article 37 de la loi du 8 avril 1946 et jusqu'à la mise en application des nouveaux cahiers des charges, les prix maximum prévus dans les cahiers des charges seront les prix résultant des dispositions de l'arrêté n° 24-167 du 7 janvier 1959, affectés d'un coefficient de variation égal à la valeur, divisée par cent, de l'index figurant en annexe au cahier des charges type approuvé par le décret n° 61-1191 du 27 octobre 1961.

« III. Les taux et formules d'indexation des redevances de compteur figurant dans les cahiers des charges de distribution publique de gaz qui n'ont pas été adoptés en application du décret du 27 octobre 1961, seront remplacés à compter du 1^{er} janvier 1970 par ceux adoptés dans les cahiers des charges de distribution établis en application dudit décret. »

M. Sabatier, suppléant, M. Rivain, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, et M. Regaudie ont présenté un amendement n° 11 qui tend à compléter le premier alinéa du paragraphe I de cet article par les mots suivants : « des conditions économiques et de l'évolution de la productivité ».

La parole est à **M. le rapporteur général suppléant.**

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission a fait sien, car elle l'a trouvé judicieux, l'amendement de **M. Regaudie** qui estimait insuffisamment précis le texte de l'article 18.

Aussi désirons-nous que le décret portant règlement d'administration publique qui déterminera les nouveaux index prévoie aussi que ces nouveaux index tiendront compte, non seulement « des besoins de financement dus au développement des consommations », mais également « des conditions économiques et de l'évolution de la productivité ».

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. Le Gouvernement, sensible à l'argumentation de **M. le rapporteur général**, accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Sabatier, rapporteur général suppléant,** a présenté un amendement n° 12 qui tend à rédiger comme suit le troisième alinéa du paragraphe I de l'article 18 :

« Ces nouveaux index pourront être modifiés, dans les mêmes conditions et dans les mêmes formes, au terme d'une période d'application d'au moins cinq ans. »

La parole est à **M. le rapporteur général suppléant.**

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. Cet amendement tend à formuler de façon plus explicite, plus heureuse et plus littéraire la pensée de l'auteur de l'article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. Je reconnais la valeur littéraire soulignée par **M. le rapporteur** et accepte l'amendement. (Sourires.)

M. Roger Roucaute. On n'y comprend rien !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18, modifié par les amendements n° 11 et 12.

(L'article 18, ainsi modifié, est adopté.)

[Articles 19 à 21.]

M. le président. « Art. 19. — Les demandes tendant à obtenir le bénéfice des articles 16 à 20 de l'ordonnance n° 45-2062 du 8 septembre 1945 relatifs au concours financier de l'Etat pour l'exécution des travaux de voirie et de réseaux divers dans les communes sinistrées devront, à peine de forclusion, être présentées au plus tard le 31 décembre 1970. La même règle est applicable aux demandes de subventions à formuler par les communes en application de l'article 22 de la loi n° 50-631 du 2 juin 1950 concernant l'aménagement d'espaces verts autour des immeubles reconstruits. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19.

(L'article 19, est adopté.)

« Art. 20. — Le dernier alinéa de l'article 9-II de la loi n° 68-1145 du 20 décembre 1968 est remplacé par les dispositions suivantes qui prennent effet au 1^{er} janvier 1969 :

« Cette subvention forfaitaire et définitive n'est accordée qu'aux entreprises dont les recettes exonérées de la taxe à la valeur ajoutée sont supérieures aux recettes taxées autres que celles provenant de la publicité. » — (Adopté.)

« Art. 21. — Les dispositions de l'article 37 de la loi de finances du 27 décembre 1923 prévoyant un prélèvement sur les droits d'entrée et taxes au profit de la caisse nationale des monuments historiques sont abrogées en ce qui concerne les musées relevant du ministère des armées. » — (Adopté.)

[Article 22.]

M. le président. « Art. 22. — Les fonctionnaires des postes et télécommunications susceptibles d'être déplacés hors de leur résidence, soit par suite de suppressions d'emploi consécutives à la réorganisation, à la modernisation et, notamment, à l'automatisation des services, soit par suite du transfert du service auquel ils sont affectés, pourront, sur leur demande, aux conditions et selon les modalités qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat, être reclassés dans les différents corps ou grades des personnels des postes et télécommunications, par dérogation aux règles normales d'accès à ces corps ou grades. »

La parole est à **M. Danel, inscrit sur l'article.**

M. Liévin Danel, Monsieur le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, l'article 22 revêt une importance considérable tant en ce qui concerne le reclassement des fonctionnaires que celui des auxiliaires des P. T. T. à la suite de l'automatisation des télécommunications.

Le Gouvernement a bien voulu porter une attention particulière aux problèmes du Nord et du Pas-de-Calais et y accélérer la modernisation des téléphones, mais c'est précisément la raison pour laquelle le problème du reclassement s'y pose avec le plus d'acuité.

C'est au nom des parlementaires de l'union des démocrates pour la République de la région du Nord que j'interviens aujourd'hui. Mon collègue **Catry** vous exposera dans quelques minutes son point de vue sur cette question.

Ce que je vous demande aujourd'hui intéresse non seulement mes collègues et moi-même mais également tous ceux qui, dans un délai que nous souhaitons aussi bref que possible, vont voir disparaître l'exploitation manuelle du téléphone.

Ce problème de reclassement est grave pour nous, monsieur le secrétaire d'Etat, et je voudrais vous donner quelques exemples chiffrés et indiquer les dispositions qui ont été prévues pour pallier le risque de chômage.

A la fin de l'année 1969, dans la région du Nord, par exemple, les effectifs assurant l'exploitation téléphonique manuelle s'élèveront à 2.273 agents, dont 94 personnes pour l'encadrement, 1.517 titulaires et 662 auxiliaires de renfort. A la fin de l'année 1973, les effectifs correspondants seront réduits à 621 personnes.

Lors du débat budgétaire à l'Assemblée, le 3 novembre, **M. le ministre des P. T. T.** s'est engagé à traiter en priorité le problème du reclassement des opératrices et a confié la responsabilité de cette opération à la direction générale des télécommunications.

Je sais qu'actuellement des commissions ou groupes de travail étudient ce problème, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des P. T. T.

A l'échelon national, trois groupes de travail viennent d'être formés ; le premier devra suivre les aménagements des règlements en vigueur qui permettraient de faciliter le reclassement des intéressés, par la réaffectation prioritaire des agents à reclasser, par exemple.

Sont également à l'étude les répercussions financières de certaines mesures qui pourraient être avancées.

Le second groupe de travail se consacre au problème du recyclage des personnes reclassées à l'intérieur de l'administration, ce que soit dans les postes, les services financiers ou même les télécommunications, services commerciaux, services d'essais et contrôle...

Enfin, un troisième groupe étudie, dans les structures actuelles ou futures, les points d'implantation des services utilisant du personnel d'exécution féminin qui représente la majorité des personnes à reclasser.

Il ne fait cependant pas de doute que si le reclassement des opératrices peut être facilité par des mesures prises à l'échelon central, c'est surtout au niveau régional que les actions les plus décisives pourront être entreprises. C'est pourquoi la direction générale des télécommunications a décidé la création de groupes de travail dans chaque région des télécommunications, ceux de Lille et de Rennes fonctionnant déjà avec des représentants régionaux des télécommunications, de la poste, des services financiers et des directeurs départementaux des P. T. T.

Enfin, dans le cadre de la préparation du VI^e Plan, le groupe de travail sur les problèmes de formation et de reconversion s'attache également au problème du reclassement des opératrices.

Au titre des réalisations, par exemple, on peut citer le reclassement des opératrices d'Arras, de Lens et de Béthune lors de l'automatisation partielle de ces centraux téléphoniques. Une centaine de personnes avaient alors été concernées par cette opération qui s'est déroulée avec succès. Enfin, en octobre 1969, l'automatisation du central téléphonique de Carvin a entraîné la reconversion de 7 ou 8 agents.

En juillet prochain, l'automatisation de celui de Saint-Omer touchera plus de 90 personnes dont 5 contrôleurs divisionnaires, 66 titulaires d'exécution, 22 auxiliaires de renfort et environ 10 auxiliaires de remplacement. Déjà, une quarantaine de cas ont été résolus et la direction régionale des télécommunications poursuit actuellement ses efforts.

Ainsi espérons-nous arriver à résoudre les problèmes de personnel à la suite d'opérations d'automatisations tant par une action nationale que régionale ou locale.

C'est pourquoi, devant ces perspectives encourageantes, je demande au Gouvernement de bien vouloir accepter cet article, et à l'Assemblée de bien vouloir le voter. (Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques tendant à la suppression de l'article 22.

Le premier, n° 13, est présenté par M. Sabatier, rapporteur général suppléant; le deuxième, n° 34, par Mme Prin, M. Lamps et les membres du groupe communiste.

La parole est à M. le rapporteur suppléant pour défendre son amendement.

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission a voté la suppression de cet article, mais en fait elle n'est nullement opposée à son principe.

Elle considère qu'effectivement la mesure proposée est socialement nécessaire et administrativement justifiée, mais elle redoute, en légiférant pour ce cas particulier des postes, d'être saisie prochainement d'autres demandes de dérogation émanant d'autres administrations ou relatives à des statuts particuliers d'autres catégories d'agents de l'Etat.

La commission a usé de cette procédure de rejet de l'article pour solliciter du Gouvernement des explications sur la politique qu'il entend suivre à l'égard de l'ensemble de ce problème, afin que nous n'ayons pas encore à juger dans les mois à venir s'il est opportun ou non de déroger au statut de la fonction publique pour telle ou telle catégorie de fonctionnaires.

La commission souhaite donc que le Gouvernement explique son point de vue sur l'ensemble de ce sujet.

M. le président. La parole est à Mme Prin, pour soutenir l'amendement n° 34.

Mme Jeannette Prin. L'évolution des techniques dans les P. T. T., les transferts de service, l'automatisation du téléphone aboutissent à des bouleversements invraisemblables et, fait plus grave, à des licenciements, alors que tous les services manquent de personnel.

D'ici à 1973, il faudra reclasser 13.000 téléphonistes. L'automatisation intégrale du téléphone devrait être réalisée en 1976. Pratiquement toutes les régions seront touchées en même temps ou dans un laps de temps très court. Il s'agit d'un problème national.

Il importe donc que des négociations aient lieu au niveau du ministère des P. T. T. pour examiner les revendications du personnel, notamment durant la période transitoire qui sera particulièrement difficile.

En premier lieu, il conviendrait d'évaluer correctement, dans chaque localité et dans chaque département, les besoins en effectifs nécessaires à l'écoulement du trafic actuel et de ses prévisibles et importantes augmentations, et d'affecter le personnel indispensable.

Une étude du même genre devrait être entreprise sur l'évolution du téléphone, car l'augmentation prévue du nombre des abonnés se traduira obligatoirement par un développement considérable des communications réclamant l'intervention d'une opératrice. Cette étude des prévisions s'impose avant de décider arbitrairement et unilatéralement les déplacements et les suppressions d'emplois.

Cet article 22, qui permet de déroger aux règles normales de recrutement ou d'avancement fixées par le statut général des fonctionnaires, met en cause le statut des personnels des P. T. T.

Il aurait donc dû être soumis à l'examen du conseil supérieur de la fonction publique, ce qui n'a pas été fait.

Il n'est, en outre, pas susceptible de résoudre les difficultés.

Il serait préférable, comme le demandent toutes les organisations syndicales, de faire droit aux légitimes revendications du personnel et de prévoir notamment la réduction du temps de travail à trente-cinq heures au maximum dans les services téléphoniques et les chèques postaux, et dans une première étape, à quarante heures au maximum dans les services postaux.

Il faudrait aussi permettre des départs anticipés à la retraite en octroyant, évidemment, des bonifications d'ancienneté.

De telles mesures permettraient de résoudre ces problèmes qui vont bouleverser la vie de milliers de familles, et le personnel pourrait ainsi bénéficier du progrès.

Le groupe communiste demande un scrutin public sur l'amendement que j'ai déposé. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances, sur les amendements de suppression.

M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. Le Gouvernement comprend parfaitement les arguments développés par M. le rapporteur général et qui ont conduit, d'une part, à la présentation de l'amendement n° 13 par la commission des finances et, d'autre part, à celle de l'amendement n° 34 qui a le même objet, par Mme Prin.

En réalité, et si j'ai bien compris, la commission des finances, en adoptant son amendement de suppression de l'article, a considéré ce dernier comme une dérogation générale au statut de la fonction publique et qu'il devait par conséquent faire l'objet d'une mesure séparée.

Il s'agirait davantage dans son esprit d'une question de procédure que d'une question de fond, compte tenu notamment des arguments sociaux qui militent en faveur de l'adoption du texte du Gouvernement.

Les raisons qui ont poussé la commission à adopter cet amendement sont identiques à celles qui ont incité le Gouvernement à introduire l'article dans le projet, à le maintenir et à demander à l'Assemblée de bien vouloir le voter, quel que soit le bien-fondé de l'argumentation de M. le rapporteur général.

Les raisons du Gouvernement tiennent d'une part à un souci de pragmatisme et, d'autre part, à une préoccupation d'urgence.

A un souci de pragmatisme d'abord, parce que l'article 22 a été rédigé pratiquement à la demande des administrations concernées. Elles sont plusieurs, en effet, car entre-temps l'administration du ministère des armées, qui a rencontré des problèmes de même nature, a demandé le bénéfice d'une disposition analogue. Cela s'est traduit par le dépôt de l'amendement n° 17 du Gouvernement, qui a pour objet d'étendre au ministère des armées les dispositions de l'article 22 du projet de loi de finances rectificative.

Il n'est pas évident, dans l'état actuel des choses, que des problèmes posant les mêmes difficultés et requérant des solutions du même type existent dans d'autres administrations. C'est la raison pour laquelle une mesure d'ordre général n'a pas paru nécessaire au Gouvernement.

Il existe aussi des raisons d'urgence au dépôt de notre texte. En effet, l'adoption de ces dispositions dans le « collectif » permettra de donner très rapidement aux administrations des postes et télécommunications et des armées, les moyens, qui leur sont absolument nécessaires, de mettre en œuvre sans difficulté majeure pour les fonctionnaires directement concernés, des projets qui ne peuvent attendre.

La démonstration très remarquable qui vient d'être faite par M. Danel est la meilleure illustration de la nécessité de l'adoption de l'article 22.

Tels sont les motifs qui ont conduit le Gouvernement à l'inscrire dans le « collectif » et à déposer l'amendement n° 17.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des finances accepterait-elle de retirer son amendement ?

M. le président. La parole est à M. Catry, pour répondre au Gouvernement.

M. Benjamin Catry. Monsieur le ministre, c'est avec un très vif intérêt que j'ai relevé à l'article 22 du projet de loi de finances rectificative pour 1969 la ferme intention du Gouvernement de procéder au reclassement des fonctionnaires du minist-

tère des postes et télécommunications, dont les emplois disparaîtront à la suite de la réorganisation et de la modernisation des centraux téléphoniques.

Si des mesures de reclassement doivent être prises en faveur de ces personnels, au fur et à mesure de la mise en service de l'automatique, principalement dans des secteurs où elle sera effective dans quelques mois, il importe d'agir avec discernement pour éviter de sacrifier les hommes aux convenances administratives.

Mes collègues, MM. Collette et Damette, retenus, le premier à Boulogne-sur-Mer pour recevoir M. le ministre des transports, le second, à Lille, pour participer à la session du conseil général du Nord, m'ont chargé de les représenter dans cette discussion, car nos trois circonscriptions, limitrophes, connaissent ce problème qui fait l'objet de nos communes préoccupations.

Intervenant après d'autres orateurs sur le même sujet, je ne puis ni ne prétends faire montre d'une grande originalité. Toutefois, le problème se posant avec une acuité toute particulière dans la région du Nord-Pas-de-Calais, promue, en mai 1968, région-pilote dans le domaine de l'automatisation, et dont les travaux d'équipement activement menés permettent d'en entrevoir bientôt le fonctionnement, j'ai pensé qu'il n'était pas superflu d'insister à nouveau sur les critères d'appréciation et les modalités d'application qui entreront en ligne de compte au cours des deux prochaines années, lorsque les mutations interviendront en grand nombre. Je souhaite qu'un examen bienveillant de chaque situation particulière précède toute décision de reclassement.

En mars 1969, après un entretien avec les délégués de toutes les organisations syndicales de l'important central téléphonique de Saint-Omer, j'avais fait part à votre prédécesseur, monsieur le ministre, des vives inquiétudes de ces employés en passe d'être reclassés dès 1970, non sans lui avoir précisé que cette situation locale n'était qu'un exemple parmi tant d'autres, étant donné le nombre important des centraux du Nord et du Pas-de-Calais concernés par la mise en place de l'automatique.

Comme vous le savez, les employés manuels de ces centraux sont en grande majorité des femmes dont les maris travaillent dans la même localité ou dans les environs immédiats, soit dans des administrations, soit dans des entreprises privées. Pour la plupart de ces ménages, forts d'une situation acquise et stable, et ayant acheté ou fait construire leur habitation, un reclassement désordonné, qui éloignerait l'un des époux du domicile conjugal et familial, serait gravement préjudiciable à leurs intérêts matériels et moraux qu'ils sont en droit de sauvegarder et de faire prévaloir en pareille circonstance.

Sans doute l'exposé des motifs, qui dénote une évidente bonne volonté et d'excellentes intentions, se veut-il rassurant. Il fait état notamment du reclassement de tous ces personnels rendus disponibles, en évitant « dans toute la mesure du possible, de leur imposer un changement de résidence ».

Je serais pleinement rassuré, monsieur le ministre, si la formule n'était pas enrobée dans une clause de style de pure forme, dont l'interprétation permettrait « d'imposer » le changement de résidence ou d'affectation après constat d'échec d'un « possible » inconsistant et hypothétique, et sans qu'il soit aisé de savoir comment et jusqu'où il a été recherché et voulu.

Je préférerais, quant à moi, vous entendre déclarer que l'impossible sera tenté pour éviter le changement de résidence et que l'administration des P. T. T. empêchera, en tout état de cause, la séparation ou l'éloignement des époux, situation dont les conséquences seraient encore plus désastreuses que les inconvénients d'un changement de résidence, lequel s'accompagne bien souvent d'une reconstitution du foyer.

S'il est toujours plus facile de dire que de faire, je ne crois pas cependant que l'administration des P. T. T., à qui incombe l'obligation de faire face à un trafic en constante augmentation, doive être prise au dépourvu avec un personnel disponible qu'elle peut affecter à d'autres tâches.

En effet, un inventaire des besoins qui restent à satisfaire permettrait de connaître les nouveaux postes à créer et ceux qui sont insuffisamment pourvus en personnel.

De plus, comme le suggèrent les représentants syndicaux, des initiatives pourraient être prises en différents domaines, telles que l'abaissement de l'âge de la retraite en faveur de ceux qui n'en sont plus tellement éloignés, l'aménagement des horaires de travail, qui permettrait de dégager des emplois à plein temps ou à mi-temps, l'arrêt provisoire des mutations interdépartementales, souvent vers des départements très éloignés et décidées parfois à contresens, enfin la limitation des nominations nouvelles, du moins tant que le reclassement envisagé ne sera pas complètement terminé.

Monsieur le ministre, j'aimerais également que vous n'abandonniez pas les auxiliaires, sans droits légaux de réemploi et dont le licenciement pur et simple créerait de pénibles situations sociales.

Telles sont les quelques observations et réflexions que je me suis permis de vous faire, à seule fin de vous aider à trouver des solutions favorables aux délicats problèmes que pose le sort des personnels titulaires et auxiliaires des centraux téléphoniques en voie d'automatisation. Leur reclassement peut et doit se faire dans l'intérêt de l'Etat sans que soient perdues de vue pour autant les préoccupations justifiées de ceux qui attendent de vous, monsieur le ministre, une humaine compréhension de leur situation, la reconnaissance des services rendus, le respect et la considération de leur personne et de leur foyer.

M. le président. La parole est à M. d'Aillières, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées.

M. Michel d'Aillières, rapporteur pour avis. Monsieur le président, la commission de la défense nationale a examiné l'article 22 et l'amendement n° 17 du Gouvernement, qu'a défendu M. le secrétaire d'Etat. Elle est favorable à ces deux textes qu'elle demande à l'Assemblée d'adopter.

En effet, le ministre de la défense nationale, comme celui des postes et télécommunications, a connu et connaîtra encore des mutations très profondes avec des réorganisations territoriales, des décentralisations et des reconversions. Nous pensons que des mesures comme celles qui nous sont proposées aujourd'hui sont de nature à faciliter grandement la solution de ces problèmes.

C'est pourquoi, mes chers collègues, nous vous invitons à suivre le Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général suppléant.

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. Monsieur le secrétaire d'Etat, après vous avoir entendu, au nom de la commission des finances je retire l'amendement de suppression de l'article 22. (*Exclamations sur les bancs du groupe communiste.*)

Je tiens à préciser une nouvelle fois que la commission est très favorable au principe de la mesure proposée.

M. le président. L'amendement n° 13 est retiré.

Madame Prin, maintenez-vous votre amendement ?

Mme Jeannette Prin. Evidemment, monsieur le président !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 34.

Je suis saisi par le groupe communiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(*Il est procédé au scrutin.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ? ...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	479
Nombre de suffrages exprimés.....	479
Majorité absolue.....	240
Pour l'adoption.....	95
Contre	384

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 17 qui tend à compléter l'article 22 par le nouvel alinéa suivant :

« Des dispositions identiques pourront s'appliquer aux fonctionnaires du ministère d'Etat chargé de la défense nationale et des établissements publics administratifs placés sous sa tutelle, susceptibles d'être déplacés par suite de conversion d'activités, de suppression ou de décentralisation des établissements ou services où ils sont affectés. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances.

M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. J'ai exposé tout à l'heure l'objet de l'amendement n° 17. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire que je m'étende davantage.

Dans la logique même du vote qu'elle vient d'émettre, je demande à l'Assemblée d'adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission est favorable à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17.

M. René Lamps. Le groupe communiste vote contre.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 22, complété par l'amendement n° 17.

M. René Lamps. Le groupe communiste vote contre.

(*L'article 22, ainsi complété, est adopté.*)

[Après l'article 22.]

M. le président. MM. Jacques Delong et Jean Favre ont présenté un amendement n° 7 rectifié qui tend, après l'article 22, à insérer le nouvel article suivant :

« A partir des mots :

« Toutefois, il n'est pas autorisé à détruire les sangliers... »

« La fin du deuxième alinéa de l'article 393 du code rural, modifié par l'article 14 de la loi de finances pour 1969, est supprimée. »

La parole est à M. Delong.

M. Jacques Delong. Monsieur le président, monsieur le ministre, l'amendement déposé par mon collègue M. Jean Favre et par moi-même a pour objet de modifier, au moins temporairement, l'article 393 du code rural, modifié par l'article 14 de la loi de finances pour 1969.

En effet, l'interdiction du droit de défense des récoltes, improprement appelé droit d'affût, a été supprimée par l'article 14 de la loi de finances pour 1969. Mais pour les agriculteurs dont les exploitations sont limitrophes de grands massifs forestiers, les dégâts causés par les animaux sauvages, en particulier par les grands gibiers tels les cerfs et les sangliers, remettent en cause l'existence même des exploitations.

Certes, une loi est prévue, tendant à l'indemnisation de ces dégâts. Je souhaite qu'il en aille avec cette loi comme pour les accidents automobiles, c'est-à-dire qu'à la suite du rapport de l'expert désigné le montant des dommages estimés donne lieu à une indemnisation totale.

En effet, si cette indemnisation n'était que partielle, cela signifierait que l'agriculteur lésé retrouverait peut-être sa mise de fonds de semences, engrais et main-d'œuvre, mais qu'il perdrait pour le moins le bénéfice de tout son travail.

Vous savez, monsieur le ministre, et vous aussi, mes chers collègues, que dans aucune profession il n'est question de faire œuvre uniquement bénévole. Notre régime fiscal d'ailleurs ne le permet pas. Je crois fermement par cet amendement — et la commission des finances l'a fort bien compris — respecter le travail des hommes et sauvegarder le fruit de leur labeur.

Aussi je demande au Gouvernement de bien vouloir accepter mon amendement de simple justice, déjà accepté par la commission des finances, comme, je le pense, va le préciser M. le rapporteur général. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission est favorable à l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.

M. Bernard Pons, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. Le Gouvernement est contre l'amendement présenté par MM. Delong et Favre.

L'article 14 de la loi de finances pour 1969 prévoit, aux frais des chasseurs, l'indemnisation des dégâts causés aux récoltes soit par les sangliers, soit par les grands gibiers provenant d'une réserve où ils font l'objet de reprises ou d'un fonds sur lequel a été exécuté un plan de chasse prévu par l'article 373 du code rural. Cette indemnisation est rendue possible par la création, au budget du Conseil supérieur de la chasse, d'un compte particulier alimenté par les cotisations des porteurs de permis.

Une telle mesure n'a pu recevoir l'assentiment des chasseurs que grâce à une contrepartie, la limitation de ce qu'on appelle le droit d'affût, droit de repousser ou détruire les bêtes fauves, c'est-à-dire les sangliers et les grands gibiers dont il s'agit — cerfs ou chevreuils.

Cette limitation consiste à supprimer le droit de détruire en laissant subsister celui de repousser. Elle apparaît légitime puisque les dégâts causés aux récoltes par les sangliers et les grands gibiers seront désormais indemnisés dans les conditions prévues à l'article 14.

Supprimer aujourd'hui la limitation du droit d'affût serait détruire l'équilibre que la loi cherche à réaliser entre les intérêts cynégétiques et agricoles, et ce, au détriment des agriculteurs qui, dans cette affaire, consentent un effort financier important. Ce serait vraiment remettre en cause l'économie même du texte. C'est pourquoi le Gouvernement est contre cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Delong.

M. Jacques Delong. Je dois constater que M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture n'a donné aucune précision concernant l'indemnisation effective qui doit être accordée aux agriculteurs victimes des dégâts.

Devant le caractère flou des intentions du Gouvernement, je maintiens mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Jacques Duhamel, ministre de l'agriculture. J'indique que le décret concernant l'indemnisation va paraître incessamment, mais — je le précise pour éviter tout malentendu — sans rétroactivité, ce qui est conforme d'abord à la tradition juridique française, ensuite à la simple morale.

C'est conforme à notre tradition juridique, parce qu'un texte ne commence à s'appliquer qu'après avoir été publié.

C'est aussi conforme à la simple morale, parce qu'on ne peut tout de même pas indemniser au vu de constatations qui seraient postérieures à la reconnaissance du droit à indemnisation, lequel va être ouvert, mais aussi après que les événements donnant éventuellement droit à indemnisation ont eu lieu. Autrement dit, il faut que la constatation soit certaine avant et qu'elle s'inscrive dans les limites de la probité.

Je le répète, le décret d'indemnisation va paraître incessamment. Je pense que cette déclaration est de nature à vous rassurer pleinement, monsieur Delong.

M. le président. La parole est à M. Delong.

M. Jacques Delong. Monsieur le ministre, vos propos ont été relativement précis, mais vous ne m'avez pas assuré que l'indemnisation pourrait être totale, selon le principe de l'expertise en matière d'accidents d'automobiles que j'ai signalé précédemment, et qui me semblait constituer une bonne référence.

Je maintiens donc mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Essayant de dialoguer jusqu'au bout, je vous rappelle simplement, monsieur Delong, que la loi n'a pas prévu une indemnisation totale. C'est donc conformément à la loi que le texte d'application, comme il se doit, interviendra.

J'espère que vous êtes enfin convaincu, et je souhaite que vous retiriez votre amendement ; je vous en remercie à l'avance. Sinon, je serai obligé de demander à l'Assemblée de repousser l'amendement.

M. le président. Monsieur Delong, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jacques Delong. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7 rectifié. (Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, l'amendement, mis aux voix par assis et levé, n'est pas adopté.)

[Article 23.]

M. le président. L'article 23 est réservé jusqu'au vote de l'état A.

Je donne lecture de cet état :

ETAT A

Répartition, par titre et par ministère, des crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils.

Affaires culturelles.

« Titre III : 10.000 francs ;
« Titre IV : 35.000 francs. »
Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous abordons les crédits du ministère des affaires étrangères.

Affaires étrangères.

« Titre III : 4.167.900 francs ;
« Titre IV : 51.135.800 francs. »
Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous passons à l'examen des crédits du ministère des affaires étrangères concernant la coopération.

Affaires étrangères (coopération).

« Titre III : 541.495 francs ;
« Titre IV : 57.975.626 francs. »
Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits du ministère des affaires sociales.

Affaires sociales.

« Titre III : 4.063.000 francs ;
« Titre IV : 282 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits du ministère de l'agriculture.

Agriculture.

« Titre III : 1.200.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Anciens combattants et victimes de guerre.

« Titre III : 997.343 francs ;

« Titre IV : 41.750.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous passons aux crédits du ministère de l'économie et des finances (I. — Charges communes).

Economie et finances.**I. — Charges communes.**

« Titre I : 205 millions de francs ;

« Titre III : 188.935.247 francs ;

« Titre IV : 76.881.278 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre I^{er}.

(Le titre I^{er} est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits des services financiers.

II. — Services financiers.

« Titre III : 26.627.843 francs ;

« Titre IV : 120.319.966 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits du ministère de l'éducation nationale.

Education nationale.

« Titre III : 23.938.908 francs ;

« Titre IV : 275.000 francs. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 16 ainsi rédigé :

« 1° Réduire les crédits du titre III de 5.500.000 F ;

« 2° Majorer les crédits du titre III de 5.500.000 F. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances.

M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. Cet amendement n'a pas une importance considérable puisqu'il vise essentiellement à modifier les répartitions d'ouvertures de crédits entre rémunérations principales et indemnités. Je demande donc à l'Assemblée de l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission est favorable à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le titre III, modifié par l'amendement n° 16.

(Le titre III, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère de l'équipement et du logement.

Equipement et logement.

« Titre III : 3.396.700 francs ;

« Titre IV : 2.033.426 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous examinons les crédits du ministère de l'industrie.

Industria.

« Titre III : 1.280.000 francs ;

« Titre IV : 500.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous passons aux crédits du ministère de l'intérieur.

Intérieur.

« Titre III : 16.028.175 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits du ministère de la justice.

Justice.

« Titre III : 617.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits des services du Premier ministre et tout d'abord de la section I (Services généraux).

Services du Premier ministre.**I. — Services généraux.**

« Titre III : 90.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Nous passons aux crédits de la section II (Information) des services du Premier ministre.

Services du Premier ministre.**II. — Information.**

« Titre IV : 13.411.634 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits de la section III (Jeunesse et sports) des services du Premier ministre.

Services du Premier ministre.**III. — Jeunesse et sports.**

« Titre III : 380.000 francs ;

« Titre IV : 1.390.028 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits de la section V (Territoires d'outre-mer) des services du Premier ministre.

Services du Premier ministre.**V. — Territoires d'outre-mer.**

« Titre III : 7.500 francs ;

« Titre IV : 7.621.550 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits de la section X (Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité).

Services du Premier ministre.**X. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.**

« Titre III : 20.000 francs ;
 « Titre IV : 300.000 francs. »
 Personne ne demande la parole ?...
 Je mets aux voix le titre III.
 (Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous arrivons aux crédits de la section I (Services communs et transports terrestres) du ministère des transports.

Transports.**I. — Services communs et transports terrestres.**

« Titre IV : 280.000 francs. »
 Personne ne demande la parole ?...
 Je mets aux voix le titre IV.
 (Le titre IV est adopté.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits du ministère des transports (II. — Aviation civile).

Transports.**II. — Aviation civile.**

« Titre III : 1.605.306 francs ;
 « Titre IV : 45.000 francs. »
 Personne ne demande la parole ?
 Je mets aux voix le titre III.
 (Le titre III est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV.

(Le titre IV est adopté.)

M. le président. J'appelle les crédits du ministère des transports (III. — Marine marchande).

Transports.**III. — Marine marchande.**

« Titre IV : 48.900.000 francs.
 Personne ne demande la parole ?...
 Je mets aux voix le titre IV.
 (Le titre IV est adopté.)
M. le président. J'appelle maintenant l'article 23 tel qu'il résulte du vote de l'état A.

2^e PARTIE. — DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNÉE 1969

« Art. 23. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses ordinaires des services civils pour 1969, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 1.183.760.725 francs conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, modifié par l'amendement n° 16. (L'article 23, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 24.]

M. le président. L'article 24 est réservé jusqu'au vote de l'état B.

Je donne lecture de cet état :

ÉTAT B

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au titre des dépenses en capital des services civils.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées : 10.948.000 francs ;
 « Crédits de paiement ouverts : 10.948.000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées : 5.413.000 francs ;
 « Crédits de paiement ouverts : 5.413.000 francs. »
 Personne ne demande la parole ?...
 Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V. (Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.

(Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Nous allons examiner les crédits du ministère des affaires sociales.

Affaires sociales.**TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT**

« Crédits de paiement ouverts : 24 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère de l'économie et des finances (I. — Charges communes).

Economie et finances.**I. — Charges communes.****TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT**

« Autorisations de programme accordées, 30 millions de francs ;
 « Crédits de paiement ouverts, 30 millions de francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées, 358.850.000 francs ;
 « Crédits de paiement ouverts, 56.850.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V. (Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.

(Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits du ministère de l'éducation nationale.

Education nationale.**TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT**

« Crédits de paiement ouverts, 44 millions de francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Nous passons aux crédits du ministère de l'équipement et du logement.

Équipement et logement.**TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT**

« Autorisations de programme accordées, 25.450.000 francs ;
 « Crédits de paiement ouverts, 12.450.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V. (Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Nous allons examiner les crédits du ministère de l'intérieur.

Intérieur.**TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT**

« Autorisations de programme accordées : 8.490.000 francs ;
 « Crédits de paiement ouverts : 8.490.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI. (Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits des services du Premier ministre (I. — Services généraux).

Services du Premier ministre.

I. — Services généraux.

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées : 85.961.000 francs ;
« Crédits de paiement ouverts : 89.961.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.
(Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Nous examinons maintenant les crédits des services du Premier ministre (III. — Jeunesse et sports).

Services du Premier ministre.

III. — Jeunesse et sports.

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées : 4.590.000 francs. »
Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.
(Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits de la section V (Territoires d'outre-mer.) des services du Premier ministre.

Services du Premier ministre.

V. — Territoires d'outre-mer.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées : 1.048.000 francs ;
« Crédits de paiement ouverts : 6.548.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V.
(Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits du ministère des transports (I. — Services communs et transports terrestres).

Transports.

I. — Services communs et transports terrestres.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées : 500.000 francs ;

« Crédits de paiement ouverts : 500.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V.
(Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère des transports (II. — Aviation civile).

Transports.

II. — Aviation civile.

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées, 3 millions de francs ;
« Crédits de paiement ouverts, 1.500.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.
(Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Nous passons à l'examen des crédits du ministère des transports (III. — Marine marchande).

Transports.

III. — Marine marchande.

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisations de programme accordées, 700.000 francs ;
« Crédits de paiement ouverts, 700.000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS ACCORDÉES PAR L'ÉTAT

« Crédits de paiement ouverts, 3.250.000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les autorisations de programme du titre V.
(Les autorisations de programme du titre V sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre V.

(Les crédits de paiement du titre V sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. J'appelle maintenant l'article 24 tel qu'il résulte du vote de l'état B :

« Art. 24. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses en capital des services civils pour 1969, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement à la somme de 534.950.000 francs et de 294.610.000 francs conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 24.

(L'article 24 est adopté.)

[Articles 25 à 32.]

M. le président. « Art. 25. — Il est ouvert au ministre d'Etat chargé de la défense nationale, au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 1969, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement à la somme de 5.000.000 de francs et de 168.060.500 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25.

M. René Lamps. Le groupe communiste vote contre cet article et contre l'article 26.

(L'article 25 est adopté.)

« Art. 26. — Il est ouvert au ministre d'Etat chargé de la défense nationale, au titre des dépenses en capital des services militaires pour 1969, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement à la somme de 61.470.000 francs et de 93.007.000 francs. » — (Adopté.)

« Art. 27. — I. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice, au titre des dépenses du budget annexe de la Légion d'honneur pour 1969, un crédit supplémentaire s'élevant à 120.000 francs.

« II. Il est ouvert au ministre de l'économie et des finances, au titre des dépenses du budget annexe des monnaies et médailles pour 1969, un crédit supplémentaire s'élevant à 3.267.000 francs. » — (Adopté.)

« Art. 28. — Il est ouvert au ministre de l'économie et des finances, pour 1969, au titre des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, une autorisation de découvert complémentaire s'élevant à la somme de 3 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 29. — Il est ouvert au ministre de l'économie et des finances, pour 1969, au titre des comptes d'avances du Trésor, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de 230.000 francs. » — (Adopté.)

« Art. 30. — Il est ouvert au ministre de l'économie et des finances, pour 1969, au titre des comptes de prêts et de consolidation, un crédit de paiement supplémentaire s'élevant à la somme de 19.500.000 francs. » — (Adopté.)

« Art. 31. — Le montant maximum global des prêts du Trésor fixé par l'article 31 de la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966 est porté de 150 à 250 millions de francs. » — (Adopté.)

« Art. 32. — Sont ratifiés les crédits ouverts par le décret d'avances n° 69-1026 du 17 novembre 1969, pris en application de l'article 11-2° de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. » — (Adopté.)

[Article 10 (suite).]

M. le président. Nous reprenons maintenant la discussion des articles 10 et 11 précédemment réservés.

J'appelle d'abord l'article 10 :

« Art. 10. — I. Il est institué une taxe perçue à l'occasion du défrichement de surfaces en nature de bois ou de forêts.

Donnent également ouverture à la taxe les faits de défrichement indirect définis au 3^e alinéa de l'article 159 du code forestier.

« II. Sans préjudice de l'application des lois et règlements en vigueur, tout propriétaire assujéti aux obligations prévues aux articles 157 et suivants du code forestier est passible de la taxe ci-dessus visée. Cette taxe est applicable aux collectivités ou personnes morales soumises aux dispositions de l'article 85 du code forestier.

« III. L'assiette de la taxe est constituée par la surface de bois et forêts défrichés.

« Sont toutefois exemptés :

« — les défrichements visés à l'article 162 du code forestier ;
« — les défrichements exécutés en application de l'article 19 du code de l'urbanisme et de l'habitation ;

« — les défrichements exécutés par les sections de communes, les collectivités locales, leurs groupements ou leurs établissements publics en vue de réaliser des équipements d'intérêt public sous réserve de la reconstitution d'une surface forestière équivalente dans un délai de cinq ans.

« IV. Le taux de la taxe est fixé à 3.000 francs par hectare de superficie défrichée.

« V. La taxe est recouvrée par les comptables de la direction générale des impôts. Elle est due d'après la superficie des terrains défrichés au cours de l'année précédente. Elle est liquidée au vu d'une déclaration souscrite avant le 31 janvier par le propriétaire auprès du directeur départemental de l'agriculture du lieu du défrichement. Cette déclaration doit être conforme au modèle fixé par l'administration.

« La taxe doit être versée au comptable des impôts du lieu du défrichement dans les six mois de la notification au redevable.

« VI. Le défaut de production dans le délai imparti de la déclaration prévue au V ainsi que tout défrichement effectué en infraction aux dispositions des articles 85 et 157 du code forestier, entraînent l'exigibilité immédiate de la taxe et d'une amende fiscale égale à 50 p. 100 du montant de cette taxe. L'action en répétition des sommes dues peut s'exercer dans le délai de six ans à compter du fait générateur de la taxe. La taxe et l'amende sont liquidées au vu de procès-verbaux dressés par les agents habilités à constater les infractions en matière forestière et notifiés aux intéressés.

« VII. La taxe et éventuellement, l'amende fiscale de 50 p. 100 ou l'indemnité de retard due en vertu de l'article 1727 du code général des impôts sont recouvrées dans les conditions fixées aux articles 1915 à 1918 dudit code.

« VIII. Le recouvrement de la taxe est garanti par le privilège prévu à l'article 1929-1 du code général des impôts et par l'hypothèque légale prévue à l'article 1929 ter du même code.

« IX. Les réclamations des redevables sont recevables jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle du versement de la taxe ou de la notification d'un avis de mise en recouvrement s'il a été procédé à cette notification. Les instances sont introduites et jugées comme en matière d'impôts directs.

« X. La taxe est due pour tout défrichement imposable réalisé à compter du 1^{er} janvier 1970.

« XI. Un crédit d'un montant égal au produit de la taxe est inscrit chaque année au budget du ministère de l'agriculture pour assurer le financement de l'accroissement du domaine forestier de l'Etat.

« XII. Un décret en Conseil d'Etat fixera en tant que de besoin, les conditions d'application du présent article. »

La parole est à M. Fontaine, inscrit sur cet article.

M. Jean Fontaine. Monsieur le ministre de l'agriculture, je ne vous étonnerai pas en disant que je vous approuve lorsque vous recherchez les voies et moyens susceptibles de mettre un terme aux défrichements inconsidérés qui sévissent dans certaines régions et qui mettent notre économie dans une situation critique.

Chacun sait, en effet, que notre pays manque de bois et qu'à ce titre notre balance commerciale est déficitaire d'environ 2 milliards de francs.

Ainsi, l'équilibre biologique de certaines régions court un grave danger et l'avenir est lourdement grevé puisque à la disparition de la forêt correspondent la « désertification » du climat et, pour le citoyen, la privation de loisirs, de l'air pur et du calme dont il a et aura de plus en plus besoin.

Cependant, je dois vous faire un aveu qui ne vous étonnera pas non plus : le texte que le Gouvernement nous avait tout d'abord présenté n'était pas de nature à apaiser pleinement nos préoccupations, que, d'ailleurs, vous partagez puisque aussi bien nous voulons atteindre le même but.

Il me plaît, à ce point de mon exposé, de rendre un hommage particulier au sens de la concertation, du dialogue, puisque le mot est à la mode, voire de la conciliation, dont vous avez fait preuve pour rechercher avec le Parlement une solution équitable, autant que faire se peut, aux difficultés soulevées par

l'analyse de votre premier texte, de sorte que je suis amené à passer sur un bon nombre des observations que je voulais vous présenter.

Je ne dis pas, cependant, que la nouvelle formulation à laquelle vous avez donné votre accord et que vous allez nous proposer au nom du Gouvernement nous donne pleinement satisfaction. Mais il est vrai que l'expression parfaite n'est pas facile, et je suis porté à croire que c'est tout de même une approche valable pour cerner ce problème angoissant qui nous préoccupe : l'endigement de la vague de défrichement.

Permettez-moi, néanmoins, de vous dire que nous eussions souhaité pouvoir étudier ce problème dans son contexte naturel, c'est-à-dire à l'occasion de la discussion d'un projet de loi d'orientation forestière et d'aménagement de l'espace rural.

M. Roland Boscardy-Monsservin. Très bien !

M. Jean Fontaine. Ce texte, qu'on nous promet depuis trop longtemps, il est urgent de le faire sortir des dossiers de vos services.

J'enregistrerai avec satisfaction une prise de position de votre part sur cette affaire qui nous tient tant à cœur. Donnez-nous l'assurance, monsieur le ministre, qu'au printemps prochain vous soumettrez un tel projet de loi à l'examen du Parlement.

Le texte que le Gouvernement soumet aujourd'hui à notre appréciation est en progrès très net par rapport à sa formulation initiale, mais il nous laisse encore perplexes sur certains points, et d'abord sur le taux unique de la taxe que nous aurions souhaité voir modulé suivant les régions, voire suivant les secteurs.

En effet, le prix de la terre varie considérablement d'une région à l'autre ; il est d'autant plus élevé que le taux de boisement est plus faible, en raison de la pression démographique.

Dans ces conditions, le taux unique ne freinera guère les défrichements dans les régions où la conservation des bois est le plus nécessaire. La plus-value donnée au foncier est telle que le taux unique n'a pas valeur de frein. En revanche, il aura pour effet d'arrêter complètement les défrichements là où ceux-ci ne présentent aucun inconvénient et sont même souhaitables à certains égards. C'est pourquoi il eût fallu moduler ce taux.

Le temps qui nous a été imparti pour analyser ce texte a été si court que nous n'avons pu trouver une solution de rechange à vous proposer. Le Parlement n'est-il pas seul habilité à fixer les modalités de la fiscalité ?

Il faudra donc revoir cette affaire dans son ensemble.

La solution que vous allez nous proposer part d'un bon sentiment et d'un souci louable de répondre favorablement aux nombreuses objections qui vous ont été présentées à ce sujet. Mais convenez qu'elle n'atteindra pas encore complètement le but recherché !

Dans le même ordre d'idées, il ne me paraît pas équitable de taxer les défrichements qui ont fait l'objet d'une déclaration, pour lesquels vos services n'ont pas cru devoir soulever la moindre opposition mais qui, à cause de l'hiver, n'ont pas encore été totalement réalisés.

En droit strict — vous venez, monsieur le ministre, de nous rappeler cette tradition juridique française qui veut qu'il n'y ait pas rétroactivité des lois, et d'ailleurs, selon l'article 2 du code civil, la loi ne dispose que pour l'avenir — le fait générateur du droit est l'enregistrement de la demande. C'est donc la date de l'enregistrement que vous auriez dû prendre en considération, et non celle de l'exécution des travaux.

J'admets qu'il importe de freiner la fureur des défricheurs et que c'est précisément dans cette intention que le Gouvernement a déposé le texte qui nous est maintenant soumis, car on ne pouvait attendre indéfiniment.

Mais reconnaissez, de votre côté, que certaines situations — s'agissant notamment des opérations d'aménagement ou de reconstruction aidées par l'Etat, dont la mise en œuvre exige des délais assez longs et pour lesquelles des accords préalables sont nécessaires, en particulier de la part des allocataires — doivent trouver grâce dans votre texte ; sinon, vous donneriez à celui-ci un caractère rétroactif, ce qui ne serait pas légal, et vous mettriez en cause des engagements conclus sur des bases qui n'avaient pas à tenir compte de la situation nouvelle.

J'espère que, sur ce point également, vous serez sensible à l'élémentaire justice.

J'en aurai terminé avec cet exposé quand j'aurai réitéré mon désir le plus ardent de voir enfin le problème de la forêt faire l'objet d'un texte très large et d'un très ample débat. (Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Alloncle.

M. Michel Alloncle. Monsieur le ministre, il est grand temps de prendre des mesures efficaces pour sauvegarder la forêt française.

La législation actuelle décourage les propriétaires dans leur désir de mettre la forêt en valeur, en raison de l'importance croissante de l'investissement nécessaire et de la stagnation des prix des bois sur pied.

Aussi, de nouveaux problèmes se posent à nous avec une acuité de plus en plus intense, notamment celui du défrichement.

La désaffection des propriétaires forestiers est motivée par les deux raisons que je viens d'énumérer, mais aussi par le fait que le défrichement donne une plus-value aux terres nouvelles qui sont mises à la disposition d'une agriculture déjà excédentaire.

Les mesures que vous allez nous proposer au nom du Gouvernement, monsieur le ministre, sont bonnes ; elles permettront à la fois de satisfaire aux besoins à long terme de l'économie nationale et de maintenir l'équilibre biologique et climatique du pays.

Toutefois, elles ne sont pas satisfaisantes en elles-mêmes. Il faut aller jusqu'au fond du problème, c'est-à-dire jusqu'à la promulgation d'une loi d'orientation forestière et à la modification de l'article 158 du code forestier.

Cet article 158, dans l'esprit de ses auteurs, devait favoriser le défrichement, en énumérant limitativement les cas d'interdiction. Cette disposition pouvait, à la rigueur, se justifier à une époque où la démographie française et l'extension de l'élevage rendaient nécessaire la mise en culture de terres nouvelles. Mais, aujourd'hui, il faut que le code forestier limite les cas où le défrichement pourrait être autorisé.

Enfin, il est impensable que des mesures de sauvegarde de la forêt soient prises si elles ne s'accompagnent pas de la suppression de toute subvention ou de tout crédit pour la mise en production des sols défrichés.

Certes, monsieur le ministre, vous avez choisi une voie difficile, mais résolument tournée vers l'avenir, en nous proposant l'institution de la taxe sur le défrichement des bois et forêts et l'exonération de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en faveur des propriétaires qui reboisent.

D'ailleurs, il serait hautement souhaitable que l'administration des eaux et forêts n'hésite pas à acquérir les massifs forestiers mis en vente par les propriétaires, car la forêt française est un patrimoine national.

Il serait également souhaitable que les communes rurales qui, depuis de nombreuses années, n'ont pas perçu de redevances sur les terrains boisés, perçoivent une partie de cette taxe ; cela leur permettrait de réaliser des aménagements champêtres, de loisirs, par exemple.

Il s'agit, au-delà de cette taxe, de préserver non seulement la forêt mais encore l'espace rural français.

Il ne faut pas que des modifications profondes de cet article 10 déforment le sens de votre action. Si certains amendements étaient adoptés, les défrichements pour lesquels l'administration n'aurait pu faire opposition avant le 31 décembre 1969 risqueraient d'être effectués sans taxation. Il ne faut pas confondre autorisation et non-opposition.

Aussi, monsieur le ministre, en raison notamment des modulations judicieuses que vous avez apportées à la taxe, jointes à certaines dispositions dont le mérite revient au travail des commissions, j'approuve ce texte que beaucoup de nos concitoyens attendaient. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Roland Boscary-Monsservin. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, mes observations rejoindront et préciseront celles que M. Fontaine a formulées il y a quelques instants.

Il importait de mener une action, d'une part pour accroître les possibilités de boisement, d'autre part pour mettre fin à certains déboisements excessifs.

Mais, à mon avis, le texte que le Gouvernement s'apprête à nous présenter ne permettra pas d'atteindre très exactement le but recherché.

En effet, il institue une taxe de 3.000 francs par hectare de superficie défrichée, étant précisé seulement que lorsque le défrichement aura pour objet des opérations d'urbanisation ou d'implantation industrielle, le taux de la taxe sera porté à 6.000 francs par hectare.

J'affirme que ce n'est pas seulement en exigeant le paiement d'une taxe de 3.000 francs que l'on empêchera les déboisements de belles futaies en terrain fertile, dans des régions habitées, qui sont vraiment désastreux.

Compte tenu, d'une part, du prix de la terre dans ces régions, des possibilités d'utilisation de cette terre et, d'autre part, de son prix après défrichement et des nouvelles possibilités qu'elle présentera, les propriétaires paieront sans sourciller la taxe de 3.000 francs qui leur sera réclamée ; il sera donc impossible d'arrêter les déboisements dans ces régions, alors que c'est précisément là qu'il est opportun de les faire cesser.

En revanche, certaines régions relativement importantes sont dépourvues de belles futaies ; on n'y trouve, si je puis dire, que de très mauvaises forêts, des taillis qui ont poussé au hasard,

qui ne représentent strictement aucune valeur au point de vue du bois et qui, je pourrais même le dire, ne présentent qu'un intérêt tout à fait secondaire du point de vue de l'hygrométrie. Ces taillis sont situés dans des régions où la terre a une valeur infime.

Dans ces mêmes régions, les limites de la dépopulation sont atteintes, à tel point que, s'il n'est pas mis un terme à l'émigration qui se fait journalièrement à une cadence considérable, on finira par entraver toute vie et qu'il deviendra absolument impossible de faire renaître l'activité.

Or, parce qu'on en a ressenti la nécessité, on a mis en œuvre, dans ces régions, des programmes d'action régionale, on a essayé de leur redonner un certain mouvement, de fixer la population, parce qu'il est bien évident que le chef-lieu de canton et la ville se désertent en même temps que la campagne.

Il fallait donc maintenir dans ces régions un minimum de population rurale. Tel a été l'objet des programmes d'aménagement. Mais il arrive fatalement que l'on soit obligé, ici ou là, de faire disparaître un certain nombre de bois-taillis afin de donner aux exploitations agricoles un minimum de moyens de subsistance.

Or, il est évident que si vous exigez de ceux qui sont appelés à supprimer ces bois-taillis le paiement d'une taxe de 3.000 francs par hectare, vous arrêterez net les programmes de régionalisation envisagés.

C'est pourquoi j'estime qu'en instituant une taxe *ad valorem*, compte tenu de la valeur de la terre après le défrichement, étant entendu qu'il y aurait possibilité de reviser cette valeur dans un délai de cinq ans, cette loi aurait un effet pratique utile. Mais j'ai la conviction — partagée sans doute par nombre de mes collègues — que l'institution d'une taxe au taux uniforme n'empêchera pas le déboisement dans les régions riches et qu'elle aura pour effet, dans les régions pauvres, d'arrêter net toutes les tentatives de régionalisation entreprises.

C'est pourquoi — j'ai le regret de vous le dire, monsieur le ministre de l'agriculture — le texte présenté ne me satisfait pas. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Jacques Duhamel, ministre de l'agriculture. Étant donné l'intérêt réel que chacun ici porte à la forêt, je voudrais, avant que soit examiné le nouveau texte proposé par voie d'amendement par le Gouvernement, présenter quelques remarques et répondre aux observations qui viennent d'être présentées.

Le Gouvernement est convaincu, comme tous les orateurs et comme chacun dans cette Assemblée, qu'il est indispensable d'abord de protéger, ensuite de développer la forêt, cela pour répondre à des préoccupations économique, humaine et sociale.

Une préoccupation économique d'abord, parce qu'il faut que la forêt produise en quantité et en qualité les bois nécessaires à notre économie. M. Fontaine a très justement rappelé le déficit de notre balance commerciale. Nos importations de bois contribuent largement à ce déficit heureusement passager — du moins je l'espère. Elles affectent notre balance commerciale presque autant que nos importations de pétrole dont on parle cependant beaucoup comme étant celles qui pèsent le plus lourdement.

Une préoccupation sociale ensuite, parce que nous ne sommes sans doute pas encore pleinement entrés dans ce qu'il est convenu d'appeler « la civilisation des loisirs ». Mais l'accentuation de la concentration urbaine fait davantage ressentir le besoin aux populations des villes d'aller respirer, se détendre ; or, la forêt est, à cet égard, un élément incomparable de distraction, de réflexion et peut-être même, dans un monde où l'on vit trop souvent en foule, de solitude.

Ce n'est pas par hasard si c'est un philosophe contemporain, Jean-Paul Sartre, qui a dit : « L'enfer, c'est les autres ». Non ! Nous devons construire une civilisation où précisément avec les « autres » on puisse aller, pour se détendre et dans un esprit d'équipe, dans la forêt passer des heures de distraction et de loisir.

Une préoccupation humaine enfin, parce que protéger la nature c'est protéger l'homme. A cet égard, le Gouvernement, conscient de l'exigence qu'il y a, par la forêt, mais aussi par d'autres moyens qu'offre la nature, d'assurer une meilleure protection de l'homme dans un monde qui, au sens le plus étymologique, le plus grammatical, devient irrespirable, entend pratiquer une politique coordonnée contre les pollutions de toute sorte. Il prendra donc — le Premier ministre l'a annoncé — un certain nombre de mesures et proposera un certain nombre de réformes.

Ces mesures concernent notamment la forêt. Je puis garantir à M. Alloncle, M. Fontaine et M. Boscary-Monsservin qu'une importante législation à cet égard interviendra comme ils le souhaitent.

Les textes que nous vous proposons aujourd'hui — il y en a quatre au total — sont un petit élément de ce grand ensemble. Si celui que nous discutons vous a été présenté aujourd'hui,

c'est que, s'agissant de créer une taxe, il ne pouvait l'être, monsieur Fontaine, que dans une loi de finances, car une taxe ne peut être créée à un autre moment.

Parlons un instant de cette taxe. Les demandes et les suggestions formulées à l'instant par les trois orateurs, celles qui l'ont été au sein de la commission des finances et de la commission de la production et des échanges, les amendements qui ont été déposés ont inspiré au Gouvernement un nouveau texte qu'il présente sous forme d'un amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 10. Chacun — je l'espère — verra dans cet amendement non seulement la preuve du dialogue et de la concertation, mais de la réflexion que, fort heureusement, le Parlement a provoquée au sein du Gouvernement et singulièrement de la part de M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture et de moi-même.

Quatre innovations, reprenant vos suggestions, sont insérées dans l'amendement présenté par le Gouvernement dont, monsieur le président, vous m'excuserez de parler dès maintenant : l'autorisation préalable, l'élargissement de l'exemption, la différenciation des taux et le partage des ressources.

Voyons d'abord l'autorisation préalable. Dans l'article 157 du code forestier, il n'était question de « non-opposition ». Le texte que nous vous proposons a cette vertu positive de prévoir un contrôle qui implique le mot « autorisation ». Cette autorisation est bien sûr accordée dans les limites fixées par la loi, mais — et je réponds là à une préoccupation manifestée par M. Atlan — aux cas de refus d'autorisation déjà énoncés par l'article 158 du code forestier — j'entends par la procédure de non-opposition, alors en vigueur — est ajouté celui qui concerne le maintien de l'équilibre biologique d'une région.

La deuxième idée, c'est l'exemption. Le champ d'application des exemptions est élargi pour tenir compte de la préoccupation qui s'est manifestée de faciliter aux petits exploitants certaines opérations d'agrandissement de terres. Tel est l'objet d'une disposition de ce texte qui comporte une exonération pour tout agrandissement, défrichement par agrandissement d'un hectare, l'exemption étant de moitié jusqu'à deux hectares.

Troisième idée : la différenciation des taux. Sans doute M. Boscard-Monsservin n'aura-t-il pas tout à fait satisfaction. Il a anticipé sur la rédaction de l'amendement dont il avait déjà pris connaissance. En effet, il n'y a plus un seul mais deux taux : le taux de 6.000 francs par hectare de superficie défrichée étant applicable lorsque le défrichement a pour objet des opérations d'urbanisation ou d'implantation industrielle.

La quatrième idée, enfin, est celle d'un nouveau partage des ressources. Une part du produit de la taxe ira aux collectivités locales et aux propriétaires privés qui auront reboisé ailleurs, car l'important c'est l'utilisation que l'on fera de la terre.

J'indique à l'intention de M. le président de la commission des finances, qui s'en soucie particulièrement, qu'à mon sens, dans les décrets, nous pourrions parfaitement préciser qu'une partie du produit de la taxe réservée aux collectivités locales pourra être affectée aux villes qui ont besoin de créer des espaces verts, puisque, après tout, l'assainissement de l'air par la chlorophylle est aussi indispensable dans les villes où la concentration humaine est la plus forte.

Ces observations étant faites, je crois pouvoir affirmer que les sous-amendements, à l'exception de deux ou trois — et je dis tout de suite à M. Fontaine que j'accepterai le sien — notamment ceux qui émanent de la commission des finances — qui n'a pu participer, et pour cause, à la séance de mise au point officielle qui s'est tenue en même temps que la séance publique — sont repris soit dans leur texte même, soit dans leur inspiration, dans l'amendement du Gouvernement. Cette nouvelle rédaction de l'article 10 est en réalité un amalgame du texte initial du Gouvernement et des amendements des diverses commissions. Il répond, peut-être avec quelque longueur, mais, je l'espère, d'une manière satisfaisante, à la préoccupation qui nous est commune : que la forêt serve l'homme ! (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 56 qui tend à rédiger ainsi l'article 10 :

« I. — L'article 157 du code forestier est ainsi rédigé :

« Aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou de défricher ses bois sans avoir préalablement obtenu une autorisation administrative.

« Une déclaration de défrichement contenant éléction de domicile dans le canton de la situation des bois est déposée à la sous-préfecture.

« L'autorisation est délivrée par le ministre de l'agriculture après reconnaissance de l'état des bois et après avis du préfet.

« Un procès-verbal détaillé de l'enquête effectuée est dressé. Il est notifié au demandeur qui est invité à présenter ses obser-

vations. Le ministre de l'agriculture ne peut refuser son autorisation qu'après avis de la section compétente du Conseil d'Etat.

« Si dans les six mois de la notification du procès-verbal au demandeur, le ministre n'a pas rendu sa décision, le défrichement peut être effectué.

« Lorsque l'autorisation a été accordée, le droit de défricher ne peut être exercé que pendant dix ans à compter de l'autorisation. »

« II. — L'article 158 du code forestier est ainsi rédigé :

« L'autorisation au défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois est reconnue nécessaire :

« 1° Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;

« 2° A la défense du sol contre les érosions et envahissement des fleuves, rivières ou torrents ;

« 3° A l'existence des sources et cours d'eau ;

« 4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements de sables ;

« 5° A la défense nationale ;

« 6° A la salubrité publique ;

« 7° A la nécessité d'assurer le ravitaillement national en bois et produits dérivés en ce qui concerne les bois provenant de reboisements exécutés en application du titre V du présent code :

« 8° A l'équilibre biologique d'une région.

« II bis. — A l'article 163 du code forestier, les mots : « sa non-opposition », sont remplacés par les mots : « son autorisation ».

« A l'article 164 du code forestier, les mots : « une déclaration de non-opposition au défrichement », sont remplacés par les mots : « une autorisation de défrichement ».

« III. — Il est institué une taxe perçue à l'occasion du défrichement de surfaces en nature de bois ou de forêts. Donnent également ouverture à la taxe les faits de défrichement indirect définis au 3° alinéa de l'article 159 du code forestier.

« IV. — Sans préjudice de l'application des lois et règlements en vigueur, tout propriétaire assujéti aux obligations prévues aux articles 157 et suivants du code forestier est passible de la taxe ci-dessus visée. Cette taxe est applicable aux collectivités ou personnes morales soumises aux dispositions de l'article 85 du code forestier.

« V. — L'assiette de la taxe est constituée par la surface des bois et forêts défrichés.

« Sont toutefois exemptés :

« — les défrichements visés à l'article 162 du code forestier ;

« — les défrichements exécutés en application de l'article 19 du code de l'urbanisme et de l'habitation ;

« — les défrichements exécutés par les sections de communes, les collectivités locales, leurs groupements, leurs établissements publics en vue de réaliser des équipements d'intérêt public sous réserve de la reconstitution d'une surface forestière équivalente dans un délai de cinq ans ;

« — les défrichements ayant pour but des mises en valeur agricole et intéressant des massifs boisés de moins de 10 hectares d'un seul tenant ;

« — les défrichements nécessités par les travaux déclarés d'utilité publique et effectués dans les périmètres de protection et de reconstitution forestière, conformément aux dispositions des articles 2 à 8 de la loi n° 66-505 du 12 juillet 1966.

« N'entrent pas dans le champ d'application du présent article :

« 1° Les opérations ayant pour but de remettre en valeur d'anciens terrains de culture ou de pacage envahis par une végétation spontanée ou les terres occupées par les formations telles que les garigues, landes et maquis ;

« 2° Les opérations portant sur les noyeraies, oliveraies, plantations de chênes truffiers et vergers à châtaignes ;

« 3° Les opérations de défrichement ayant pour but de créer à l'intérieur de la forêt les équipements indispensables à sa mise en valeur et à sa protection, sous réserve que ces équipements ne modifient pas fondamentalement la destination forestière de l'immeuble bénéficiaire et n'en constituent que les annexes indispensables.

« VI. — Le taux de la taxe est fixé à :

« — 6.000 francs par hectare de superficie défrichée lorsque le défrichement a pour objet des opérations d'urbanisation ou d'implantation industrielle ;

« — 3.000 francs par hectare de superficie défrichée, dans les autres cas.

« Toutefois, dans ces derniers cas, lorsque le montant de la taxe due par un redevable pour une année dans un département donné n'excède pas 3.000 francs, la cotisation correspondante n'est pas perçue, et lorsque ce montant est compris entre 3.000 francs et 6.000 francs, la cotisation correspondante est établie sous déduction d'une décote égale à la différence entre le montant de la cotisation et 6.000 francs.

« VII. — La taxe est recouvrée par les comptables de la direction générale des impôts. Elle est due d'après la superficie des terrains défrichés au cours de l'année précédente. Elle est liquidée au vu d'une déclaration souscrite avant le 31 janvier par le propriétaire auprès du directeur départemental de l'agriculture du lieu de défrichement. Cette déclaration doit être conforme au modèle fixé par l'administration.

« La taxe doit être versée au comptable des impôts du lieu de défrichement dans les six mois de la notification au redevable.

« Le propriétaire qui aura procédé, dans un délai de cinq ans, au boisement de terrains nus d'une superficie au moins équivalente à celle ayant donné lieu à versement de la taxe pourra bénéficier d'une restitution de la taxe acquittée, à condition que le boisement réponde aux conditions définies par décret et qu'il soit réalisé dans le département de situation des bois défrichés ou dans un département limitrophe.

« VIII. — Le défaut de production dans le délai imparti de la déclaration prévue au VII ainsi que tout défrichement effectué en infraction aux dispositions des articles 85 et 157 du code forestier entraînent l'exigibilité immédiate de la taxe et d'une amende fiscale égale à 50 p. 100 du montant de cette taxe. L'action en répétition des sommes dues peut s'exercer dans le délai de six ans à compter du fait générateur de la taxe. La taxe et l'amende sont liquidées au vu de procès-verbaux dressés par les agents habilités à constater les infractions en matière forestière et notifiés aux intéressés.

« IX. — La taxe et, éventuellement, l'amende fiscale de 50 p. 100 ou l'indemnité de retard due en vertu de l'article 1727 du code général des impôts sont recouvrées dans les conditions fixées aux articles 1915 à 1918 dudit code.

« X. — Le recouvrement de la taxe est garanti par le privilège prévu à l'article 1929-I du code général des impôts et par l'hypothèque légale prévue à l'article 1929 ter du même code.

« XI. — Les réclamations des redevables sont recevables jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle du versement de la taxe ou de la notification d'un avis de mise en recouvrement s'il a été procédé à cette notification. Les instances sont introduites et jugées comme en matière d'impôts directs.

« XII. — La taxe est due pour tout défrichement imposable réalisé à compter du 1^{er} janvier 1970.

« XIII. — Un crédit d'un montant égal au produit de la taxe est inscrit chaque année au budget du ministère de l'agriculture pour assurer le financement d'opérations de boisement et d'aménagement forestier par l'Etat, les collectivités locales et les propriétaires forestiers privés ou le financement de l'accroissement du domaine forestier de l'Etat.

« XIV. — Un décret en Conseil d'Etat fixera en tant que de besoin les conditions d'application du présent article. »

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général suppléant.

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission des finances aurait sans doute été favorable à cet amendement.

Il répond, en effet, dans son ensemble, à l'esprit des demandes formulées par les auteurs des divers sous-amendements, membres de la commission, sauf deux ou trois qui interviendront tout à l'heure.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges.

M. Maurice Lemaire, président de la commission de la production et des échanges, rapporteur pour avis. Sur l'article 10, la commission de la production et des échanges a déposé un certain nombre d'amendements pour modifier le régime administratif de défrichement prévu aux articles 157 et 158 du code forestier ; pour étendre les exemptions de taxe aux divers défrichements permettant une restructuration agricole et notamment sur les taillis simples et compensés par le boisement de surfaces équivalentes, ou concernant l'amélioration de la gestion forestière ; pour moduler le taux de la taxe ; pour exempter de la taxe certaines opérations en cours réalisées par des sociétés d'aménagement ; enfin pour que les crédits inscrits au budget, en contrepartie de cette recette, contribuent à financer l'ensemble de la politique forestière intéressant à la fois l'Etat, les collectivités locales et les propriétaires forestiers privés.

Je constate que ces propositions ont presque toutes été reprises dans l'amendement n° 56 du Gouvernement, à l'exception de celles concernant les défrichements de taillis simples, les défrichements situés dans des zones définies par décret, ainsi qu'à l'exception de l'exemption des opérations en cours.

En ce qui concerne la modulation de la taxe, je dois reconnaître qu'il était fort difficile de trouver un système viable portant sur une gamme étendue, comme l'amendement de la commission le proposait. En conséquence, j'estime que la modulation réduite proposée par le Gouvernement est acceptable.

C'est pourquoi je retire les amendements n° 29, 30, 31, 32 et 51, qui avaient été précédemment déposés au nom de la commission de la production et des échanges. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je remercie M. le président de la commission de la production et des échanges d'avoir retiré ces amendements. C'est la conséquence de la collaboration qui a pu s'organiser dans des conditions très satisfaisantes.

Je tiens à remercier aussi M. le rapporteur général suppléant de l'appréciation qu'il a bien voulu porter sur l'amendement du Gouvernement, lequel répond, dans une large mesure, aux préoccupations exprimées au sein de la commission des finances. J'ai dit que nous n'avions pas pu matériellement procéder avec la commission des finances à cette même mise au point, en raison du rythme effréné auquel l'Assemblée est soumise. Cela n'a pas empêché le Gouvernement de tenir compte des préoccupations essentielles formulées par le rapporteur de la commission des finances comme par celui de la commission de la production et des échanges au nom de leur commission respective.

M. le président. La parole est à M. Souchal pour répondre au Gouvernement.

M. Roger Souchal. Je comprends fort bien l'esprit dans lequel le Gouvernement a déposé cet amendement.

Mais j'aimerais savoir, monsieur le ministre, ce qui vous empêchait de nous proposer au lieu d'une taxe spécifique une taxe *ad valorem*.

Vous voulez sauver la forêt française du défrichement qui s'y effectue actuellement. Vous savez certainement — car vous fûtes député d'une circonscription frontalière — qu'actuellement, par l'intermédiaire de sociétés ou tout au moins d'agences foncières ayant pignon sur rue en France, les Suisses, les Allemands, les Luxembourgeois et les Belges offrent aux propriétaires forestiers français de leur acheter leurs biens à des prix doubles ou triples des prix couramment pratiqués en France. Pour des forêts de beaux sapins qui peuvent produire de huit à dix mètres cubes de belles menuiseries ou de belles planches, il arrive que les prix à l'hectare soient ainsi supérieurs à 10 millions d'anciens francs et atteignent même 20 millions d'anciens francs.

Quel effet aura votre taxe de 300.000 petits anciens francs à côté des prix offerts par les Allemands et par les Suisses ?

Tant et si bien que les acquisitions de nos forêts vont maintenant continuer, que les étrangers vont couper à blanc-étoc nos forêts pour exporter ensuite en Alsace et en Lorraine des meubles et du papier fabriqués avec nos propres bois.

Sur ce plan-là, je crains que vous n'alliez pas assez loin et qu'en instituant une taxe uniforme de 3.000 francs à l'hectare, vous n'alliez hélas ! quelque peu à l'encontre du remembrement dont on a tant parlé, à l'encontre des taillis ou des petites exploitations, mais que, s'agissant de toutes les grandes forêts actuellement achetées par l'étranger, vous n'avez pas l'armement vous vouliez vous servir.

Oserais-je demander à l'administration des finances de réfléchir davantage, de travailler un peu plus et d'envisager une taxe *ad valorem* ? Car le ministère des finances est toujours hostile aux taxes *ad valorem*.

Essayez, pour une fois, de vous pencher sur ce problème et je vous assure que pour les forêts du Jura, comme pour les forêts des Vosges et des Ardennes, vous pourriez, monsieur le ministre, nous rendre un grand service.

Je ne m'oppose pas à votre proposition, mais en certains domaines il faut aller beaucoup plus loin, sinon vous pourriez nous ruiner complètement et vous le constaterez dans la balance des comptes.

Nos bois seront achetés à vil prix et la France importera des meubles fabriqués à Hambourg ou à Karlsruhe, des pâtes à papier qui pourraient être fabriquées à Etival-Clairefontaine, dans nos régions jurassienne et vosgienne.

Je vous demande donc de nous présenter, peut-être en seconde délibération, des propositions concrètes, monsieur le ministre ; mais je tenais à soulever le problème afin que vous répondiez aux questions posées. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Roger Roucaute. C'est un joli propos : le ministre des finances va nous ruiner !

M. le président. Monsieur Roucaute, vous n'avez pas la parole.

M. le ministre de l'agriculture. J'en connais certains qui arriveraient plus rapidement à nous ruiner.

Je réponds à M. Souchal, qui n'est pas contre ma proposition, que je ne suis pas contre ce qu'il a dit. S'il est vrai que peut-être nous ne sommes pas allés assez loin, du moins faut-il aller assez vite.

Que se passerait-il, en effet, si nous ne posions pas le principe de la taxe, même si le taux doit en être revu, augmenté ou modulé différemment, monsieur Boscardy-Monsservin ? Nous

risquerions alors, surtout après que cette possibilité a été évoquée, que les intéressés, ayant trois ou quatre mois devant eux — en supposant que le Parlement reprenne cette affaire à la session de printemps — en profitent pour défricher à l'excès. Qui ? Peut-être des Français, peut-être d'autres.

Et si vous évoquez avec amitié, monsieur Souchal, une région qui m'est chère, je ne veux pas, moi, faire de discrimination d'un département à l'autre et pas davantage d'un pays à l'autre, à l'intérieur du Marché commun.

Cependant, votre préoccupation rejoint celle du Gouvernement. Si nous connaissions à coup sûr la valeur d'un bien qui pourrait se transformer, le ministère des finances ne manquerait pas d'être convaincu par notre argumentation, et nous pourrions instituer une taxe *ad valorem*.

Mais, en l'occurrence, comment savoir ce que deviendra dans les années à venir une forêt ou une terre dont on a déterminé la valeur ? Cela exigerait des contrôles excessifs et à vrai dire impossibles.

Vous craignez la spéculation et vous aimez lutter contre elle. Moi aussi. Nous luttons tous les deux, chacun à notre manière. Que se passerait-il, je vous le demande, si l'acheteur d'une forêt sans grande valeur la défriche en payant la taxe — assise sur la valeur de départ — puis construit sur les emplacements défrichés ? La valeur se trouve donc transformée. Vous me direz que cela se voit. Certes, mais encore faut-il y aller pour le voir. Si c'est à un seul endroit, c'est possible. Si c'est partout, c'est trop.

En vérité la difficulté réside dans le contrôle.

Je ne prétends pas que soit parfait ce texte que nous avons dû rédiger rapidement et diffuser assez tardivement ; car, lorsqu'on annonce une taxe de cette nature, il faut le faire à la dernière minute, pour éviter précisément la spéculation. Mais, s'il n'est pas parfait, il est perfectible. S'il n'y a rien, on ne peut rien parfaire.

C'est avec l'esprit le plus ouvert, pour voir comment les choses se passeront, et pour que le décret permette une élaboration concertée, que je vous demande de voter tel quel l'amendement du Gouvernement assorti de quelques sous-amendements que nous pourrions accepter, étant entendu que, au cours de la large discussion qui s'engagera sur la protection de la forêt et de la nature, nous aurons l'occasion de reparler de ce problème et — pourquoi pas ? — d'en améliorer la solution dès lors qu'à partir du 1^{er} janvier chacun saura que s'il défriche il devra payer la taxe.

Voilà, monsieur Souchal, qui doit vous convaincre que je réponds ainsi à nos communes préoccupations.

M. Roger Souchal. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Je suis saisi d'un sous-amendement n° 59, présenté par MM. Fontaine et Alloncle, et qui tend, après le 7^e alinéa du paragraphe V de l'amendement n° 56, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« Les défrichements situés dans des zones définies par décret après avis conforme du ou des conseils généraux intéressés. »

La parole est à M. Alloncle.

M. Michel Alloncle. Lorsqu'une décision d'exemption de la taxe est prise, il nous paraît opportun que les conseils généraux des départements intéressés soient appelés à donner un avis conforme.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission n'a pas été saisie de ce sous-amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'agriculture. Le Gouvernement accepte le sous-amendement.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 59. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi d'un sous-amendement n° 63, présenté par M. Boscary-Monsservin, et qui tend, après le 7^e alinéa du paragraphe V de l'amendement n° 56, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« Les défrichements permettant la remise en valeur de terrains sur lesquels sont implantés des taillis ou des friches recouverts d'arbustes, notamment lorsque ces opérations tendent à une restructuration agricole ou à des aménagements fonciers bénéficiant du concours de l'Etat ou du F. E. O. G. A. »

La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Roland Boscary-Monsservin. M. le ministre de l'agriculture faisant preuve d'un très grand esprit de compréhension, je souhaite ardemment qu'il accepte mon sous-amendement, pour les raisons que j'ai déjà indiquées.

Il ne faudrait pas, en effet, que l'institution de la taxe compromette certaines opérations de restructuration déjà en cours. Il est des régions où l'on doit maintenir un minimum de population. C'est pourquoi nous nous efforçons d'y créer des exploitations viables de quarante à soixante-dix hectares, sur lesquelles nous entendons développer des productions actuellement déficitaires, telle la viande, et plus particulièrement le mouton.

Or, pour y parvenir, nous serons souvent obligés de supprimer des taillis sans la moindre valeur. Il importe donc que la taxe ne frappe pas des opérations que l'Etat encourage.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission n'a pas été saisie de ce sous-amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Il m'ennuie toujours de ne pas accepter un amendement de M. Boscary-Monsservin, dont chacun connaît la compétence, et, quand nous ne sommes pas du même avis, je me demande toujours si ce n'est pas moi qui ai tort !

Pourtant, en l'occurrence, je me demande si, lorsqu'il parle de taillis, il ne risque pas de créer une grande confusion. Car rien ne distingue un taillis d'une futaie ou d'un taillis sous futaie dont on vient de couper les réserves.

Rien ne serait plus facile — mais je ne voudrais pas donner de mauvaises idées à d'éventuels utilisateurs du sous-amendement de M. Boscary-Monsservin — que d'opérer en deux temps : on coupe les réserves et on obtient ainsi un taillis simple ; ensuite, on peut défricher librement et sans payer de taxe. Le tour est joué !

Pour ce premier motif, il me paraît donc difficile de retenir le sous-amendement de M. Boscary-Monsservin.

Mais il mentionne aussi les opérations qui bénéficient du concours de l'Etat ou du F. E. O. G. A. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrai. Mais la liste en est fort longue, et même l'indemnité viagère de départ, de ce point de vue, a un effet restructurant et représente une aide de l'Etat.

Ainsi donc, si l'on devait accepter la formulation de M. Boscary-Monsservin et l'appliquer strictement, on serait conduit beaucoup plus loin que lui-même ne l'envisage.

Pour ces raisons d'ordre technique, je demande à M. Boscary-Monsservin de bien vouloir retirer son amendement, étant entendu que je m'engage à le consulter lors de la préparation des décrets d'application.

M. le président. La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Roland Boscary-Monsservin. J'ai eu l'impression — mais peut-être me suis-je trompé — que M. le ministre hésitait sur le point de savoir s'il devait ou non accepter mon sous-amendement !

Il m'a fait observer que les projets bénéficiant du concours de l'Etat ou du F. E. O. G. A. sont nombreux et que, par là même, les exceptions seraient nombreuses aussi. M. le ministre de l'agriculture ne considère-t-il pas comme paradoxal que l'Etat favorise certaines opérations de restructuration tout en voulant les frapper d'une lourde taxe ?

En effet, si la somme de 3.000 francs ne représente pas grand chose pour les propriétaires de belles futaies, de belles forêts, elle serait exorbitante pour les terres et les régions dont je me préoccupe.

L'institution de cette taxe ne risque-t-elle pas, dans ces conditions, d'entraver des projets qui bénéficient du concours de l'Etat, et que l'Etat considère comme valables puisqu'il contribue à leur financement ?

Et puisque les travaux préparatoires servent de référence pour l'interprétation de la loi, je précise que, dans mon amendement comme dans mon esprit, le terme « taillis » désigne les terres où il n'y a jamais eu et où il ne pourra jamais y avoir de « futaie », de quelque manière que ce soit. Ce sont des terres qui n'ont jamais porté que des arbrisseaux de un mètre cinquante à deux mètres de hauteur.

Sous le bénéfice de ces observations, je pense que M. le ministre de l'agriculture pourrait accepter mon sous-amendement. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je pense au contraire, monsieur Boscary-Monsservin, que sous le bénéfice de ma réponse, vous allez pouvoir retirer votre sous-amendement !

D'abord, en ce qui concerne votre dernier point, et afin que cela figure au *Journal officiel*, je vous précise que la définition que vous avez donnée du taillis concerne en réalité une broussaille, et que tout ce qui est friche et même broussaille est exonéré de la taxe en vertu de l'amendement nouveau du Gouvernement.

Voilà qui est clair, et le dispositif du texte pouvant maintenant s'accompagner d'une référence à nos débats, voilà maintenant qui est sûr.

Quant à votre préoccupation concernant les opérations de remembrement ou de restructuration, elle devrait également être apaisée. Car je suppose que vous ne pensez pas à des surfaces supérieures à dix hectares. Or dix hectares pris sur la forêt et s'ajoutant, par conséquent, aux terres déjà cultivées faciliteront singulièrement les opérations de remembrement et

de restructuration ; et dix hectares, c'est la surface maintenant retenue par le Gouvernement, au lieu de quatre dans le texte initial.

J'imagine donc que, sous le bénéfice de ces deux remarques, et sans parler des conversations ultérieures que nous aurons à propos des décrets d'application, vous allez retirer votre sous-amendement, car l'amabilité de mon propos de doit pas masquer la fermeté de mon opposition !

M. le président. La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Roland Boscary-Monsservin. Puisque M. le ministre de l'agriculture veut bien m'assurer que les taillis auxquels j'ai fait allusion, c'est-à-dire les terres sur lesquelles il est absolument impossible de faire pousser une futaie, seront exemptés en toute hypothèse, je retire mon sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 63 de M. Boscary-Monsservin est retiré.

Je suis saisi d'un sous-amendement n° 60, présenté par M. Fontaine et qui tend à compléter le paragraphe XII du texte proposé par l'amendement n° 56 par la disposition suivante :

« Les opérations de défrichement reconnues nécessaires pour la mise en œuvre de programmes régionaux d'aménagement bénéficiant de l'aide de l'Etat seront exonérées de la taxe sous réserve qu'elles fassent l'objet, avant le 1^{er} juillet 1970, de l'autorisation visée à l'article 157 du code forestier. »

La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. Il n'est pas normal, je l'ai déjà dit, de vouloir taxer les défrichements à compter de leur réalisation. J'aurais aimé que ce soit la déclaration qui détermine le droit. Cela n'a pas été possible. J'ai donc demandé à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture de bien vouloir admettre que la taxe ne serait pas applicable pour certaines opérations de restructuration ou d'aménagement foncier, effectuées avec l'aide de l'Etat, lancées depuis quelque temps déjà et pour lesquelles des engagements ont été pris et des contrats signés avant la nouvelle réglementation.

En effet, s'il n'en était pas ainsi, les contractants subiraient un préjudice dont ils ne pouvaient avoir connaissance au moment de la signature du contrat.

Par ailleurs, pouvez-vous nous dire, monsieur le ministre, si les demandes qui vous seront adressées dans le cadre de cet amendement seront très rapidement satisfaites, cela afin que les intéressés n'aient pas à pâtir de retards.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission n'a pas été saisie de ce sous-amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je réponds à M. Fontaine que j'ai entendu son appel et que j'accepte son sous-amendement. Il est entendu que les demandes qui entreront dans le cadre de la loi seront examinées très rapidement.

La formulation de ce sous-amendement me paraît claire et convenable, c'est pourquoi je l'accepte.

M. Jean Fontaine. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. Roland Boscary-Monsservin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Roland Boscary-Monsservin. Monsieur le président, mon collègue M. Mathieu avait déposé un amendement tendant à exempter de la taxe « les défrichements ayant fait l'objet d'une demande enregistrée antérieurement à la date de la promulgation de la présente loi ».

J'aimerais connaître la position du ministre de l'agriculture sur la requête présentée par M. Mathieu.

M. le président. Cet amendement n'a pas été repris en tant que sous-amendement. Il avait été déposé à l'article 10 dans sa rédaction initiale.

M. Roland Boscary-Monsservin. J'ai l'impression qu'en répondant à M. Fontaine M. le ministre de l'agriculture a quelque peu répondu à M. Mathieu. C'est pourquoi je me permets de l'interroger sur la date d'application de la loi, surtout pour savoir dans quelle mesure il sera tenu compte des demandes enregistrées avant la promulgation de la loi.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Puisque cet amendement à l'article 10 n'a pas été transformé en sous-amendement à l'amendement n° 56, j'interpréterai l'intervention de M. Boscary-Monsservin comme une interrogation.

L'amendement aurait entraîné un refus, mais l'interrogation appelle une explication.

Je ne cache pas que le risque serait encouru d'assister à une ruée non pas vers l'or, mais vers la forêt pour la défricher à toute vitesse et sans taxe, sans possibilité de contrôle sérieux.

Je réponds donc franchement à M. Boscary-Monsservin que la question qu'il m'a posée avec mesure et sans trop de conviction appelle de ma part un net refus.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 60. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi d'un sous-amendement n° 62, présenté par M. Mario Bénéard et qui tend, dans le paragraphe XIII de l'amendement n° 56, après les mots « financement d'opérations », à insérer les mots « de reconstitution de forêts ».

La parole est à M. Mario Bénéard.

M. Mario Bénéard. Monsieur le ministre, vous sentez bien que nous sommes très nombreux dans cette Assemblée à vouloir, comme vous, empêcher les défrichements abusifs. Mais j'ai surtout été sensible au fait que vous avez lié la notion de défrichement à celle de reconstitution puisque, dans le paragraphe V, vous exemptez de la taxe les collectivités locales qui procéderaient à des défrichements mais reconstitueraient la forêt dans un délai de cinq ans.

Je souhaiterais donc qu'une partie du produit de la taxe permette précisément de procéder à des reconstitutions de forêts. Car, au fond, les défrichements les plus graves sont moins le fait de l'homme que de la maladie ou des incendies, et je ne vois pas pourquoi, a priori, on ne ferait pas le même effort de reconstitution après ces défrichements naturels qu'après les défrichements humains.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission est favorable à ce sous-amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Le Gouvernement est tellement favorable au sous-amendement de M. Mario Bénéard qu'il a repris cette idée dans son amendement n° 56.

En effet, le paragraphe XIII, dont la rédaction est volontairement très large, prévoit le financement d'opérations de boisement et d'aménagement forestier par l'Etat, les collectivités locales et les propriétaires forestiers privés, ou le financement de l'accroissement du domaine forestier de l'Etat.

Cette définition très large satisfait à coup sûr M. Mario Bénéard qui, s'il avait encore quelque doute, pourrait se référer, lui aussi, au compte rendu officiel des débats. Mais, dans notre esprit, il n'y a aucun doute : le paragraphe XIII couvre bien ce que lui-même avait l'intention de couvrir par les mots « reconstitutions de forêts ».

Ne connaissant que trop les dégâts considérables causés par les incendies dans le département magnifique du Var qu'il représente ici, et que j'ai survolé cet été en hélicoptère alors que le feu couvait encore, comment pourrais-je douter un instant que le produit de la taxe servira bien à préserver une forêt trop souvent dévastée par de tels fléaux ?

Je dis tout de suite à M. Bénéard qu'il s'agit même, dans mon esprit, d'une priorité, et que l'installation de pare-feu est formellement prévue, dans des zones qui ne lui sont pas, à de nombreux égards, indifférentes.

Son sous-amendement me paraît donc superflu et je lui demande de le retirer.

M. le président. La parole est à M. Mario Bénéard.

M. Mario Bénéard. Je prends acte des assurances fournies par M. le ministre et je l'en remercie.

Je retire mon sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 52 est retiré.

Je suis saisi d'un sous-amendement n° 61, présenté par M. d'Aillières et qui tend, à la fin du paragraphe XIII de l'amendement n° 56, à supprimer les mots : « ou le financement de l'accroissement du domaine forestier de l'Etat ».

La parole est à M. d'Aillières.

M. Michel d'Aillières. Comme mon ami M. Boscary-Monsservin, je ne suis pas convaincu de l'intérêt de la mesure qui nous est proposée.

En effet, dans ma région, je ne connais pas de défrichements abusifs ; en revanche, les syndicats agricoles se plaignent constamment du reboisement de terrains qui étaient antérieurement en culture.

De plus, il s'agit, qu'on le veuille ou non, d'une taxe nouvelle, d'un nouvel impôt sur la propriété.

Si cette taxe est créée ce soir, il serait tout à fait normal qu'elle serve aux investissements forestiers qui, monsieur le ministre, semblent être votre souci en la matière, c'est-à-dire au reboisement, et que son produit aille en totalité au fonds forestier national.

En effet, grâce à ce fonds, les opérations de reboisement ont connu en France depuis quelques années un grand développement puisque près de 1.200.000 hectares de terrains privés ont été reboisés depuis 1962.

Mais le coût des travaux augmentant sans cesse, l'aide du fonds s'est en fait ralentie en valeur relative. Si l'on veut développer la forêt française, il faut augmenter les ressources du fonds forestier national en lui permettant de mieux jouer son rôle d'aide, de prendre une part plus active aux efforts d'investissements forestiers, et d'étendre son champ d'activité aux achats de matériels par exemple, ainsi qu'aux équipements de loisirs.

Le produit de la nouvelle taxe doit donc être affecté au fonds forestier national pour aider l'Etat, les collectivités et les particuliers à reboiser et non pour des opérations immobilières, certes intéressantes, mais, à mes yeux, nullement prioritaires.

Je vous demande par conséquent, monsieur le ministre, d'accepter mon sous-amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission n'a pas eu à connaître de ce sous-amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je ferai à M. d'Aillières une réponse de technique financière et une observation mathématique.

Sur le plan de la technique financière, il est difficile et en vérité impossible de passer, comme le suggère M. d'Aillières, par le fonds forestier puisqu'il s'agit d'un compte spécial d'affectation. Mais l'inscription du produit de la taxe au budget du ministère de l'agriculture est prévue au paragraphe XIII de l'amendement gouvernemental, ce qui doit donner satisfaction à M. d'Aillières. Par conséquent, indépendamment de la procédure, il n'y a sur le fond aucune divergence essentielle entre sa préoccupation et la proposition du Gouvernement.

Quant à l'observation mathématique, elle porte sur le chiffre que M. d'Aillières vient de citer au sujet des reboisements hors forêt.

Les 1.200.000 hectares en question concernent pour l'essentiel les forêts proprement dites. Hors forêt, il n'a été boisé, en cette année 1969, que 20.000 hectares, cependant que 30.000 à 40.000 hectares étaient déboisés. Comme on le voit, c'est fondamentalement différent.

Par conséquent, puisque le sous-amendement de M. d'Aillières ne peut être accepté pour les raisons de procédure que j'ai indiquées, mais puisque, sur le fond, son auteur a très largement satisfaction — la nouvelle rédaction permet certes des acquisitions du domaine forestier de l'Etat mais prévoit également qu'une grande partie du produit de la taxe sera disponible pour les collectivités locales et les propriétaires forestiers privés — et que sa préoccupation d'aider les opérations d'aménagement se trouve satisfaite, je demande à M. d'Aillières de bien vouloir l'admettre en retirant son sous-amendement.

M. le président. Maintenez-vous votre sous-amendement, monsieur d'Aillières ?

M. Michel d'Aillières. Je remercie M. le ministre de ses explications. Je note toutefois que l'amendement du Gouvernement dispose que les crédits en question seront affectés à plusieurs opérations, entre autres au financement de l'accroissement du domaine forestier de l'Etat. Il est, par conséquent, extrêmement difficile de savoir quelle sera la part consacrée à l'aménagement des forêts et celle qui sera réservée à ces opérations immobilières dont j'ai dit qu'elles n'étaient nullement prioritaires.

Si vous m'assurez, monsieur le ministre, qu'une très large part de ces crédits sera consacrée à l'aménagement et au reboisement, et qu'on ne procédera qu'accessoirement à des opérations immobilières, j'envisagerais volontiers le retrait de mon amendement. Je souhaiterais être éclairé sur cette question.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je comprends fort bien la préoccupation de M. d'Aillières.

Je lui répondrai que cela va dépendre autant de lui que de moi et peut-être plus durablement de lui puisqu'il est, pour le moment, député et que, moi, je ne suis pas certain d'être encore ministre l'année prochaine lorsque le budget sera présenté. Je veux dire par là que c'est le Parlement qui décidera, car il y aura deux lignes budgétaires distinctes.

C'est cette précision, je suppose, que vous souhaitiez, monsieur d'Aillières ?

M. Michel d'Aillières. En effet.

M. le ministre de l'agriculture. Chaque année, le Parlement sera ainsi à même de juger de l'emploi du produit de la taxe.

Pourquoi ne peut-on pas le fixer une fois pour toutes ? Parce que, en définitive, cela dépendra — excusez le terme — des occasions. Certaines années, il faudra acheter pour l'Etat un massif forestier important parce qu'il sera en vente et que ce serait une erreur que de le laisser approprier on ne sait trop par qui, ni comment. D'autres années, au contraire, il n'y aura pas de perspectives de cet ordre.

Par conséquent, une politique réaliste conduira à prévoir deux lignes budgétaires qui varieront et le Parlement aura le contrôle absolu de ce qui se fera à cet égard.

Sous le bénéfice de ces observations qui répondent, je crois, à votre préoccupation, je vous remercie, monsieur d'Aillières, de l'idée que vous avez avancée de retirer votre sous-amendement.

M. le président. Retirez-vous le sous-amendement, monsieur d'Aillières ?

M. Michel d'Aillières. Oui, monsieur le président, et je souhaite avoir l'occasion et le plaisir de reprendre, au cours

de nombreux débats budgétaires, ce dialogue avec M. le ministre de l'agriculture.

M. le président. Le sous-amendement n° 61 est retiré.

Je suis saisi d'un sous-amendement n° 58 présenté par M. Louis-Alexis Delmas qui tend à compléter ainsi le paragraphe XIII de l'amendement n° 56 :

« Le produit de la taxe correspondant à des défrichements opérés en vue de la construction d'immeubles est versé à la commune du lieu d'implantation de ses immeubles.

« Le produit correspondant aux défrichements en zone rurale est versé pour un montant égal à 50 p. 100 aux communes du lieu d'implantation des forêts défrichées. »

La parole est à M. Delmas.

M. Louis-Alexis Delmas. J'ai cru comprendre, monsieur le ministre, que votre amendement — dont la commission des finances n'a pas eu connaissance — prévoyait quelques faveurs spéciales pour les collectivités locales. Mon sous-amendement a surtout pour objet de vous amener à préciser le sens du paragraphe XIII.

Son contenu, dois-je vous l'avouer, ne me donne pas entièrement satisfaction. Aussi voudrais-je le voir compléter par les deux alinéas de mon sous-amendement.

Le premier vise les communes urbaines. Il ne présente d'ailleurs pas une grande importance car, à ma connaissance, rares sont les communes urbaines dans le périmètre desquelles des bois peuvent encore être défrichés.

Le second, en revanche, rendrait plus satisfaisante la rédaction du paragraphe XIII de l'article 157 du code forestier.

De quoi s'agit-il en effet ? Vous le savez, monsieur le ministre, dans les communes rurales les défrichements ayant pour objet de nouvelles plantations entraînent exemption du paiement de l'impôt foncier dont les deux tiers vont à la commune et un tiers au département. Tel est d'ailleurs le cas de la mienne où, au cours des vingt dernières années, 2.000 hectares ont été plantés sur une superficie totale de 10.000.

Je pensais qu'après avoir privé les communes rurales de la perception de cette taxe pendant vingt ou trente ans, suivant qu'il s'agit de feuillus ou de résineux, l'Etat, au moment où il en autorise à nouveau le recouvrement, pourrait tenir compte du sacrifice qu'il a imposé à leurs habitants. Force a été aux communes de compenser cette perte de recettes par un accroissement de la charge de ceux qui ne pouvaient consacrer ni leur temps ni leurs terrains à des plantations, obligés qu'ils étaient de les exploiter pour vivre. Si les capitalistes ou les porteurs d'autres revenus peuvent se permettre de faire des plantations, tel n'est pas le cas général et ce sont les contribuables les moins fortunés qui sont obligés de faire les frais des impôts communaux.

J'aurais souhaité par conséquent qu'au moment d'un défrichement, l'Etat, qui va percevoir une taxe dont je n'ai pas discuté le montant et dont je souhaiterais peut-être même qu'il soit, dans certains cas, augmenté, accepte d'en ristourner une partie à la commune qui pendant trente ans a été privée d'impôts fonciers en raison de ces plantations.

Enfin, j'aimerais que vous me précisiez, monsieur le ministre, ce que vous entendez par « défrichement ». Un hectare de terrain où l'on aura coupé tous les arbres à l'exception d'une douzaine sera-t-il désormais considéré comme défriché ou sera-t-il toujours considéré comme boisé ?

J'espère, monsieur le ministre, que les explications que vous voudrez bien m'apporter me permettront de retirer mon sous-amendement, comme l'ont fait nombre de mes collègues.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Guy Sabatier, rapporteur général suppléant. La commission est favorable à ce sous-amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. M. Delmas a dit que l'amendement du Gouvernement ne lui donnait pas entière satisfaction, qu'il ne le trouvait pas parfait. Je suis tenté de lui répondre qu'il en est des amendements comme des mariages dont La Rochefoucauld disait, à tort d'ailleurs, qu'il en est parfois de bons, mais qu'il en est rarement de délicieux. (Sourires.)

La taxe qui vous est proposée — il faut que ce soit clair — est destinée à permettre une reconstitution à l'équivalent et sur d'autres terrains de forêts défrichées.

Les sommes produites par la taxe doivent donc être réservées aux opérations définies excellemment par M. Lemaire et que le Gouvernement a reprises dans le paragraphe XIII de l'amendement.

Les communes auront droit, si elles reboisent, au bénéfice des subventions qu'alimentera le produit de la taxe. Mais celui-ci ne doit pas être détourné vers d'autres utilisations, aussi légitimes soient-elles, et quelles que soient — je le reconnais volontiers — les difficultés que rencontrent souvent les collectivités locales dans le financement de leurs travaux.

A cet égard, il ne faut pas mêler les objets de la législation que nous élaborons. Il s'agit de protéger la forêt et non de faciliter les opérations de construction d'immeubles.

Je puis dire cependant à M. Delmas que, si un problème se pose à Salles-Curan, je suis tout disposé à l'étudier avec lui. Quant à l'exemple qu'il a cité, il ne me paraît pas constituer un défrichement, en tout cas s'il n'y a pas d'abus. Il est toujours très difficile de répondre d'une manière qui aurait valeur d'engagement ou d'interprétation juridictionnelle sur un exemple (théorique et imprécis). Mais dès lors qu'il ne s'agit pas d'opérations abusives, l'exemple cité ne peut être considéré comme un défrichement.

Sous le bénéfice de ces observations, je demande à M. Delmas de retirer son sous-amendement.

M. le président. M. Delmas entend-il répondre à l'appel de M. le ministre ?

M. Louis-Alexis Delmas. J'ai bien entendu votre appel, monsieur le ministre ; je regrette cependant que vous ne vous soyez pas rendu à mes raisons.

Les communes qui permettent le reboisement se privent, en fait, de l'impôt foncier pendant trente ans ; elles méritent donc une certaine attention de la part du Gouvernement.

C'est ce que je tenais à souligner à l'occasion de l'institution d'une taxe sur le défrichement d'une forêt qui n'a poussé justement que grâce à une exonération de l'impôt foncier sans laquelle beaucoup de forêts de France n'auraient jamais vu le jour.

Il conviendrait donc de trouver un moyen de venir en aide à ces communes. J'ai cité ma région et je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir pris l'exemple de ma commune. Il se trouve que ma région a une vocation forestière, que chaque année des centaines d'hectares sont plantés et que chaque année aussi le produit des impôts communaux est diminué d'autant ou du moins que ces impôts sont transférés sur d'autres contribuables que les propriétaires de forêts. J'espère par conséquent qu'il en sera tenu compte, car il ne faut plus qu'on puisse dire que l'Etat fait des cadeaux aux propriétaires de forêts avec l'argent des collectivités locales.

Cela dit et puisque vous voulez bien vous intéresser à ce problème, je veux bien retirer mon sous-amendement.

M. René Lamps. Je le reprends et je demande un scrutin. (Exclamations sur divers bancs.)

M. le président. Le sous-amendement n° 56 est retiré, mais M. Lamps déclare le reprendre.

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.
M. le ministre de l'agriculture. Il est superflu que j'indique que je suis contre ce sous-amendement de M. Lamps.

J'ai dit que j'étais prêt à suivre l'interprétation qu'en avait donnée M. Delmas. Mais il me paraît que le problème, tel qu'il est posé maintenant, n'est plus acceptable par l'Assemblée. Je demande donc à celle-ci de repousser ce sous-amendement repris par M. Lamps davantage par un souci de procédure que pour une raison de fond.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 56, repris par M. Lamps.

Je suis saisi par le groupe communiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.
(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?.. Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	473
Nombre de suffrages exprimés.....	470
Majorité absolue	236
Pour l'adoption	92
Contre	378

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.
Je mets aux voix l'amendement n° 56 modifié par les sous-amendements n° 59 et 60.

(L'amendement ainsi modifié est adopté.)
M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 10.

[Article 11.]

M. le président. « Art. 11. — L'article 14 du code forestier est complété par l'alinéa suivant :

« En cas d'incorporation au domaine public national ou d'affectation à des administrations de l'Etat ou à des établissements

publics nationaux, réalisés conformément aux dispositions du code des domaines de l'Etat, d'immeubles visés à l'article 1^{er}, 1^o du présent code, des indemnités déterminées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat sont mises à la charge du service ou de l'établissement bénéficiaires de l'incorporation ou de l'affectation et versées au Trésor à titre de fonds de concours ou, dans le cas où le bénéficiaire est un service de l'Etat, rattachées par transfert de crédits en vue d'être employées à l'achat, sur le budget du ministère de l'agriculture, de terrains boisés ou à boiser. »

Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix l'article 11.

(L'article 11 est adopté.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances.

M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. Mesdames, messieurs, notre attention a été quelque peu détournée de l'objectif fondamental de ce collectif par le débat, d'ailleurs fort intéressant, qui vient de se terminer sur la taxe de défrichement. Je voudrais donc, avant que l'Assemblée vote sur l'ensemble du texte, rappeler que l'objet essentiel de celui-ci est un assainissement budgétaire important dans le cadre du plan de redressement économique et financier mis en œuvre par le Gouvernement et dont M. le ministre de l'économie et des finances vous a exposé les principales étapes, ainsi que les premiers résultats très positifs et encourageants.

Je demande donc à l'Assemblée de contribuer une fois encore à cette œuvre de redressement économique et financier, comme elle l'a fait récemment lors du vote en première lecture du projet de loi de finances pour 1970 et, par avance, je remercie tous ceux qui s'y associeront en votant l'ensemble de ce collectif budgétaire. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Je suis saisi par le groupe communiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie mesdames et messieurs les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	476
Nombre de suffrages exprimés.....	475
Majorité absolue	238
Pour l'adoption.....	383
Contre	92

L'Assemblée nationale a adopté.

— 2 —

ACCES DES OFFICIERS A DES EMPLOIS CIVILS

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils (n° 911, 947).

La parole est à M. Le Theule, rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées.

M. Joël Le Theule, rapporteur. Mesdames, messieurs, le projet de loi tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils contient deux sortes de dispositions, les unes permanentes, les autres transitoires. Les premières, audacieuses quant au fond, sont, semble-t-il, sans grande portée pratique. Les secondes sont plus importantes.

Les premières doivent permettre à des officiers de se présenter aux concours ou examens externes de la fonction publique, des collectivités locales, des établissements publics ou des entreprises publiques dont le personnel est soumis à un statut réglementaire, avec bénéfice d'un recul de la limite d'âge supérieure — vraisemblablement cinq ans — et un classement dans le corps d'accueil dans des conditions telles que sera sans doute prise en compte, pour l'avancement dans ce nouveau corps, une ancienneté de sept ans et demi.

Les secondes, dispositions de portée temporaire, prévoient le reclassement, dans des emplois vacants des administrations de

l'Etat, des collectivités locales ou des établissements publics à caractère administratif, des officiers volontaires qui, à l'issue d'un stage probatoire de deux mois et de deux années de service dans leur nouvel emploi, auront démontré leur aptitude à l'exercice des fonctions de l'emploi considéré.

Deux questions se posent : pourquoi ce texte ? Quelle sera son efficacité ?

Pourquoi ce texte ? Il s'agit, pour le Gouvernement, de faciliter, grâce à ces dispositions, le départ et le reclassement d'officiers issus des promotions dont les effectifs ont été trop nombreux pour permettre un avancement normal. L'armée de terre, tout particulièrement, connaît un problème de gestion du corps des officiers. Compte tenu de la pyramide actuelle des grades, telle qu'elle apparaît dans les tableaux d'effectifs, on estime que plusieurs milliers d'officiers auront des difficultés pour accéder au grade de commandant. Les excédents sont évalués à 2.400 capitaines et 990 lieutenants.

Ces tableaux d'effectifs sont-ils définitifs ? Votre rapporteur est persuadé qu'ils seront révisés. Les difficultés du titre III, telles que nous les ont montrées les différents rapporteurs à l'occasion de la discussion budgétaire, conduiront certainement le Gouvernement à modifier l'évolution de ce titre et sa structure.

Mais, tel quel, un problème se pose.

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, qui rejette l'idée d'un dégageant des cadres, a la volonté de multiplier les initiatives pour permettre à des officiers de quitter l'armée volontairement et de se reclasser, en particulier dans le secteur privé.

Il nous présente, en outre, des dispositions dont la portée sera certainement plus modeste que celle des initiatives que l'Assemblée avait approuvées en 1963.

Ce texte sera-t-il efficace ?

Quelques dizaines de départs sont attendus, par les auteurs du projet, des dispositions de l'article 1^{er} et, par an, une centaine des dispositions de l'article 3.

Ces chiffres sont à la fois optimistes et faibles. Faibles face à l'ampleur du problème à résoudre, mais optimistes parce que les mesures retenues sont beaucoup moins intéressantes que celles des lois de 1963 et que les vacances dans les ministères sont moins nombreuses qu'elles ne l'étaient alors. C'est ainsi qu'au ministère de l'éducation nationale les postes vacants sont plus rares dans l'administration et dans l'intendance.

En fait, aux yeux du rapporteur et de la majorité des membres de la commission, le risque majeur est que le rendement de ces mesures soit faible car, comme je l'ai indiqué, elles ont finalement peu d'attrait. Comment incitera-t-on au volontariat ? Tout dépendra certainement de l'art déployé dans l'incitation.

Néanmoins, le ministre de la défense nationale cherche à disposer d'une série de possibilités. Le texte proposé en constitue une. C'est pourquoi la commission de la défense nationale et des forces armées vous demande de l'adopter. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Villon.

M. Pierre Villon. Mesdames, messieurs, le projet de loi qui nous est soumis tend à dégager des officiers d'active sans leur donner les avantages matériels que comportaient les lois antérieures de dégageant des cadres.

Au lieu de dire franchement qu'il s'agit d'éliminer quelque 3.300 capitaines et lieutenants du cadre actif, l'exposé des motifs érige hypocritement la « mobilité de l'ensemble des cadres » en un prétendu facteur « indispensable au progrès de toute société ».

Pour arriver à ses fins, le Gouvernement nous invite à lui permettre de décréter des « dérogations aux règles statutaires en matière de limite d'âge pour l'accès aux concours ou examens externes de recrutement et de classement » en faveur des officiers qui auraient été incités à passer dans les administrations de l'Etat, celles des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques à statut.

Il nous demande également que des dérogations en leur faveur puissent être appliquées aux dispositions qui régissent le recrutement et le reclassement du personnel des établissements publics à caractère industriel et commercial, offices, sociétés nationales et sociétés concessionnaires.

Il nous demande donc de prendre la responsabilité d'une violation flagrante du statut de la fonction publique et des règles statutaires du recrutement et de l'avancement dans les établissements publics.

Les cadres venant de l'armée, introduits dans ces administrations et établissements par des mesures de faveur, seront en outre classés à un indice de faveur leur assurant un traitement au moins égal à celui qu'ils percevaient dans l'armée.

De telles dispositions ne peuvent que soulever l'indignation des fonctionnaires des corps d'accueil qui verront leur avancement bouché par les nouveaux venus, ce qui mettra ces derniers dans une situation morale extrêmement désagréable.

C'est donc par souci à la fois de préserver ces officiers d'une telle situation et de défendre les droits et garanties acquis par la fonction publique et par les cadres des sociétés nationales que nous vous invitons à repousser ce projet de loi et que notre groupe refusera de le voter.

Pour terminer, je veux encore signaler que c'est une curieuse façon de pratiquer la concertation et le dialogue avec les cadres civils et militaires concernés que de faire voter par l'Assemblée un tel projet de loi sans même les avoir consultés et sans permettre aux commissions compétentes du Parlement de procéder à de telles consultations.

Ne serait-ce que pour protester contre cette précipitation, pour ne pas dire ce vote à l'esbrouffe imposé par le Gouvernement, les députés soucieux d'assurer l'exercice réfléchi de leurs responsabilités doivent voter contre un texte dont les conséquences graves ne peuvent encore être mesurées aujourd'hui dans toute leur ampleur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

M. Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Mesdames, messieurs, les forces armées sont à l'heure actuelle confrontées à deux problèmes, et d'abord à un problème d'effectifs qui a été très bien exposé par votre rapporteur, M. le Theule.

Pour différentes raisons, il peut se trouver qu'au cours des prochaines années, la pyramide des grades et des âges fasse que, dans l'ensemble des trois armées, et particulièrement dans l'armée de terre, il y ait des difficultés à assurer aux officiers la carrière qu'ils pouvaient souhaiter quand, à un jeune âge, ils y sont entrés.

Aussi a-t-on pensé, à différentes reprises, une loi de dégageant des cadres.

Comme je l'ai dit à la commission de la défense nationale, et comme le rapporteur de cette commission l'a indiqué tout à l'heure, le Gouvernement n'accepte en aucune façon cette idée d'un dégageant imposé. Le dégageant des cadres a été, à un certain moment, une quasi-obligation, mais il faut réserver de telles mesures à des circonstances exceptionnelles. Quelles que soient les difficultés que peut poser le problème des effectifs, nous ne sommes pas en présence de circonstances exceptionnelles qui justifieraient des mesures autoritaires de cette nature.

Dès lors, s'agissant des officiers, il convient de chercher des possibilités de nouvelles carrières qui contribuent à réduire le problème posé par l'excédent des effectifs dans certains grades ou à certains âges.

Il existe un second problème qui, lui, est permanent. Il n'est pas douteux que, dans les périodes de paix, les forces armées ont besoin, à la base du corps des officiers, d'un assez grand nombre de jeunes. Si l'on veut être en mesure de pourvoir à tout moment les postes de responsabilités, il faut qu'à l'entrée dans les différentes écoles militaires, les places offertes soient relativement abondantes. Mais, en acceptant de nombreux jeunes de valeur dans les écoles, on peut mettre certains d'entre eux en difficulté, puisque le nombre des emplois dans la hiérarchie supérieure n'est pas suffisant pour permettre à tous d'effectuer la carrière qu'ils peuvent souhaiter.

Dans ces conditions, il est bon qu'à titre permanent des officiers ayant dix ou quinze ans de service puissent trouver par l'armée des possibilités de se réorienter et de faire une seconde carrière. L'armée et l'ensemble de la nation ont également intérêt à ce que des officiers, après un certain nombre d'années dans la carrière militaire, accèdent à des emplois où ils sont en mesure de faire valoir leurs qualités.

C'est pourquoi, depuis une dizaine d'années, le ministre des armées, M. Messmer — et j'ai eu l'occasion de l'y aider à différentes reprises — a mis en place un certain nombre d'orientations et de mécanismes qui permettent à des officiers, au cours de leur carrière, de se réorienter et de trouver des emplois.

Le problème est d'ailleurs sensiblement différent selon les armées. Les capacités techniques, qui sont la règle dans les armées de l'air et dans la marine, permettent plus facilement à des officiers de trouver, dans certaines activités économiques spécialisées, des débouchés auxquels leurs études les ont prédisposés. Il existe, ce n'est pas douteux, de plus grandes difficultés pour ce qui concerne les officiers de l'armée de terre.

Développant ce qui a été fait, nous avons décidé, au cours des dernières semaines, d'assurer une coordination de tous les efforts et un meilleur emploi des dispositions financières susceptibles de placer certains officiers dans une situation qui leur permette, tout en restant dans les cadres, d'entreprendre au moins à mi-temps certaines activités d'études et de recyclage.

Enfin, il était important que l'Etat donne l'exemple. Il eût été anormal, en effet, pour le ministre chargé de la défense nationale, de se tourner vers des organismes professionnels pour leur demander de considérer la valeur de l'effort que s'imposaient certains officiers et de leur réserver des emplois s'il n'avait fourni lui-même la contribution indispensable à leur reclassement.

Il eût été également anormal, lorsque ces dirigeants d'organisations professionnelles se seraient retournés vers le Gouvernement pour lui demander ce qu'il comptait faire — l'Etat étant le plus grand employeur — que le Gouvernement se trouve dans la situation de dire que l'Etat se refusait à les placer dans ses administrations, et ne permettait pas aux collectivités locales ou aux établissements publics — qui ont tant d'emplois — d'accorder la moindre faveur à des membres des forces armées au bout d'un certain nombre d'années de carrière.

C'est pourquoi je réponds à M. Le Theule que s'il est exact que ce texte est de portée modeste, modeste dans ses dispositions permanentes, un peu moins dans ses dispositions temporaires, il a cependant une valeur d'exemple.

Au moment où nous entendons faire un effort d'ordre général, il est inimaginable que l'Etat lui-même, quelles que soient les difficultés éventuelles que soulève le statut de la fonction publique, par l'effort qu'il demande aux collectivités locales et aux établissements publics, donne à l'ensemble des organisations professionnelles un modèle de ce que nous souhaitons faire.

En d'autres termes, si je vous demande d'écartier les objections du groupe communiste et de corriger quelque peu l'impression d'excessive modestie que paraît donner la lecture du rapport de M. Le Theule, c'est parce que vous devez être conscients que ce texte de loi, se situant dans une politique d'ensemble, s'il a une portée limitée, n'en a pas moins une valeur exemplaire.

Si l'Etat, par des dispositions permanentes, comme par des dispositions temporaires mais d'une certaine durée, ne montrait pas qu'il est lui-même conscient des devoirs qu'il a à l'égard des forces armées, il serait extrêmement difficile au ministre de la défense nationale de trouver auprès des organisations professionnelles l'accueil sur lequel il compte et qui, au surplus, doit servir le développement de l'activité économique française. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Articles 1^{er} à 3.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Par décrets en Conseil d'Etat, des dérogations aux règles statutaires, en matière de limite d'âge, pour l'accès aux concours ou examens externes de recrutement, et de classement des intéressés dans le corps d'accueil, pourront être prévues en faveur des officiers et assimilés en activité de service candidats aux concours ou examens de recrutement des administrations de l'Etat.

« Des décrets en Conseil d'Etat détermineront dans quelles conditions des dispositions analogues seront applicables pour le recrutement du personnel des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques dont le statut est d'ordre réglementaire. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

M. René Lamps. Le groupe communiste vote contre cet article et contre les articles 2 et 3.

(L'article 1^{er} est adopté.)

« Art. 2. — Il peut être dérogé, en faveur des officiers et assimilés en activité de service, aux dispositions qui régissent le recrutement et le reclassement du personnel des établissements publics à caractère industriel et commercial, offices, sociétés nationales et sociétés concessionnaires, soit par des conventions passées par le ministre chargé de la défense nationale et ces organismes, soit par décret. » — (*Adopté.*)

« Art. 3. — Jusqu'au 31 décembre 1980, les officiers et assimilés en activité de service pourront, sur demande agréée par le ministre chargé de la défense nationale et soit par le ministre intéressé, soit par les représentants des collectivités locales ou des établissements publics à caractère administratif, être placés, après un stage probatoire de deux mois, en situation hors cadre pour occuper provisoirement des emplois vacants correspondant à leurs qualifications nonobstant les règles relatives au recrutement de ces emplois dans les administrations de l'Etat ou des collectivités locales et les établissements publics à caractère administratif.

« Ils percevront dans cette position une rémunération globale au moins égale à celle qu'ils auraient perçue s'ils étaient restés dans les cadres.

« Après deux années de service dans leur nouvel emploi, ces personnels pourront, sur leur demande, être intégrés dans le corps de fonctionnaires titulaires dont relève l'emploi considéré, sous réserve d'une vérification de leur aptitude dans des conditions qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat; ils seront, dans ce cas, rayés des cadres de l'armée active.

« Dans leur nouveau corps, les intéressés seront reclassés à un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu dans leur corps d'origine.

« Ceux des intéressés qui, à l'expiration d'une période de quatre années en situation hors cadre, ne seront pas intégrés, seront immédiatement réintégrés, même en surnombre, dans leurs corps d'origine.

« Des décrets définissent la liste des corps d'officiers bénéficiaires des présentes dispositions et les conditions de grade et d'ancienneté requises des candidats. Compte tenu des possibilités d'accueil indiquées par chaque administration ou catégorie de collectivités locales ou d'établissements publics, les contingents annuels d'emplois offerts sont, pour chaque administration et pour chaque catégorie de collectivités locales ou d'établissements, fixés par arrêtés interministériels. » — (*Adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 3 —

ADMISSION EXCEPTIONNELLE D'OFFICIERS DE L'ARMEE DE TERRE DANS LA GENDARMERIE NATIONALE

Retrait de l'ordre du jour d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'admission exceptionnelle d'officiers de l'armée de terre dans la gendarmerie nationale (n^{os} 902, 921).

La parole est à M. Rivière, rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées.

M. Paul Rivière, rapporteur. Monsieur le ministre, mes chers collègues, il existe actuellement dans l'armée de terre un excédent d'officiers qui est de l'ordre de 2.400 capitaines et de 900 lieutenants, comme l'a dit tout à l'heure le rapporteur M. Le Theule.

M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale. Excusez-moi de vous interrompre, mais en raison de ce que le rapporteur a dit lui-même et à la suite du vote de la commission, le Gouvernement a décidé de retirer le projet de loi de l'ordre du jour.

M. Paul Rivière, rapporteur. Monsieur le ministre, je prends acte de votre déclaration. J'ignorais, au moment où je suis monté à la tribune, que cette décision avait été prise.

M. le président. L'ordre du jour est ainsi modifié.

— 4 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à certains personnels du service du déminage du ministère de l'intérieur.

Le projet de loi sera imprimé sous le n^o 948, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi modifiant l'article 31 de l'ordonnance n^o 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises.

Le projet de loi sera imprimé sous le n^o 949, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 5 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Labbé un rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à réglementer les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce (n^o 890).

Le rapport sera imprimé sous le n^o 952 et distribué.

— 6 —

DEPOT D'AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. d'Aillières un avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1969 (n° 904).

L'avis sera imprimé sous le n° 950 et distribué.

J'ai reçu de M. Becam un avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant simplifications fiscales (n° 908).

L'avis sera imprimé sous le n° 951 et distribué.

— 7 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mercredi 10 décembre, à quinze heures, première séance publique :

Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi (n° 912) portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance (rapport n° 945 de M. Herman, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

A vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;
Suite de la discussion inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt-trois heures cinquante-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,

VINCENT DELBECCHI.

Errata

au compte rendu intégral de la séance du jeudi 4 décembre 1969.

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1^o Article 20, deuxième ligne du quatrième alinéa :

Au lieu de : « ... visée à l'alinéa 2 de l'article 9... »,

Lire : « ... à l'alinéa 4 du 3^o de l'article 9... ».

2^o Article 35, deuxième ligne du cinquième alinéa :

Au lieu de : « ... soit au dépôt de la demande... »,

Lire : « ... soit du dépôt de la demande... ».

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

M. Sabatier suppléant **M. Philippe Rivain**, rapporteur général, a été nommé rapporteur du projet de loi relatif à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du fonds monétaire international (n° 920).

M. Sabatier suppléant **M. Philippe Rivain**, rapporteur général, a été nommé rapporteur de la proposition de loi de MM. Edouard Charret et Tomasini tendant à compléter l'article 1649 quinquièmes E. du code général des impôts (article 100 de la loi n° 59-472 du 28 décembre 1959) (n° 935).

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Lecat a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la Régie nationale des usines Renault (n° 942), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

8971. — 8 décembre 1969. — **M. Barberot**, rappelant ses précédentes questions écrites et orales, demande à **M. le Premier ministre** s'il peut lui faire connaître les conclusions prises en matière de prévention des accidents de la route à la suite de la table ronde organisée à ce sujet.

8999. — 8 décembre 1969. — **M. Ramette** rappelle à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** la récente catastrophe du puits barrois à Pecqncourt, qui a fait quatre victimes et soulevé dans la population une très vive et profonde émotion. Elle fait suite à la catastrophe de 1963, qui a causé la perte de trois mineurs et occasionné plusieurs accidents graves et mortels au même puits. Cette nouvelle tragédie de la mine survient également après celle de Leforest, qui a fait cinq victimes, ce qui porte le nombre des morts à dix et à quarante-trois celui des orphelins pour le seul groupe de Douai depuis le début de l'année. Il lui fait remarquer qu'il est impensable, après cette série d'accidents mortels, d'invoquer la fatalité. Le syndicat des mineurs C. G. T. signale avec raison, dans son communiqué, que les houillères en voie de liquidation de par la volonté gouvernementale réduisent les effectifs et cependant le nombre des accidents demeure très important et que les conditions de travail deviennent chaque jour plus pénibles. Il semble donc que la récession des houillères ait pour conséquence un certain relâchement des mesures de sécurité, relâchement auquel il convient de remédier sans tarder si on veut éviter le retour à de nouveaux drames comme celui de Barrois. Aussi il lui demande s'il entend faire ouvrir, sans plus attendre, une enquête sérieuse par le service des mines avec la participation des délégués mineurs, des délégués syndicaux du comité d'entreprise du puits et de la commission de sécurité du groupe de Douai, cela en vue de déterminer les causes et les responsabilités de cette catastrophe et pour envisager les mesures à prendre en vue d'éviter le renouvellement de pareilles catastrophes.

9009. — 8 décembre 1969. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si, à la suite de la conférence de La Haye, afin de manifester la volonté de la France de renforcer le climat de confiance et de compréhension qui s'y est établi, il ne lui paraît pas opportun d'envisager rapidement : 1^o le retour de la France au conseil des ministres de l'U. E. O ; 2^o la ratification de la convention européenne des Droits de l'homme.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

9016. — 9 décembre 1969. — **M. Durieux** demande à **M. le Premier ministre** si des sanctions ont été prises par les pouvoirs publics à l'encontre des personnes ou des organismes dont les errements ont été relevés dans le rapport de la Cour des comptes.

9022. — 9 décembre 1969. — **M. Rocard** demande à **M. le ministre de l'intérieur** en vertu de quel texte les officiers ou même les agents de police procèdent à l'arrestation de personnes, en divers lieux et en l'absence de tout crime ou délit flagrant, et les retiennent plusieurs heures sans que soit respectée la procédure de garde à vue prévue par le code de procédure pénale. La dénomination de « vérification d'identité » employée en de telles circonstances ne pouvant que difficilement s'appliquer à des personnes munies de pièces d'identité et même, en cas d'absence de pièces d'identité, l'arrestation n'étant plus possible, hors le cas de flagrant délit, depuis que l'ordonnance du 23 décembre 1958 a abrogé l'alinéa 2 de la loi du 27 novembre 1943. Aucun texte ne semblant par ailleurs permettre de considérer l'arrestation, et encore moins la détention, comme une mesure de police administrative, il lui demande s'il ne craint pas que ces pratiques, qui ne sont réglementées par aucun texte, ne laissent à la seule appréciation des services de police les conditions dans lesquelles un citoyen peut être arrêté et les modalités de sa détention. Par ailleurs, il lui demande quel est le sort des fiches anthropométriques constituées à l'issue de ces « vérifications d'identité ».

9023. — 9 décembre 1969. — **M. Rocard** demande à **M. le ministre de l'intérieur** dans quelles conditions et pour quelles raisons des officiers de police ont, le 26 novembre 1969, à Aix-en-Provence, relevé sur des fiches l'identité des personnes qui désiraient assister à une audience correctionnelle du tribunal de grande instance de cette ville. Il lui demande : 1° s'il ne craint pas qu'une telle mesure ne nuise au principe de la publicité des débats ; 2° par ailleurs, en vertu de quel texte les officiers de police ont agi et si les fiches d'identité ainsi établies ont été transmises au service central de l'identité judiciaire prévu par la loi du 27 novembre 1943 créant un service de police technique chargé de rechercher et d'utiliser les méthodes scientifiques propres à l'identification des délinquants ; 3° si elles ne l'ont pas été, quelles mesures il entend prendre à l'égard de ses services d'Aix-en-Provence et, si elles l'ont été, s'il ne craint pas qu'il s'agisse là d'une interprétation très extensive du mot « délinquant », très dangereuse pour la liberté des citoyens ; 4° quelles mesures il entend prendre pour la destruction des fiches ainsi constituées.

9024. — 9 décembre 1969. — **M. Rocard** demande à **M. le ministre de la justice** si les arrestations et les détentions opérées par la police en vertu d'une procédure dite de « vérification d'identité » ne risquent pas, à son avis, de constituer une violation de l'article 7 de la Déclaration des Droits de l'homme stipulant expressément que « nul ne peut être arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et dans les formes qu'elle a prescrites ».

9025. — 9 décembre 1969. — **M. d'Ornano** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire**, s'il ne lui semble pas opportun d'apporter certaines améliorations au fonctionnement et aux moyens d'études des commissions de développement économique régional (Coder), au moment où leurs membres vont être renouvelés après la première période de cinq ans. Ces améliorations pourraient porter sur : 1° la permanence du travail des rapporteurs de sections ; 2° l'attribution de crédits d'étude et de fonctionnement ; 3° la constitution d'un secrétariat ; 4° enfin, sur une réglementation destinée à assurer des délais suffisants aux consultations. La perspective d'une réforme régionale à venir ne devrait pas empêcher la réalisation immédiate de progrès dans le fonctionnement des institutions régionales lorsque cela est possible.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

8972. — 9 décembre 1969. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un certain nombre de personnels travaillant à l'institut de physique nucléaire et à l'accélérateur linéaire de la faculté des sciences de Paris-Orsay, antérieurement rémunérés sur crédits de fonctionnement « Education nationale » ont vu leurs salaires diminuer depuis leur intégration, à compter du 1^{er} janvier 1969 à titre de contractuel, sur postes budgétaires Enseignement supérieur. Il lui demande les motifs de cette situation et quelles mesures il compte prendre pour y remédier.

8973. — 9 décembre 1969. — **Mme Aymé de la Chevrellère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation du personnel d'administration universitaire. Elle lui demande s'il envisage de lever les interdictions d'ouverture de concours d'avancement et de recrutement qui frappent toutes les catégories de ces personnels et empêchent de pourvoir les postes créés par les lois de finances rectificatives pour 1969. Cette interdiction rend inopérant l'effort de création de postes ainsi effectué. Elle souhaiterait également que soient maintenus dans la fonction publique

et dans l'administration universitaire toutes les activités et tous les personnels d'administration et de gestion de tous les secteurs de l'éducation nationale par titularisation des contractuels, des documentalistes, des programmeurs, des analystes et des autres personnels de traitement de l'informatique. Les mêmes mesures devraient également être prises en ce qui concerne les auxiliaires et vacataires employés sur le budget particulier des U. E. R. et des grands établissements d'enseignement. Elle lui demande également s'il n'envisage pas une amélioration du fonctionnement des commissions administratives paritaires et la remise en vigueur de comités techniques paritaires. La transformation en postes d'administration universitaire des emplois de personnels clandestins, contractuels et auxiliaires, permettrait de clarifier une situation regrettable. Les attachés et attachés principaux devraient pouvoir bénéficier des reclassements indiciaires et des suppressions de classes décidés par le conseil supérieur de la fonction publique de juillet 1968. L'amélioration des conditions d'avancement, de débouchés, de l'indice terminal, de l'échelonnement de la deuxième classe des conseillers administratifs ainsi que le reclassement à indice égal des candidats antérieurement fonctionnaires reçus à un concours de catégorie A apparaissent également hautement souhaitables. Enfin, la création d'un véritable institut d'études administratives de l'éducation nationale ouvrirait de meilleures conditions pour la préparation de concours internes, cette création devrait s'accompagner de stages de formation et de recyclage, en particulier vers les fonctions de l'informatique et des relations publiques.

8974. — 9 décembre 1969. — **M. Bégue** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation du personnel ouvrier des centres de fermentation des tabacs. Jusqu'à ces dernières années, le personnel ouvrier de ces centres, autrefois dénommés magasins de tabacs en feuilles, était un personnel saisonnier exerçant ses activités de décembre à mai, au moment de la livraison des tabacs par les planteurs. Les centres de fermentation se sont depuis peu mécanisés et ont réduit leurs effectifs. Des chaînes de battage ont été implantées par la direction générale du S. E. I. T. A. dans quatre centres de fermentation (une chaîne à Saumur en 1963, deux chaînes à Tonneins en 1964, une chaîne à Obernai en 1966, l'autre à Sarlat en 1967). Ces chaînes fonctionnent en double équipe, ce qui représente donc dix équipes au total, chacune d'elle ayant un effectif de dix-sept personnes, soit cent soixante-dix personnes concernées par l'intégration dans le statut du personnel du S. E. I. T. A. Il semble en effet logique, des chaînes de battage fonctionnant dans les manufactures, que les personnels des centres de fermentation affectés à ces chaînes aient la même rémunération, le même déroulement de carrière, la même retraite que leurs homologues des manufactures. D'ailleurs le personnel de ces chaînes de battage n'est plus personnel saisonnier, mais personnel permanent, alors que les autres ouvriers et ouvrières, non affectés aux chaînes, sont restés des personnels saisonniers. Le principe de la titularisation des personnels permanents des centres de battage a été retenu. Un problème analogue se pose en ce qui concerne le personnel permanent de l'institut expérimental des tabacs de Bergerac. Celui-ci emploie cinquante-cinq ouvriers et ouvrières dont l'ancienneté varie de quatre ans à plus de trente ans. Ce personnel, très qualifié et affecté à des travaux agricoles, est employé de manière permanente si bien qu'il serait logique d'intégrer les intéressés dans le statut du S. E. I. T. A. L'intégration de ces deux catégories de personnel pourrait intervenir en application d'un texte analogue à la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, laquelle avait permis il y a près de vingt ans la titularisation de tous les agents temporaires ayant une certaine ancienneté de service. Le texte à intervenir devrait prévoir que tout agent employé de façon permanente depuis un an sur les chaînes de battage des centres de fermentation du S. E. I. T. A. et à l'institut expérimental des tabacs de Bergerac pourra être titularisé. Les agents ne remplissant pas la condition prévue seraient titularisés, s'ils restent en fonctions, au moment où ils atteignent l'ancienneté requise. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions qui précèdent.

8975. — 9 décembre 1969. — **M. Berger** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la circulaire du 27 juillet 1964 relative aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes (*Journal officiel* du 13 août 1964). Il lui demande si, lors de l'élaboration du statut d'un syndicat intercommunal de distribution d'eau, il est possible, conformément aux dispositions du texte précité, de prévoir la représentation des communes proportionnellement à leur population ou à leur consommation d'eau, plutôt que de fixer des représentations identiques pour toutes les communes, quelle que soit leur importance.

8976. — 9 décembre 1969. — **M. Berger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le cas de nombreux enseignants qui n'ont perçu aucun traitement et aucune indemnité depuis la dernière rentrée scolaire. Il lui demande s'il n'estime pas devoir prendre d'urgence toutes mesures utiles pour redresser cette situation.

8977. — 9 décembre 1969. — **M. Bonhomme** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 6 - 3 C du code général des impôts « la femme mariée fait l'objet d'une imposition distincte... lorsque ayant été abandonnée par son mari ou ayant abandonné elle-même le domicile conjugal elle dispose de revenus distincts ». Il lui demande : 1° si les sommes versées par le mari en exécution de l'obligation qui découle des articles 212 et 214 du code civil (aucune procédure de divorce ou de séparation n'étant en cours) constituent des revenus distincts prévus à l'article 6 - 3 C du code général des impôts. Il est fait observer que la femme est mariée sous le régime de la communauté légale, mariée depuis plus de 30 ans, abandonnée depuis 16 ans, date à laquelle elle a dû se mettre à travailler ; 2° si les sommes versées au titre de la « contribution aux charges du mariage » doivent être imposées entre les mains de la femme (celle-ci dispose d'un salaire) ; 3° si les sommes versées peuvent être admises en déduction des revenus déclarés par le mari.

8978. — 9 décembre 1969. — **M. Dupont-Fauville** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la pénalisation dont sont victimes les invalides de la part des compagnies d'assurances. Ainsi, un invalide du travail, 2^e catégorie, titulaire d'une carte d'invalidité à 100 p. 100, en possession de la plaque G. I. C. du ministère de l'intérieur, se voit dans l'obligation de payer une assurance automobile plus chère qu'une personne valide et ceci dans une proportion de 1 à 2. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de faire disparaître cette anomalie.

8979. — 9 décembre 1969. — **M. Dupont-Fauville** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la pénalisation dont sont victimes les invalides de la part des compagnies d'assurances. Ainsi un invalide du travail (2^e catégorie), titulaire d'une carte d'invalidité à 100 p. 100, en possession de la plaque G. I. C. du ministère de l'intérieur, se voit dans l'obligation de payer une assurance automobile plus chère qu'une personne valide, et ceci dans une proportion de 1 à 2. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de faire disparaître cette anomalie.

8980. — 9 décembre 1969. — **M. Dupont-Fauville** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les très graves conséquences entraînées par l'encadrement du crédit en ce qui concerne le freinage des exportations. Celles-ci, au cours des douze derniers mois, ont enregistré une progression de 20 p. 100, mais cette progression ne peut qu'être compromise si aucune mesure n'est prise pour desserrer l'encadrement actuel du crédit. Il lui demande, à ce sujet, s'il ne pense pas que des mesures doivent être prises tendant à un désencadrement total des crédits de mobilisation des créances à court terme nées sur l'étranger. Il souhaiterait également, puisque les pouvoirs publics ont admis de faciliter le crédit pour les indispensables investissements commerciaux à l'étranger, que des mesures d'application soient prises sans retard dans ce domaine. Il lui demande également s'il n'envisage pas d'établir à cet égard une concertation entre l'Etat et les professions en vue d'aboutir à des contrats analogues à ceux conclus en matière de prix.

8981. — 9 décembre 1969. — **M. Dupont-Fauville** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur les mesures dont il a été saisi par son collègue **M. le ministre de l'économie et des finances** tendant à la fermeture de 110 sections de la formation professionnelle des adultes. Il lui demande si cette mesure doit conduire à la suppression de postes d'enseignants, administratifs et employés de services. Il attire également son attention sur la nécessité d'établir un statut du personnel de la F. P. A., toujours remis en cause. Compte tenu du rôle important de cette catégorie de personnels, les agents de la F. P. A. ayant, pour l'année 1969, permis la formation de 58.000 stagiaires, il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

8982. — 9 décembre 1969. — **M. Dupont-Fauville** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** et **des finances** tendant à la fermeture de 110 sections de la

formation professionnelle des adultes. Il lui demande si cette mesure doit conduire à la suppression de postes d'enseignants, administratifs et employés de services. Il attire également son attention sur la nécessité d'établir un statut du personnel de la F. P. A., toujours remis en cause. Compte tenu du rôle important de cette catégorie de personnels, les agents de la F. P. A. ayant, pour l'année 1969, permis la formation de 58.000 stagiaires, il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

8983. — 9 décembre 1969. — **M. Fontaine** expose à **M. le ministre de la justice** que le décret n° 69-1009 du 3 novembre 1969, fixant le siège, le ressort et la composition des juridictions de première instance et d'appel dans les départements d'outre-mer, fait apparaître un traitement inégal entre les différentes cours d'appel concernées. De plus, si l'on se réfère aux tableaux annexés au décret n° 89-464 du 27 mai 1969, relatif à l'organisation judiciaire en métropole, l'on constate que de nombreux tribunaux, à population inférieure à celle du tribunal de grande instance de Saint-Denis (Réunion) ou de Saint-Pierre (Réunion) sont pourvus de deux et même de trois chambres, alors que les tribunaux précités n'ont été dotés que d'une seule chambre. L'existence d'une seule chambre est manifestement insuffisante et à certains égards injuste, dans un département où la population est actuellement de 435.000 habitants, la plus forte de tous les départements d'outre-mer. De plus, il y a lieu de faire remarquer que l'incidence du climat tropical, le régime des congés administratifs et la mise en place d'un système d'aide judiciaire devant permettre l'accès des tribunaux aux justiciables impécunieux, font qu'il est d'une impérieuse nécessité de doter la cour d'appel de la Réunion d'effectifs en magistrats et en personnel du ressort, en nombre suffisant pour faire face aux tâches dévolues. C'est pourquoi il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire disparaître cette inégalité dans les effectifs, au détriment de la Réunion.

8984. — 9 décembre 1969. — **M. de Préaumont** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la taxe de voirie, incluse ou non dans les centimes communaux, doit être à la charge de tout exploitant agricole, ainsi que la Cour de cassation l'a rappelé dans un de ses arrêts du 11 janvier 1968 et il lui demande si, lorsque cette taxe est incluse dans ces centimes, il convient, pour en évaluer le montant : 1° de demander à la mairie quelle est la somme qui est prévue au budget de la commune pour les dépenses de la voirie et quel est le montant de l'ensemble des dépenses de la commune, afin de déterminer le pourcentage des charges de la voirie par rapport à l'ensemble des charges communales ; 2° d'appliquer ce pourcentage à l'impôt communal porté sur l'avertissement (colonne 6) du propriétaire pour connaître le montant de l'imposition qui représente la taxe de voirie et qui doit être à la charge de l'exploitant (fermier), ainsi qu'un directeur des contributions directes et du cadastre a bien voulu l'indiquer à un contribuable.

8985. — 9 décembre 1969. — **M. de Préaumont** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il lui a demandé, par sa question n° 3296 si le revenu cadastral des terres en verger, dans de nombreuses régions, entre autres dans la vallée de la Garonne, doit être révisé pour ne pas aggraver le déficit des propriétaires exploitant ces vergers. Dans sa réponse insérée au *Journal officiel* du 26 avril 1969, comme dans celle qui a été faite à sa question n° 1364, parue au *Journal officiel* du 4 janvier 1969 (page 20), a indiqué que la loi de finances rectificative, n° 67-1172 du 22 décembre 1967, a prescrit la révision des évaluations foncières ; qu'alors des coefficients d'adaptation seront fixés pour actualiser les valeurs locatives cadastrales des vergers, ces coefficients devant être tirés du rapport des prix constatés le 1^{er} janvier 1969, date de référence de la nouvelle révision, et le 1^{er} janvier 1961. En outre ce rapport pourra être pondéré, éventuellement pour tenir compte de l'accroissement relatif des frais d'exploitation déductibles du produit brut des vergers. Ainsi est-il mentionné dans la réponse que les nouvelles valeurs locatives cadastrales, qui seront assignées aux vergers, seront en rapport avec la productivité réelle de ces biens. Il lui expose, en outre, que le *Journal officiel* a publié le 30 septembre 1969 le tableau des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires, d'où il ressort que, par exemple, pour le Lot-et-Garonne (p. 55) et le Tarn-et-Garonne (p. 99) les bénéfices pour les vergers (fruits à pépins) sont zéro. Il lui demande si, vu ces éléments, il n'y a pas eu une erreur ou s'il ne trouve pas choquant que l'on ait imposé en 1969, au titre de l'impôt foncier, des terres plantées d'arbres (fruits à pépins) ces dernières années et donnant en 1969 une récolte insignifiante, selon un revenu cadastral cinq ou six fois plus élevé que le revenu tiré de la polyculture, et qu'il soit mentionné sur la matrice cadastrale qu'en 1970 les autres terres, ainsi complantées en arbres également à fruits à pépins, seront imposées avec un tel revenu cadastral, c'est ce qui ressort de la

mise à jour en juillet dernier de certaines matrices cadastrales. Il lui demande ce qu'il compte faire pour supprimer de telles anomalies existant entre les bénéficiaires forfaitaires (néant) et les nouvelles impositions basées sur un revenu cadastral porté en 1969 — et en 1970 (ainsi qu'il est indiqué sur les matrices cadastrales) à un taux tel qu'il dépasse, selon les terres, de cinq à six fois le revenu cadastral fixé pour la polyculture, alors que le revenu forfaitaire est zéro.

8986. — 9 décembre 1969. — M. Offroy demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne lui paraît pas possible d'effectuer un désencadrement des crédits de mobilisation des créances à court terme nées sur l'étranger. Les restrictions actuellement en vigueur ont, en effet, pour conséquence d'inciter les entreprises françaises à se concentrer sur le marché intérieur où les délais de paiement sont moins longs. D'autre part, en limitant cet assouplissement de la réglementation aux créances à court terme, le Gouvernement éviterait certains abus qui se sont produits antérieurement en ce qui concerne les investissements sollicités par quelques industries exportatrices et se bornerait à prendre des mesures qui ne soulèvent aucune difficulté technique ; il contribuerait à maintenir l'élan exportateur dont le pays a besoin.

8987. — 9 décembre 1969. — M. Tondut demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il ne serait pas possible pour l'avenir, par une meilleure et simple coordination administrative, de prévoir que les condamnations prononcées par les tribunaux répressifs à l'encontre des agents immobiliers et susceptibles d'être inscrites à leur casier judiciaire soient immédiatement notifiées aux préfetures des départements où les agents immobiliers exercent leurs activités. Une formalité vexatoire et onéreuse prévue par le décret n° 66-226 du 25 mars 1965 serait ainsi évitée, les agents immobiliers devant produire à dates régulières le bulletin n° 3 de leur casier judiciaire délivré depuis moins de trois mois.

8988. — 9 décembre 1969. — M. Lamps expose à M. le ministre de l'agriculture que, le 4 novembre 1969, deux délégués syndicaux d'une coopérative laitière ont été mis à pied à la suite d'un arrêt de travail d'une heure décidé par l'ensemble du personnel, le 27 octobre 1969. L'inspecteur des lois sociales en agriculture a considéré que le motif invoqué ne justifiait pas le licenciement. La commission paritaire nationale dans sa réunion du 13 novembre, a rappelé l'employeur au respect de l'article 7 de la convention collective nationale, qui précise que « sauf en cas de faute lourde imputable au salarié, la grève n'entraîne pas la rupture du contrat de travail et aucune sanction ne peut être prise pour fait de grève ». Or, le conseil d'administration de l'entreprise, en violation de ces dispositions, refuse de réintégrer les deux travailleurs abusivement sanctionnés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces travailleurs puissent reprendre leur emploi et pour faire respecter les dispositions de la convention collective nationale, à défaut de quoi les déclarations de M. le Premier ministre sur la concertation et le respect des contrats resteraient à l'état de simples arguments de propagande.

8989. — 9 décembre 1969. — M. Cormier expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les instituteurs protestent de plus en plus vivement contre leur rattachement au département dans lequel ils ont été titularisés et dont ils ne peuvent sortir qu'au prix de maintes difficultés, la procédure de l'exeat-ineot, et la solution de la permutation s'étant révélées tout à fait inefficaces. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre les mesures nécessaires en vue d'accélérer la mise en place d'un système de mutations des institutrices et des instituteurs à l'échelon national.

8990. — 9 décembre 1969. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il peut lui indiquer : 1° en vertu de quels textes législatifs ou réglementaires l'admission dans les écoles d'infirmières, de sages-femmes et de masseurs est faite par voie de concours, conformément aux déclarations qu'il a faites au cours des débats à l'Assemblée nationale le 22 novembre 1969 ; 2° si une enquête effectuée par ses services et par ceux de l'éducation nationale a permis de relever le nombre d'étudiants qui, ayant échoué à l'un des concours d'entrée dans ces écoles, ont pu se faire inscrire pour suivre les études préparant au diplôme de docteur en médecine ; 3° s'il n'est pas prévu que les titulaires du baccalauréat sont dispensés de tout examen pour l'admission dans les écoles préparant aux professions paramédicales, ainsi que cela existe pour l'entrée dans une faculté.

8991. — 9 décembre 1969. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un rapatrié anciennement installé en Tunisie qui reçoit de l'administration tunisienne des informations d'après lesquelles le montant des loyers qui lui sont dus pour les bâtiments dont il est propriétaire est versé à un compte d'attente, à son nom, dans une banque tunisienne. Il lui demande si l'intéressé ne peut obtenir une autorisation de transfert des fonds qui sont ainsi bloqués en Tunisie et quelle procédure il doit suivre pour demander cette autorisation.

8992. — 9 décembre 1969. — M. Cormier attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation suivante : si un agriculteur subit des pertes de bétail à l'occasion d'une épizootie (l'expression « perte de bétail » implique la mort des animaux), il peut, sous certaines conditions, obtenir un dégrèvement de sa contribution foncière des propriétés non bâties (art. 1421 du code général des impôts). Par contre, s'il a des bêtes atteintes de brucellose et qu'il est alors dans l'obligation de les vendre, le prix qu'il en obtient est très inférieur à la valeur réelle des animaux et il ne peut, d'autre part, prétendre à la moindre indemnisation. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que le propriétaire des animaux brucelliques puisse bénéficier d'un dégrèvement proportionnel à la perte subie.

8993. — 9 décembre 1969. — M. Boyer expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, que des entraves importantes sont apportées par la législation actuellement en vigueur en ce qui concerne le travail à mi-temps, plus particulièrement pour les femmes dont le mari est salarié et qui désirent apporter soit par un travail à domicile soit par un emploi ayant un horaire hebdomadaire ne dépassant pas une vingtaine d'heures, un complément de rémunération permettant dans beaucoup de cas de faciliter l'accession à la propriété du logement occupé par la famille. Les mères de famille désirant se consacrer à une activité salariée à mi-temps se voient supprimer le salaire unique versé pour leurs enfants à charge, dès que leur rémunération mensuelle atteint des sommes variables suivant le nombre d'enfants mais toujours peu élevées. En conséquence, de nombreuses femmes dont les enfants ont atteint l'âge des études du premier cycle du second degré, qui ont à faire face de ce fait à des dépenses importantes, renoncent à travailler bien que les soins du ménage et de l'éducation des enfants leur en laissent la possibilité car la rémunération qu'elles peuvent obtenir par leur travail salarié ne procure presque aucun avantage pécuniaire supplémentaire si l'allocation de salaire unique est supprimée. Il lui demande si le plafond actuellement retenu pour l'attribution du salaire unique ne pourrait pas être revu et relevé d'une manière substantielle, afin de donner aux femmes désirant travailler à mi-temps ou à leur domicile la possibilité de conserver l'allocation de salaire unique.

8994. — 9 décembre 1969. — M. Boyer expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967, par le biais de la « dérogation à l'obligation scolaire », permettait aux élèves âgés de plus de 14 ans à la rentrée d'accéder à la vie active en souscrivant un contrat d'apprentissage. Devant les difficultés rencontrées pour scolariser à temps complet pour l'année scolaire 1969-1970 tous les jeunes âgés de plus de 14 ans, une circulaire ministérielle parue au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 10 juin 1969 indiquait : « Un projet de loi est en cours d'élaboration et sera soumis prochainement au parlement en vue de la prorogation des dispositions de l'ordonnance ». Tenant compte de ces indications, de nombreuses familles ont effectué les démarches nécessaires afin que leur enfant bénéficie de cette mesure. Actuellement, seuls les enfants nés avant le 15 septembre 1954 ont obtenu une dérogation à l'obligation scolaire, tous ceux nés entre le 15 septembre et le 31 décembre 1954 ont vu leur demande de dérogation rejetée et ont été mis dans l'obligation de rentrer soit en quatrième pratique (lorsque cette classe existe), soit de retourner à l'école primaire. Actuellement, dans le département de l'Isère, environ 500 enfants se trouvent dans cette situation et n'ont pu commencer leur apprentissage dans les entreprises artisanales qui étaient d'accord pour les recevoir comme apprentis sous contrat. Au mois de novembre 1969, les services académiques compétents ont prévenu les familles que ces enfants devaient être scolarisés à temps complet depuis la rentrée scolaire de septembre 1969 et que les dérogations à l'obligation scolaire ne sauraient être accordées. Devant une telle situation, les familles manifestent leur mécontentement, surtout du fait que leurs enfants ne retirent aucun bénéfice de leur séjour dans les classes primaires de transition ou pratique dans lesquelles ils sont inscrits. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que les mesures de dérogation qui ont été réclamées au Parlement lors du débat budgétaire, deviennent effectives et s'il envisage pour la rentrée de septembre 1970 de prendre des dispositions en temps utile pour que la situation actuelle ne se reproduise pas.

8995. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'au cours des derniers mois des manifestants appartenant aux organisations syndicales agricoles ou à des associations de défense du commerce ou de l'artisanat ont fait l'objet d'arrestations puis ont été déférés devant les tribunaux qui leur ont infligé des peines d'amende et parfois de prison, assorties dans la plupart des cas du sursis, soit dès le premier jugement, soit lorsqu'une juridiction d'appel a été amenée à se prononcer. Parallèlement les organisateurs de grève des services d'Electricité de France et de Gaz de France dont les arrêts de travail perturbent et compromettent gravement la vie des Français et surtout la production industrielle nationale à une période où l'économie française a le plus grand besoin de développer ses exportations et de satisfaire la demande intérieure, ne sont l'objet d'aucune poursuite, ni de sanctions pénales même dans les cas où les coupures de courant ont provoqué non seulement l'arrêt de la production mais encore la destruction ou la détérioration des produits en cours de fabrication. Il lui demande si la législation en vigueur ne pourrait pas permettre d'envisager de déférer devant les tribunaux les agents d'Electricité de France et de Gaz de France qui, par leur attitude, provoquent des perturbations infiniment plus graves que les manifestants de l'agriculture, de l'artisanat ou du commerce qui ont fait l'objet de poursuites judiciaires.

8996. — 9 décembre 1969. — **M. Commenay** souligne à **M. le ministre de l'éducation nationale** les difficultés que rencontrent les institutrices et les instituteurs en ce qui concerne les permutations de poste en dehors du département où ils exercent, difficultés qui résultent d'une réglementation inadaptée aux exigences actuelles. Il lui demande s'il peut envisager, si possible pour la rentrée scolaire 1970, de prendre les mesures nécessaires pour que les mouvements d'institutrices et d'instituteurs puissent s'effectuer dans un cadre national, en harmonie avec les mouvements réalisés dans le cadre départemental.

8997. — 9 décembre 1969. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** que l'engagement des troupes françaises au Tchad ne peut être justifié que pour un temps limité et pour un objet précis, en conformité avec les accords franco-tchadiens. Il lui demande si les conditions actuelles de cet engagement ne débordent pas le cadre prévu à l'origine et si, en conséquence, le Gouvernement n'envisage pas de procéder à un nouvel examen de ce problème.

8998. — 9 décembre 1969. — **M. Jean-Pierre Roux** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur**, sur la situation des agents de la Police municipale qui, au contraire de leurs collègues des polices d'Etat, ne bénéficient pas des primes de sujétions spéciales, plus communément appelées « primes de risque ». Ces fonctionnaires sont pourtant appelés à accomplir des tâches, dans l'exercice de leur fonction, aussi dangereuses que celles confiées aux autres policiers français. Cette discrimination vient du fait que l'article 509 du code de l'administration municipale prévoit que la rémunération des agents communaux comprend le traitement, l'indemnité de résidence et toutes autres indemnités instituées par texte législatif ou réglementaire. Or, à l'heure actuelle, aucune disposition n'est intervenue dans le cadre de l'article précité tendant à l'attribution aux fonctionnaires de la police municipale d'indemnités analogues à celles perçues par les agents de l'Etat. Cependant de nombreuses municipalités sont disposées à accorder à leurs employés la prime de sujétions spéciales. Malheureusement les délibérations prises en ce sens ne peuvent pas être approuvées par l'autorité de tutelle, faute de dispositions légales. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas qu'un décret doit être pris, accordant aux agents de la police municipale le bénéfice des primes de sujétions spéciales.

9000. — 9 décembre 1969. — **M. J.-P. Solisson** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans l'acte de vente d'un terrain à bâtir par des propriétaires indivis, certains de ceux-ci envisagent de stipuler que la majeure partie du prix — ou de la fraction de prix leur revenant — soit convertie en obligation pour l'acquéreur de remettre à chacun d'eux un appartement dans l'immeuble à édifier sur ce terrain. Il lui demande si les indivisaires qui auront opté pour ce mode de paiement bénéficieront du report d'imposition de la plus-value prévu par l'article 83 de la loi d'orientation foncière n° 37-1253 du 30 décembre 1967 (code général des impôts, art. 238 undecies).

9001. — 9 décembre 1969. — **Mme Troisier**, expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'en application de l'article 32 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, certaines

catégories de salariés, et notamment les gens de maison, versent aux organismes de sécurité sociale des cotisations forfaitaires. Le salaire servant de base à ces cotisations étant très bas, les prestations assises sur ce salaire, et notamment les prestations de vieillesse, sont extrêmement faibles. Il en résulte que les anciens employés de maison, et notamment ceux qui ont fait valoir leurs droits à la retraite avant l'arrêté du 30 décembre 1960 qui a autorisé la cotisation sur salaire réel, bénéficient, après plus de trente ans de vie active, d'une retraite inférieure au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, retraite qui est amenée à ce montant lorsque l'intéressé atteint l'âge de soixante-cinq ans. Elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation et éviter que ne soient rejetés vers l'assistance, des catégories sociales qui auraient pu, plus dignement, relever de l'assurance.

9002. — 9 décembre 1969. — **M. Volquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que la loi n° 65-356 du 12 mai 1965 est venue modifier et compléter le décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal. Aux termes du 3^e alinéa nouveau de l'article 27 du décret du 30 septembre 1953, la majoration ou la diminution du prix du loyer, consécutive à une révision triennale, ne peut excéder la variation de l'indice trimestriel du coût de la construction intervenu depuis la dernière fixation amiable ou judiciaire du loyer. L'article 26 du même décret stipule que la demande de révision doit être formée par acte extra judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et qu'à défaut d'accords entre les parties dans les trois mois qui suivent, la demande sera portée à la requête de la partie la plus diligente devant la juridiction compétente. Il lui demande, dans l'hypothèse d'une demande de révision triennale notifiée par le bailleur le 1^{er} juillet 1969, quelle application peut être faite des textes précités, eu égard au fait que le 27 octobre 1969 l'indice du coût de la construction du deuxième trimestre 1969 n'a pas encore été publié. En effet, si les parties optent amiablement pour la fixation du prix du loyer sans tenir compte de la variation de l'indice du coût de la construction, elles contreviennent aux dispositions de l'article 27. Si, par contre, l'une des parties, et ce sera en général le preneur, choisit d'attendre au-delà de trois mois la publication de l'indice du coût de la construction, il s'expose à voir la partie la plus diligente, en général son propriétaire, saisir par voie de requête le président du tribunal de grande instance, ce qui occasionnera des frais, que le preneur devra, *in fine*, supporter.

9003. — 9 décembre 1969. — **M. Barbet** expose à **M. le ministre des transports** que dans le cadre des réformes de structures administratives de la Société nationale des chemins de fer français, arrêtées par son conseil d'administration, il est prévu des mesures de déconcentration, telles que le départ en province de certains services administratifs centraux (caisse des retraites, caisse de prévoyance, contrôle des recettes marchandises et laboratoires) concernant approximativement 2.000 personnes. La caisse des retraites serait transférée à Marseille; ainsi que la caisse de prévoyance, le contrôle des recettes marchandises à Strasbourg ou Mulhouse, les laboratoires à Lille. Cette déconcentration de grands services de la direction générale de la Société nationale des chemins de fer français serait imposée par les services de l'aménagement du territoire, tandis qu'une autorisation de construire un building qui permettrait de regrouper la plupart des services de la direction générale, serait accordée, en contrepartie de ce départ. Il lui fait part de l'émotion et de l'hostilité suscitées parmi le personnel, par la perspective de ces départs. En effet, et à juste titre, puisque les villes qui accueilleront ce personnel sont déjà fortement peuplées, les cheminots ne sont pas assurés de trouver les équipements sociaux (logements, crèches, écoles, lycées, etc.) nécessaires pour eux et leur famille. Rien n'indiquant que des crédits spéciaux sont prévus à cet effet dans les villes précitées. Il serait désireux de savoir: 1° quel intérêt motive le départ de ces services; 2° qui bénéficiera des terrains ainsi libérés par la Société nationale des chemins de fer français dans divers arrondissements de Paris; 3° en quoi consiste l'autonomie de gestion de la Société nationale des chemins de fer français si la direction de l'entreprise ne prend pas elle-même la décision de ces déconcentrations. D'autre part, il n'apparaît pas au demeurant qu'il y ait un intérêt économique ou technique particulier au transfert en province de ces services. Bien au contraire, étant donné qu'il s'agit de services déconcentrés dans des villes déjà saturées. Il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable de voir les services intéressés, dont rien ne justifie le départ en province, regroupés à Paris, dans un immeuble dont l'emplacement pourrait se situer sur les terrains de la Société nationale des chemins de fer français.

9004. — 9 décembre 1969. — **M. Delelis** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le décret n° 68-1238 du 30 décembre 1968 modifiant le décret n° 57-986 du 30 août 1957 établissant le statut particulier des personnels des catégories A de la direction générale des Impôts et celui n° 68-1261 du 31 décembre 1968 relatif à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat ont fixé l'indice maximum de l'inspecteur central de 735 brut (net 525) à 765 brut (net 540) par transformation de la classe exceptionnelle en classe normale accessible à tout agent en activité ayant quatre ans d'ancienneté à l'indice net 525. L'article 16 du décret n° 68-1238 du 30 décembre 1968 a fixé conformément aux dispositions du code des pensions civiles et militaires les assimilations se référant aux nouveaux indices de traitement des retraités et c'est ainsi que l'inspecteur central retraité obtient l'indice brut 765 (net 540) si son ancienneté au 4^e échelon net 525 est de quatre ans et six mois. Il souligne que le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat avait tenu compte pour les retraités des réductions d'échelonnement de carrière et de la limitation des grades anciens, de l'arrêt de l'avancement de grade d'août 1939 à 1943 et du fait que les agents classés service actif prennent leur retraite à cinquante-cinq ans. C'est ainsi que le contrôleur principal des contributions indirectes, le chef de section des P. T. T. à 13.500 francs, traitement annuel maximum de la catégorie, obtient l'indice maximum net 480 de l'échelle indiciaire nouvelle. Lorsque le décret n° 57-986 du 30 août 1957 a fixé de nouveau le statut des personnels de la catégorie A, le décret n° 62-1433 du 27 novembre 1962 a réglé favorablement la situation des retraités. Le contrôleur principal des contributions indirectes, le chef de section des P. T. T. dénommés inspecteurs centraux à l'indice maximum net 460 sont passés à l'indice nouveau maximum 500 net s'ils avaient trois ans et six mois d'ancienneté au maximum de leur indice, ou s'ils avaient trente ans et six mois dans l'ancien cadre principal. Le décret n° 68-1238 du 30 décembre 1968 normalisant la classe exceptionnelle 540 net, s'il permet à quelques retraités ayant une ancienneté de quatre ans et six mois de bénéficier de la mesure, écarte délibérément la presque totalité des inspecteurs centraux qui avaient une ancienneté de trente ans et six mois dans l'ancien cadre principal, soit qu'ils aient exercé leurs fonctions dans le service actif ou dans une branche où les emplois de grade étaient embouteillés et qui depuis 1948 percevaient une pension basée sur l'indice maximum de leur catégorie. Il lui demande s'il n'estime pas logique et raisonnable de reprendre la clause de trente ans et six mois de présence dans le cadre principal pour maintenir une situation qui, tenant compte du raccourcissement de l'échelonnement de carrière actuel, néglige entièrement les conditions anciennes d'avancement des inspecteurs centraux.

9005. — 9 décembre 1969. — **M. Alduy** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que le groupe de travail avait prévu pour les ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées une réduction du temps de travail hebdomadaire de 46 h 30 à 45 heures et de 45 heures à 44 heures ce qui est actuellement la durée hebdomadaire de travail à laquelle sont astreints des A. T. P. de l'Etat qui travaillent sur les mêmes chantiers. Il lui demande dans quels délais il pense faire appliquer les décisions de ce groupe de travail.

9006. — 9 décembre 1969. — **M. Alduy** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les Français restés en Algérie aspirent presque tous à regagner la France. Cependant, ils estiment nécessaire que les clauses des accords d'Evian permettant aux Français d'Algérie de vendre leurs biens situés en Algérie soient respectées, et qu'ils puissent procéder au transfert en France des fonds provenant de ces ventes. La validité de ces clauses des accords d'Evian, qui ont cessé d'être respectées depuis octobre 1963, date de l'interdiction des transferts de fonds, continue d'exister, en sens inverse, puisque les Algériens, résidant en France, ont pu et peuvent, sans obstacle envoyer leurs fonds en Algérie. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour faire respecter les clauses des accords d'Evian, et pour faire restituer aux Français d'Algérie la liberté de transfert de leurs fonds, ce qui allégerait d'autant la charge de l'Etat français en matière d'indemnisation. Il lui indique à cet effet que l'institution du contrôle des changes en France pourrait servir de monnaie d'échange avec les pouvoirs publics algériens en vue d'obtenir la libéralisation de leur attitude, puisque les robustes finances de l'Algérie ouvrent maintenant certaines possibilités, et que par ailleurs ce qui reste du patrimoine français, encore aux mains des Français demeurés en Algérie est peu important : 10 à 15 p. 100, le reste de ce patrimoine ayant été appréhendé par l'Etat algérien sous la formule « biens vacants ».

9007. — 9 décembre 1969. — **M. Alduy** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances**, que les Français restés en Algérie aspirent presque tous à regagner la France. Cependant, ils estiment nécessaire que les clauses des accords d'Evian permettant aux Français

d'Algérie de vendre leurs biens situés en Algérie soient respectées, et qu'ils puissent procéder au transfert en France des fonds provenant de ces ventes. La validité de ces clauses des accords d'Evian, qui ont cessé d'être respectées depuis octobre 1963, date de l'interdiction des transferts de fonds, continue d'exister, en sens inverse, puisque les Algériens résidant en France, ont pu et peuvent, sans obstacle, envoyer leurs fonds en Algérie. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour faire restituer aux Français d'Algérie la liberté de transfert de leurs fonds, ce qui allégerait d'autant la charge de l'Etat français en matière d'indemnisation. Il lui indique à cet effet, que l'institution du contrôle des changes en France pourrait servir de monnaie d'échange avec les pouvoirs publics algériens en vue d'obtenir la libéralisation de leur attitude, puisque les robustes finances de l'Algérie ouvrent maintenant certaines possibilités, et que par ailleurs ce qui reste du patrimoine français, encore aux mains des Français demeurés en Algérie est peu important : 10 à 15 p. 100, le reste de ce patrimoine ayant été appréhendé par l'Etat algérien sous la formule « biens vacants ».

9008. — 9 décembre 1969. — **M. Houret** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de nombreux maîtres recrutés avant 1967 exercent dans des cours complémentaires privés sous contrat, alors qu'ils sont titulaires du baccalauréat et du C. A. P. primaire ; ils viennent de se voir refuser l'accès à la session spéciale du C. A. P. C. E. G. prévue par l'arrêt du 28 août 1969, alors que leurs collègues de l'enseignement public remplissant les mêmes conditions y ont été admis. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre à ces maîtres d'accéder au corps académique des professeurs d'enseignement général des collèges.

9010. — 9 décembre 1969. — **M. Aubert** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'article 5 de l'arrêt du 10 mars 1962 qui prévoit une subvention d'installation pour les rapatriés. Aux termes de cet article, les rapatriés mariés, ayant plus de soixante-cinq ans, pouvaient bénéficier d'une subvention d'installation de 7.500 francs. Celle-ci fut réduite pour les retraités, motif pris qu'ils perçoivent une retraite. Cette disposition paraît regrettable puisque, en fait, s'agissant de personnes ayant plus de soixante-cinq ans, on peut admettre que la majorité d'entre elles sont retraitées et que si elles ne le sont pas, elles ont largement plus de ressources que les précédentes. Un retraité de plus de soixante-cinq ans a d'ailleurs peu de chance d'avoir une activité complémentaire. Il ne saurait donc être question pour lui de pouvoir acquérir une seconde fois dans la vie un mobilier, du linge, des vêtements et, éventuellement, un appartement. En application des dispositions restrictives qui viennent d'être rappelées, un ancien militaire, par exemple, parce qu'il percevait une retraite de capitaine de 800 francs par mois, s'est vu accorder une subvention de 1.600 francs au lieu de 7.500 francs. Sans doute, un plafond de ressources doit-il être fixé, mais le montant d'une retraite, inférieur à 1.000 francs par mois, pour un ménage, ne paraît pas pouvoir être considéré comme suffisant. Il lui demande s'il peut envisager une modification des modalités d'attribution de l'indemnité de réinstallation à l'occasion des réunions de travail qui vont se tenir pour tenter de régler les problèmes des rapatriés.

9011. — 9 décembre 1969. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne lui apparaît pas opportun d'appliquer un abattement forfaitaire sur le revenu brut foncier. L'actuel abattement de 20 p. 100 pour les propriétés rurales (35 p. 100 pour le neuf) et de 25 p. 100 pour les propriétés urbaines (35 p. 100 pour le neuf) est un début. Il lui demande s'il n'y a pas lieu d'aller plus loin et de mettre fin aux déclarations, fastidieuses pour les contribuables, et nécessitant des services des contributions directes, un long et difficile contrôle, parfois cause de regrettables malentendus.

9012. — 9 décembre 1969. — **M. Cassabel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conditions assez fantaisistes selon lesquelles sont attribués des garages aux fonctionnaires logés par nécessité absolue de service dans les lycées et collèges. Certains de ces établissements possèdent en effet des dépendances utilisées comme garages. L'attribution des places est laissée au bon vouloir des chefs d'établissement. En l'absence de tout texte réglementant ces attributions, il arrive que la hiérarchie la plus élémentaire ne soit pas respectée et que des fonctionnaires du cadre B se voient refuser une place au garage alors qu'on en a donné une aux fonctionnaires du cadre C. Certes la circulaire n° VI-6934 du 23 janvier 1969 concernant les concessions de logement ne fait nullement allusion aux garages, mais il n'est pas possible de méconnaître une situation de fait. En conséquence pour que soit mis fin à des injustices navrantes, il lui demande s'il

peut indiquer aux chefs d'établissement que lorsqu'il y a possibilité d'attribuer des garages au personnel logé par nécessité absolue de services, ces attributions doivent être faites dans le strict ordre hiérarchique.

9013. — 9 décembre 1969. — **M. Cassabel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conditions d'inscription sur les listes d'aptitude aux fonctions de direction et d'éducation. Ces conditions ont fait l'objet du décret n° 69494 du 30 mai 1969 qui annule les dispositions précédentes. Il est notamment stipulé que peuvent faire l'objet d'une inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de censeur : 1° les professeurs certifiés ; 2° les surveillants généraux licenciés d'enseignement. Il n'est nullement fait mention des surveillants généraux licenciés libres. Pourtant leur accession au censorat, dans les mêmes conditions que les licenciés d'enseignement, avait été décidée, d'une manière qui semblait définitive, par la circulaire n° V-68-515 du 17 décembre 1968. Cette circulaire précise : « Peuvent présenter leur candidature les surveillants généraux de lycée titulaires d'une licence (quelle que soit la discipline ou nature de cette licence.) La jurisprudence suivie jusqu'alors tendant à limiter les inscriptions aux candidats pourvus d'une licence d'enseignement est donc abandonnée. » Cette circulaire correspond au souci légitime de l'administration de maintenir l'exigence du titre de licencié pour l'accès aux fonctions de direction mais elle offre aussi aux surveillants généraux licenciés libres une légitime possibilité de promotion. Ces mesures sembleraient pouvoir s'appliquer de même aux sous-directeurs de C. E. S. licenciés libres, candidats aux fonctions de principal de C. E. S. Il paraît anormal, voire injuste, que des sous-directeurs licenciés libres concourent avec des bacheliers et ne puissent être inscrits que dans la proportion du 1/9 au moment où par ailleurs la licence en droit, traditionnellement considérée comme libre est assimilée à la licence d'enseignement. En conséquence il lui demande s'il envisage de proroger les dispositions de la circulaire n° V-68-515 du 17 décembre 1968 et de les étendre aux sous-directeurs de C. E. S.

9014. — 9 décembre 1969. — **M. Claude Guichard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, afin de compléter l'effort de simplification qui résulte de la fusion des formalités de l'enregistrement et de la publicité foncière et de l'assujettissement des actes publiés à la seule taxe de publicité foncière, il a paru souhaitable de procéder à l'ajustement du tarif des droits d'enregistrement applicables à certains actes non soumis à publication à la conservation des hypothèques et, en particulier, à ceux qui constatent des opérations portant sur des biens meubles. Il lui demande si le taux de 4,20 p. 100 s'applique à des parts de S. A. R. L. et à des actions de S. A. ou seulement à l'un de ces deux cas.

9015. — 9 décembre 1969. — **M. Claude Guichard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que lorsque, au cours d'une année, un contribuable a réalisé un revenu exceptionnel (tel que plus-value d'un fonds de commerce), et que le montant de ce revenu exceptionnel dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels ce contribuable a été imposé au cours des trois dernières années, l'intéressé peut demander que ce revenu soit réparti, pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sur l'année de sa réalisation et sur les années antérieures non couvertes par la prescription (code général des impôts, article 163). L'échelonnement doit être demandé par le contribuable dans une note jointe à sa déclaration et dans laquelle il indique, avec toutes les justifications utiles, le total des revenus différés ou exceptionnels, leur origine et leur répartition. Cette disposition a pour objet d'éviter que la progressivité de l'impôt n'aboutisse à faire supporter au bénéficiaire de tels revenus une imposition excessive. Elle était sans intérêt dans le cas de réalisation d'une plus-value à long terme, celle-ci étant normalement taxée à un taux uniforme de 10 p. 100. Mais les dispositions de l'article 15 de la loi du 31 juillet 1968 prévoient une majoration de 10, 20 ou 25 p. 100 des cotisations d'impôt sur le revenu suivant que ces cotisations dépassent 5.000, 10.000 ou 20.000 F. Dès lors, l'étalement des plus-values sur une période pluri-annuelle devient un problème plus aigu. Si aucune objection n'est soulevée par les plus-values à court terme réalisées en cours d'exploitation, l'imposition de celles-ci pouvant être échelonnée sur une période de cinq ans, il n'en est pas de même pour les plus-values à court terme réalisées en fin d'exploitation (cession ou cessation), ni pour les plus-values à long terme. C'est pourquoi il lui demande si, contrairement à certaines interprétations administratives et dès lors qu'elles remplissent toutes les conditions exigées par la loi, les personnes physiques ayant réalisé en 1967 des plus-values à court terme en fin d'exploitation ou des plus-values à long terme, ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 163 du code général des impôts pour l'étalement desdites plus-values.

9017. — 9 décembre 1969. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les dispositions relatives au régime d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales imposent aux assurés qui poursuivent l'exercice d'une activité commerciale après avoir obtenu la liquidation de leur retraite, le versement d'une cotisation dite « contribution de solidarité » qui ne leur donne droit à aucun avantage de vieillesse supplémentaire et dont le montant varie suivant l'âge de l'intéressé et les ressources dont il dispose. Il lui demande s'il n'estime pas que cette contribution de solidarité doit être admise dans les charges déductibles pour la détermination du revenu net global, servant de base à l'I. R. P. P. en vertu de l'article L. 142 du code de la sécurité sociale, applicable aux régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions non agricoles en vertu de l'article L. 665 dudit code et s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles aux services de recouvrement des impôts afin que cette déduction soit admise.

9018. — 9 décembre 1969. — **M. Charles Privat** signale à **M. le ministre de l'agriculture** que certaines taxes parafiscales perçues par l'administration des contributions directes au profit de comités interprofessionnels viticoles n'ont pas été augmentées dans la même mesure pour tous les comités. Il ne semble pas y avoir de raison pour que certains vins de qualité se trouvent pénalisés par rapport à d'autres concurrents d'autres régions. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que les sommes versées aux comités interprofessionnels viticoles soient établies sur des bases identiques pour tous les comités.

9019. — 9 décembre 1969. — **M. Charles Privat** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'accroissement des tâches dans les différentes administrations de l'Etat, des départements et des communes a conduit à augmenter largement les effectifs. Une enquête récente de l'I. N. S. E. E. a précisé que depuis 1950 jusqu'à 1967, le pourcentage d'augmentation des personnels à temps complet a atteint 132 p. 100 pour l'éducation nationale, 51 p. 100 pour les P. T. T., 90 p. 100 pour les collectivités locales et seulement 18 p. 100 pour les finances. Or plus de cinq mille emplois supplémentaires avaient été jugés nécessaires en 1967, et ce chiffre sera nettement dépassé lorsque seront connus les résultats de la nouvelle enquête actuellement en cours dans les services du Trésor. Il lui demande donc s'il ne serait pas possible d'envisager, pour résorber ce déficit en personnel, comme cela vient d'être fait par le Gouvernement pour les catégories C et D de la fonction publique, un plan étalé sur plusieurs années, plan qui permettrait, lors de son achèvement, de doter les services du Trésor des moyens nécessaires à l'accomplissement des tâches toujours plus nombreuses qui leur sont confiées.

9020. — 9 décembre 1969. — **M. Pierre Villon** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** quelles mesures il compte prendre afin que la décision gouvernementale de réduire de un mois le service militaire du contingent soit appliquée aux soldats stationnés sur les territoires d'outre-mer.

9021. — 9 décembre 1969. — **M. Durloux** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'une femme qui, devenue veuve alors que son mari avait cotisé pendant vingt ans à la sécurité sociale, a dû travailler elle-même pour pouvoir élever ses enfants et de ce fait a été affiliée pendant dix années à cet organisme. Il lui précise que l'intéressée, âgée aujourd'hui de plus de soixante-cinq ans, ne perçoit qu'une pension de retraite partielle et lui demande si, en considération du fait que les cotisations de la sécurité sociale ont été versées d'abord sur le fond du ménage puis sur le salaire de la femme seule, la législation en la matière ne devrait pas être modifiée afin que cette veuve puisse percevoir une retraite correspondant à trente années de versement.

9026. — 9 décembre 1969. — **M. Herman** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le problème suivant : l'article 239 bis B du code général des impôts (art. II modifié de la loi de finances rectificative n° 63-628 du 2 juillet 1963) prévoit, pour les sociétés commerciales dissoutes la possibilité d'obtenir le bénéfice de la « liquidation agréée » moyennant le paiement d'un impôt forfaitaire de 15 p. 100 sur les plus-values et réserves et l'engagement, par le liquidateur de la société, d'employer pendant cinq ans le produit de la liquidation dans des investissements spécialement prévus. Par ces investissements figure l'achat de valeurs mobilières françaises cotées en Bourse. Dans ce dernier cas, il semblerait que la bonne gestion de ce portefeuille de valeurs mobilières impliquerait la possibilité de procéder, en cas de nécessité, à des arbitrages entre valeurs françaises, les perspectives et la rentabilité des sociétés étant susceptibles de varier sensiblement dans le courant des cinq années que comporte l'engagement. Or, l'admi-

nistration applique de façon très restrictive le texte en question et n'autorise aucun arbitrage de quelque sorte que ce soit sur les valeurs mises en portefeuille ; ces dernières sont considérées comme achetées et bloquées en leur état pendant cinq ans. Cette interprétation paraît peu conforme aux intérêts des associés des sociétés ayant obtenu la liquidation agréée. Elle n'est pas davantage conforme aux intérêts des investissements en France puisque ces derniers ne pourraient, selon l'administration, se reporter d'un investissement devenu médiocre ou douteux à un investissement jugé meilleur et donc susceptible de profiter davantage à la collectivité nationale. En conséquence il lui demande s'il peut lui donner des précisions sur la position de son administration en cette matière.

9027. — 9 décembre 1969. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la réponse du 14 juin 1969 de son prédécesseur à la question écrite n° 5692, qu'il avait posée le 30 avril 1969, en ce qui concerne les conséquences du décret n° 65-742 du 2 septembre 1965 relatif à l'assurance vieillesse des rapatriés d'Algérie ainsi que l'éventualité d'une réouverture des délais de validation. Dans ladite réponse il est indiqué que la question de la réouverture du délai fixé par l'article 3 du décret précité pour le dépôt des demandes de validation des périodes de salariat en Algérie postérieures au 1^{er} avril 1933 et antérieures à la date d'affiliation au régime général algérien, dont la validation auprès de ce régime n'a pas été effectuée, était à l'étude. Il lui demande si cette étude est terminée et quelles sont les mesures envisagées pour remédier à la rigueur des délais en vigueur.

9028. — 9 décembre 1969. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** attire l'attention de **M. le ministre du développement industriel et scientifique** sur la situation très difficile des concessionnaires et vendeurs d'automobiles à la suite des décisions prises par le Gouvernement dans le cadre du plan général de redressement financier. Cette situation est due à la mévente actuelle des automobiles neuves et d'occasion, voulue par les pouvoirs publics, et à l'accroissement des stocks qui en résulte et qui entraîne pour cette profession des problèmes financiers impossibles à résoudre en raison des restrictions de crédit. C'est pourquoi elle lui demande s'il peut lui préciser : 1° à court terme, quelles mesures il compte prendre, notamment sous l'aspect de facilités de crédit qui pourraient être contrôlées en faveur de cette catégorie de commerçants ; 2° à long terme, comment il envisage l'avenir de la distribution automobile, aujourd'hui gravement menacée ; 3° si les résultats obtenus dans les ventes réelles d'automobiles à l'étranger compensent vraiment le déclin du marché intérieur français, tel qu'il ressort des conclusions et des inquiétudes des vendeurs d'automobiles.

9029. — 9 décembre 1969. — **M. Jean-Pierre Roux** attire l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)**, sur un problème concernant la rémunération des fonctionnaires de l'administration des finances, à Cavaillon (84). En effet, bien que cette ville compte près de 20.000 habitants, l'abattement de zone applicable aux agents de l'administration précitée y travaillant est très élevé. Cet abattement est d'ailleurs identique à celui qui frappe les plus petites communes de France. Son taux atteint 6 p. 100 et l'indemnité de résidence des fonctionnaires concernés se trouve réduite d'autant. Ainsi une inégalité flagrante peut être constatée si l'on compare les taux de l'abattement de zone à Cavaillon (6 p. 100) et à Avignon (2 p. 100). Les conditions de vie dans ces deux villes sont pourtant identiques. Il est normal que les agents de Cavaillon s'estiment lésés par rapport à leurs collègues d'Avignon. C'est pourquoi il lui demande s'il ne lui est pas possible d'envisager de remédier à cette injuste discrimination.

9030. — 9 décembre 1969. — **M. Tondut** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation extrêmement regrettable dans laquelle risquent de se trouver les enfants du département du Gard fréquentant aussi bien les écoles publiques que privées conventionnées et qui utilisent habituellement les services de ramassage scolaire. Le conseil général de ce département vient en effet d'être averti que l'Etat qui payait, jusqu'en 1968, 65 p. 100 des dépenses de ramassage se trouvait devant un déficit de 82.000 francs pour 1969 et un déficit prévisible de 500.000 francs pour 1970. Il est envisagé de demander au conseil général de décider, soit de payer sur le budget départemental une somme égale, soit de prélever sur les fonds scolaires Barangé la somme correspondante, c'est-à-dire d'amputer d'un million 160.000 francs les programmes départementaux de constructions scolaires nouvelles, que le département subventionne à raison de 50 p. 100. Sans doute

l'Etat ne s'était-il engagé à payer qu'au maximum 65 p. 100 de la dépense de ramassage, mais il est regrettable que l'effort d'équipement scolaire du département qui consent en outre à retirer sur ses fonds propres des charges importantes soit ralenti dans cette proportion. C'est pourquoi il lui demande s'il n'envisage pas de prendre les dispositions nécessaires afin que soient attribués au département du Gard les crédits permettant à l'Etat de prendre la part maximum de cette dépense.

9031. — 9 décembre 1969. — **M. Ruais** demande à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** : 1° pour quelle raison les travailleurs qui ont versé plus de 120 trimestres de cotisations à la sécurité sociale, perçoivent une retraite égale à ceux qui n'ont versé que durant 120 trimestres ; 2° pourquoi les retraites sont liquidées à partir du premier jour du mois suivant celui de la naissance et pourquoi les intéressés ne perçoivent aucune allocation pour la fraction du mois de leur naissance, qui suit leurs soixante-cinq ans ; 3° s'il est possible de revenir à des règles plus équitables.

9032. — 9 décembre 1969. — **M. Le Theule** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un nu-propriétaire habitant un immeuble pour lequel il paie un loyer à son usufruitier qui, tenu par le code civil à effectuer des grosses réparations, fait à ses frais un ravalement dudit immeuble, est autorisé à porter sur sa déclaration de revenus, paragraphe IV, cadre 1 B, le montant desdits frais, dans la limite de la législation fiscale en la matière.

9033. — 9 décembre 1969. — **M. Lebas** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il a eu connaissance d'une note émanant de l'administration d'un lycée qui réclame aux élèves de cet établissement le versement des sommes suivantes : carnet de correspondance et carte d'identité scolaire : 2,50 francs ; contrôle médical : 3 francs ; cotisation foyer socio-éducatif - bibliothèque : 2 francs ; cotisation de l'association sportive : 2,50 francs ; œuvres d'intérêt public autorisées par l'éducation nationale : 1 franc. Le total pour les élèves non boursiers est de 11 francs. Il est ramené à 8 francs pour les élèves boursiers. Dans la même ville, l'administration d'un C. E. T. réclame dans des conditions analogues à ses élèves : 2,50 francs pour le carnet de correspondance et la carte d'identité scolaire ; 2 francs pour le foyer socio-éducatif et la bibliothèque ; 2,50 francs pour l'association sportive ; 1 franc pour les œuvres d'intérêt public. Le contrôle médical est gratuit et le total de la somme ainsi réclamée est de 8 francs pour les élèves non boursiers et de 3,50 francs pour les élèves boursiers. Il s'étonne que, malgré la gratuité de l'enseignement secondaire, les élèves des établissements du second degré soient invités à effectuer ces versements. Il ne comprend d'ailleurs pas les raisons pour lesquelles, suivant qu'il s'agit d'un type d'établissement ou d'un autre, les sommes réclamées sont différentes. Il souhaiterait en particulier savoir pourquoi le contrôle médical est gratuit dans les C. E. T. et ne l'est pas dans les lycées et pourquoi les élèves doivent verser une cotisation pour l'association sportive, même s'ils ne sont pas inscrits à celle-ci. Il lui demande s'il peut lui expliquer les raisons qui justifient le paiement de ces frais et les différences ci-dessus exposées.

9034. — 9 décembre 1969. — **M. Lebas** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur prévue par l'article 121 V de l'annexe 4 du code général des impôts ne s'applique aux ambulances que dans la mesure où celles-ci sont considérées comme des véhicules spéciaux. A partir du moment où leur aménagement intérieur est modifié par suppression des brancards, elles ne peuvent plus être considérées comme des véhicules spéciaux. Si leurs propriétaires, à l'occasion de vacances ou pendant les week-end, utilisent ces ambulances pour transporter les membres de leur famille, ils se trouvent donc en infraction. Pour éviter de commettre cette infraction, ils peuvent utiliser ces véhicules avec les membres de leur famille pour la promenade, mais en laissant l'aménagement intérieur, et particulièrement les brancards. Il est regrettable que les intéressés soient obligés de conserver cet équipement pour circuler très exceptionnellement avec leur famille sans être en défaut. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, en accord avec son collègue **M. le ministre de l'intérieur**, de donner des instructions afin que les ambulances qui sont exonérées de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur puissent exceptionnellement être utilisées par leurs propriétaires pour des usages à caractère familial.

9035. — 9 décembre 1969. — **M. Fraudeau** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est exact qu'une certaine de personnes travaillant à l'Institut de physique nucléaire et de l'accélérateur linéaire de la faculté des sciences de Paris-Orsay, antérieurement rémunérés sur crédits de fonctionnement, ont vu leurs salaires diminuer, depuis leur intégration, sur postes budgétaires de l'enseignement supérieur le 1^{er} janvier 1969. Dans l'affirmative, il souhaiterait savoir quelles mesures il envisage de prendre pour que les nominations des intéressés, à titre de contractuels, ne se traduisent pas par une diminution de leurs rémunérations.

REponses DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Fonction publique et réformes administratives.

7513. — **M. Barberot** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** que la réponse donnée à la question écrite n° 5976 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 26 juillet 1969, p. 1923), n'apporte pas toutes les précisions désirables en ce qui concerne les réparations des préjudices de carrière subis par les fonctionnaires des anciens cadres tunisiens et marocains. Il appelle tout d'abord son attention sur le sort des agents non titulaires et ouvriers, antérieurement en service en Tunisie, qui ont été intégrés au sein des divers départements ministériels métropolitains et qui sont actuellement des fonctionnaires, des agents ou des ouvriers émergeant au budget de l'Etat. L'ordonnance du 15 juin 1945 a été pleinement appliquée à ces personnels en métropole. Il serait inadmissible que ceux qui, avant l'intégration, servaient la France de l'autre côté de la Méditerranée se trouvent écartés des dispositions de cette ordonnance. Il n'est pas question ici des agents permanents des sociétés concessionnaires, des offices ou des établissements publics, qui ont été reclassés en métropole dans le cadre de conventions ou d'arrangements conclus avec les établissements publics, les sociétés nationales ou les collectivités publiques. Il s'agit des ouvriers et temporaires anciennement en service dans l'administration qui, n'ayant pas la qualité de titulaire, n'étaient pas affiliés à la société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens, ou qui versaient des cotisations à cette société en qualité d'ouvriers. A ces agents et ouvriers doivent s'appliquer les dispositions de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959. D'autre part, en ce qui concerne les anciens fonctionnaires des cadres marocains, il convient d'observer que les dahirs des 19 janvier 1946 et 12 avril 1954, intervenus après la date de publication de l'ordonnance du 15 juin 1945, ont été insuffisants pour permettre aux anciens combattants et victimes de guerre, en service dans l'administration marocaine, de bénéficier des mêmes avantages que leurs collègues de la métropole. Jusqu'à la date de l'indépendance, tant au Maroc qu'en Tunisie, il n'y a pas eu application équitable, au profit des personnels français en fonctions dans les cadres des deux protectorats, des législations concernant les anciens combattants, résistants et victimes de guerre — ce qui pour des raisons qui tiennent à la situation politique existant à l'époque dans les deux pays. C'est pourquoi est intervenue l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 au profit des fonctionnaires et agents civils et militaires en service en Tunisie. Le bénéfice d'avantages analogues doit être accordé aux personnes qui ont été en service au Maroc et n'ont pu en bénéficier. Un texte a été préparé, à cet effet, en 1959. Il est indispensable qu'il soit publié, selon les promesses faites par M. le ministre des affaires étrangères de l'époque à plusieurs parlementaires. Ces deux problèmes exposés ci-dessus, et un certain nombre d'autres intéressant les fonctionnaires et agents du Maroc et de la Tunisie, devaient être examinés par un groupe de travail comportant des représentants des divers ministères intéressés et de l'A. F. A. N. O. M. Il lui demande à quel moment il envisage de réunir ce groupe de travail, dont la constitution a été promise depuis plus d'un an, et qui est seul susceptible de régler maintenant les problèmes douloureux encore en suspens, concernant des personnels envers lesquels il est certain que la Nation se doit de ne pas faire preuve d'ingratitude. (*Question du 27 septembre 1969.*)

Réponse. — 1° Les anciens ouvriers et agents temporaires des administrations tunisiennes sont effectivement hors du champ d'application de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 qui ne concerne, comme précisé en son article 1^{er}, que les personnes appartenant aux cadres tunisiens à la date d'intervention de la loi n° 55-1086 du 7 août 1955 et intégrés dans les cadres métropolitains en application de cette loi. En tant qu'agents non titulaires des administrations tunisiennes, les intéressés ont bénéficié en application des dispositions de l'article 4-b) de la loi du 7 août

1955, et des articles 18 et 20 du décret n° 55-1412 du 19 octobre 1955, d'une priorité de recrutement dans les services publics français en Tunisie, ou d'une mise à la disposition du Centre d'orientation et de réemploi dépendant du ministère du travail et de la sécurité sociale en vue de leur reclassement éventuel dans les conditions fixées par les décrets n° 48-1600 du 13 octobre 1948 et n° 51-862 du 7 juillet 1951. Lors des études entreprises en 1958 et notamment à l'occasion de la discussion du projet d'ordonnance devant le Conseil d'Etat le 26 décembre 1958, il était apparu impossible au Gouvernement de faire purement et simplement application à ces personnels des dispositions de ladite ordonnance compte tenu d'un contexte juridique et administratif qui présentait de notables différences par rapport à la situation en métropole. Pour ces motifs, il ne peut être envisagé de remettre en cause les décisions prises en leur temps et notamment d'inclure dans le champ d'application de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 les anciens ouvriers et agents temporaires des administrations tunisiennes. 2° Lors de l'élaboration de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 des études avaient été entreprises pour déterminer s'il était justifié d'en étendre l'application aux fonctionnaires des cadres marocains. Mais cette possibilité avait été écartée car il avait été constaté que contrairement à leurs collègues de Tunisie, ces agents avaient eu, sur le plan local, toutes les possibilités de faire réparer les préjudices de carrière qu'ils avaient subis du fait des textes d'exception. 3° Pour les motifs qui avaient déjà justifié les dispositions particulières de l'ordonnance du 7 janvier 1959 et après un nouvel examen par les ministères compétents des problèmes en suspens, il n'a pas paru possible de modifier les dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les anciens fonctionnaires français de Tunisie. Il est toutefois envisagé d'organiser un concours spécial d'accès au cadre des attachés d'administration centrale au profit des secrétaires d'administration en provenance des cadres tunisiens qui, par suite de leur reclassement tardif dans les cadres de la fonction publique métropolitaine, en application de l'ordonnance du 7 janvier 1959, n'avaient pu faire acte de candidature aux concours ouverts en 1960 et 1961.

8268. — **M. Madrelle** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives)** le cas d'un rapatrié d'Afrique du Nord, retraité du service des eaux de la ville d'Alger, titulaire d'une pension frappée d'une pénalité de six annuités de par les règles en vigueur en Algérie au 3 juillet 1962. Français à part entière comme tous les autres, il est évident que la situation discriminatoire dans laquelle se trouve l'intéressé est injuste. Il lui demande s'il n'estime pas urgent et légitime de faire bénéficier l'intéressé et tous ses semblables des dispositions de la loi du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite et ayant supprimé l'abattement du sixième pour les services sédentaires. (*Question du 29 octobre 1969.*)

Réponse. — Les personnels des administrations d'Algérie appartenaient à des cadres distincts de ceux de la métropole et relevaient, en matière de pension, non pas du code des pensions civiles et militaires de retraite, mais des caisses locales algériennes qui leur ont concédé, en application de leurs règlements, des pensions obéissant à la réglementation propre applicable aux intéressés. Or, ce droit à pension d'un fonctionnaire ou d'un agent est déterminé uniquement par la législation ou les dispositions qui lui étaient applicables au moment de son admission à la retraite. Par voie de conséquence, la garantie dont bénéficie l'intéressé ne porte que sur les pensions telles qu'elles ont été concédées par la réglementation algérienne en vigueur au 3 juillet 1962.

DEFENSE NATIONALE

7801. — **M. Boscher** exprime à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** son étonnement devant une opération singulièrement coûteuse et apparemment injustifiée engagée par son ministère à l'occasion d'un projet de regroupement des services du S. I. A. R. à la caserne Bessières, à Paris. Cette opération s'analyse ainsi : 1° transfert des deux circonscriptions Air situées à Paris 4, avenue de la Porte-d'Issy ; 2° démolition d'un bâtiment à la caserne Bessières ; 3° reconstruction, pour un prix estimé à 1.200.000 francs, d'un bâtiment dit Mecanoel ; 4° déménagement et réinstallation, acquisition de mobilier, le tout chiffrable à 500.000 francs, soit une dépense totale de l'ordre de 2 millions de francs. Cette dépense paraît d'autant plus injustifiée qu'il semble que ce transfert ne serait que provisoire, l'emplacement de la caserne Bessières devant être cédé sous peu d'années au ministère de l'éducation nationale. D'autre part, depuis près d'un an, un des services installés dans le bâtiment de l'avenue de la Porte-d'Issy a été transféré à la caserne Bessières sans qu'aucune nouvelle affectation n'ait été donnée aux locaux ainsi libérés. Il lui demande, au moment où une politique de stricte économie est recommandée par le Gouvernement, quelles mesures il compte

prendre pour mettre fin à ces projets dispendieux et superflus. (Question du 8 octobre 1969.)

Réponse. — L'opération de regroupement des services du S. I. A. R. à la caserne Bessières est conforme à la politique poursuivie par le ministère d'Etat chargé de la défense nationale et dictée par la nécessité de procéder à des mises en place rationnelles des échelons centraux. Ce mouvement a été décidé avec le souci de regrouper des services dispersés dans Paris et d'améliorer leur fonctionnement. En ce qui concerne la démolition d'un bâtiment à la caserne Bessières, il s'agit en fait de deux hangars métalliques vétustes et en très mauvais état. Les travaux de démolition ont été exécutés par main-d'œuvre militaire et n'ont pas fait l'objet d'un marché. Les dépenses totales occasionnées par cette opération sont de beaucoup inférieures à celles dont fait état l'honorable parlementaire puisqu'elles s'élèvent à environ 650.000 francs. Enfin, les bureaux libérés à la cité de l'Air par la circonscription Armes navales, le 15 décembre 1968, ont été occupés fin juin 1969 par la direction technique des constructions aéronautiques. Il n'existe par ailleurs aucun projet de cession de la caserne Bessières au ministère de l'éducation nationale.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

7346. — M. Griotteray demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, compte tenu du fait que le secrétariat d'Etat à l'information, lorsqu'il existait, s'est toujours déclaré incompétent pour répondre aux questions du rapporteur spécial de la commission des finances relatives aux dépenses d'information des différents départements ministériels, quelle est la politique d'information menée par son département. Il souhaiterait savoir : 1° comment s'insère cette activité dans la structure du ministère, le personnel qui lui est consacré et sa qualification, les moyens matériels employés, les méthodes retenues, le nombre, le tirage, les destinataires et la définition des publications éditées, les services demandés à l'O. R. T. F. et le montant global des crédits affectés à cette action ; 2° d'autres orientations et d'autres méthodes sont-elles souhaitables et possibles. (Question du 13 septembre 1969.)

Réponse. — Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, indique à l'honorable parlementaire que le service de l'information de son ministère est dirigé par un chargé de mission et donc directement rattaché à son cabinet. Ce service diffuse dans la presse écrite, parlée et télévisée de métropole et d'outre-mer les informations concernant l'activité du ministère et la vie des départements et territoires d'outre-mer. Il répond, en outre, aux nombreuses demandes de renseignements et de documentation qui sont adressées au ministère. A titre d'exemple, chaque année le service fait imprimer 3.000 fiches brèves et distribue des dépliants touristiques fournis par les compagnies d'aviation et les offices du tourisme locaux ainsi que des revues diverses consacrées à la vie économique, sociale ou culturelle des départements et territoires d'outre-mer. Le service d'information achète aussi chaque année de 800 à 1.000 exemplaires des numéros qu'en particulier *La Revue française* et *Horizons du Monde* (Socipress) consacrent à l'un ou l'autre des départements et territoires de l'outre-mer français, ainsi que des tirages à part d'articles consacrés à l'outre-mer dans des revues luxueuses. Ceci permet de donner une documentation plus complète aux personnes venant s'informer sur des problèmes particuliers : étudiants, professeurs, personnes désirant travailler ou investir outre-mer, en particulier dans le domaine touristique. Une liaison étroite est assurée avec les services de l'O. R. T. F. (délégation aux stations régionales et journalistes spécialisés) qui élaborent et diffusent vers l'outre-mer des émissions quotidiennes. Le service de l'information organise également chaque année la participation du ministère des départements et territoires d'outre-mer à plusieurs foires, salons ou expositions tenus en France ou à l'étranger. Cette participation consiste en la présence d'un pavillon axé plus particulièrement sur le développement du tourisme outre-mer. Pour assurer l'ensemble de ces activités, le service de presse utilise les services de cinq personnes, dont deux à temps partiel. Parmi les projets qui sont envisagés figurent notamment la création d'une revue éditée par le ministère ainsi que l'organisation d'un hall d'accueil et de documentation dans le cadre même du ministère, 27, rue Oudinot. Mais les récentes compressions budgétaires rendent actuellement impossible la réalisation de ces projets.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

7884. — M. Morellon expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique que la décision prise par l'Etat de procéder à la modernisation des houillères de France entraîne la reconversion obligatoire d'une partie du personnel employé dans les mines ; il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable de donner aux anciens mineurs la possibilité d'occuper en priorité certains emplois qui leur seraient réservés dans les services publics ou semi-publics (les ponts et chaussées, l'E. D. F.-G. D. F., etc.) où leurs compétences techniques les qualifient tout particulièrement pour remplir certaines fonctions. (Question du 10 octobre 1969.)

Réponse. — L'éventualité de l'accession à des emplois dans la fonction publique ou dans des entreprises du secteur public ou semi-public d'anciens mineurs touchés par les réductions d'effectifs liées à l'adaptation de la production des houillères de bassin, n'a pas manqué de retenir déjà l'attention du ministère du développement industriel et scientifique. L'étude de cette question est actuellement en cours mais la complexité des problèmes posés ne permet pas de préjuger les diverses solutions qui pourraient être retenues.

ECONOMIE ET FINANCES

1890. — M. Denvers appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le sort fiscal particulièrement défavorisé des vieillards titulaires de pensions versées par le régime de l'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales issu de la loi du 17 janvier 1948, pensions non soumises au versement forfaitaire de 3 p. 100 prévu à l'article 231 du code général des impôts. Il lui soumet le cas d'un couple de vieillards âgés l'un et l'autre de plus de soixante-quinze ans, malades, jusqu'alors non bénéficiaires de la législation de protection sociale et dont les seules et uniques ressources furent, pour l'année 1967, constituées par 9.780 francs d'arrérages de retraite servis par le susdit régime et qui se voient réclamer 503,50 F d'impôt dit sur le revenu des personnes physiques. L'imposition fiscale de toute évidence prive des vieillards d'une partie de leurs indispensables moyens d'existence. Par le simple fait que la caisse de retraite débitrice des arrérages n'a versé au Trésor qu'une somme de 293,40 F au titre de l'impôt forfaitaire (3 p. 100 sur 9.780 F) ces vieillards par voie de conséquences se trouvent ipso facto privés du bénéfice de la réduction d'impôt afférente aux pensions et cela conduit à des conséquences fiscales dont le caractère abusif est flagrant. Il lui demande s'il n'envisage pas d'humaniser sur ce point, de toute urgence et rétroactivement la loi fiscale qui ajoute à la gêne partagée des vieillards concernés alors que pourtant le versement forfaitaire de 3 p. 100 constitue un élément de fait absolument étranger à la volonté des bénéficiaires des pensions considérées. (Question du 24 octobre 1969.)

Réponse. — Il semble résulter des indications fournies par l'honorable parlementaire que la caisse de retraite visée dans la question ne verse pas la taxe sur les salaires car, dans le cas contraire, le contribuable titulaire de la pension aurait bénéficié de la réduction d'impôt de 5 p. 100 prévue à l'article 198 du code général des impôts et devrait être exonéré, en conséquence, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au titre de l'année 1967. En effet, cette réduction d'impôt n'est pratiquée qu'à l'égard des pensions qui donnent lieu au versement de la taxe sur les salaires. Certes toutes les caisses peuvent être autorisées à effectuer ce versement si une option de cette nature est conforme à l'intérêt de leurs adhérents, mais très souvent, elles s'abstiennent d'exercer cette option afin de pouvoir majorer à due concurrence le montant des pensions versées par elles. Les pensionnés relevant de ces caisses ne se trouvent donc pas obligatoirement défavorisés par rapport aux retraités qui reçoivent leurs pensions de caisses autorisées à verser la taxe sur les salaires. Dans ces conditions, une mesure de la nature de celle qui est suggérée ne peut être envisagée.

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

2^e Séance du Mardi 9 Décembre 1969

SCRUTIN (N° 82)

Sur l'amendement n° 34 de Mme Prin tendant à supprimer l'article 22 du projet de loi (n° 904) de finances rectificative pour 1969. (Reclosettement des fonctionnaires des postes et télécommunications déplacés.)

Nombre des votants.....	479
Nombre des suffrages exprimés.....	479
Majorité absolue.....	240
Pour l'adoption.....	95
Contre	384

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.	Dupuy.	Mollet (Guy).
Alduy.	Duraifour (Paul).	Montalat.
Andrieux.	Duroméa.	Musmeaux.
Ballanger (Robert).	Fabre (Robert).	Niès.
Barbet (Raymond).	Fajon.	Notebart.
Barel (Virgile).	Faure (Gilbert).	Odru.
Bayou (Raoul).	Faure (Maurice).	Péronnet.
Benoist.	Favre (Jean).	Peugnet.
Berthelot.	Feix (Léon).	Philibert.
Berthouin.	Fiévez.	Pic.
Billères.	Gaillard (Félix).	Planeix.
Billoux.	Garcin.	Mme Prin.
Boulay.	Gaudin.	Privat (Charles).
Bouloche.	Gernez.	Ramette.
Brettes.	Gosnat.	Regaudie.
Brugnon.	Grussenmeyer.	Rieubon.
Bustin.	Guille.	Rocard (Michel).
Carpentier.	Houël.	Rochet (Waldeck).
Cermolacce.	Lacavé.	Roger.
Chandernagor.	Lagorce (Pierre).	Roucaute.
Chazelle.	Lamps.	Saint-Paul.
Mme Chonavel.	Larue (Tony).	Sauzède.
Dardé.	Lavielle.	Schloesing.
Darras.	Lebon.	Souchal.
Defferre.	Lejeune (Max).	Spénaie.
Deléris.	Leroy.	Mme Vaillant-
Delong (Jacques).	L'Huillier (Waldeck).	Couturier.
Delorme.	Longequeue.	Vals (Francis).
Denvers.	Madrelle.	Védrines.
Didier (Emile).	Masse (Jean).	Ver (Antonin).
Ducoloné.	Massot.	Vignaux.
Ducos.	Mitterrand.	Villon (Pierre).
Dumortier.		

Ont voté contre (1) :

MM.	Beauguitte (André).	Boisé (Raymond).
Abdoulkader Moussa	Bécam.	Boio.
Ali.	Bégué.	Bonhomme.
Abelin.	Bélocour.	Bonnel (Pierre).
Achille-Fould.	Bénard (Mario).	Bonnet (Christian).
Allières (d').	Bennetot (de).	Bordage.
Alloncle.	Bérand.	Borocco.
Ansquer.	Beraud.	Boscary-Monsservin.
Arnaud (Henri).	Berger.	Boscher.
Arnould.	Bernasconi.	Bouchacourt.
Aubert.	Beucler.	Boudet.
Aymar.	Beylot.	Bourdellès.
Mme Aymé de la	Bichat.	Bourgeois (Georges).
Chevrelière.	Bignon (Albert).	Bourgoin.
Barberot.	Bignon (Charles).	Bousquet.
Barrot (Jacques).	Billotte.	Boutard.
Bas (Pierre).	Bisnon.	Boyer.
Baudis.	Bizet.	Bozzi.
Baudouin.	Blary.	Bressoller.
Bayle.	Boinvilliers.	Brial.

Bricout.	Durieux.
Briot.	Dusseaux.
Brocard.	Duval.
Brogie (de).	Ehm (Albert).
Brugerolle.	Fagot.
Buffet.	Falala.
Buot.	Faure (Edgar).
Buron (Pierre).	Feit (René).
Caill (Antoine).	Feuillard.
Caillaud (Georges).	Flornoy.
Caillaud (Paul).	Fontaine.
Caille (René).	Fortuit.
Caldaguès.	Fossé.
Calméjane.	Fouchet.
Capelle.	Fouchier.
Carrier.	Foyer.
Carter.	Fraudeau.
Cassabel.	Frys.
Catalifaud.	Gardeil.
Catry.	Garets (des).
Cattin-Bazin.	Gastines (de).
Cazenave.	Georges.
Cerneau.	Gerbaud.
Chabrat.	Gerbet.
Chamant.	Germain.
Chambon.	Giacomi.
Chambrun (de).	Giscard d'Estaing
Chapalain.	(Olivier).
Charbonnel.	Gissingier.
Charié.	Glon.
Charles (Arthur).	Godefroy.
Charret (Edouard).	Godon.
Chassagne (Jean).	Gorse.
Chaumont.	Grailly (de).
Chauvet.	Grandsart.
Chazalon.	Granet.
Chedru.	Grimaud.
Claudius-Petit.	Griolteray.
Clavel.	Grondeau.
Cointat.	Guichard (Claude).
Colibeau.	Guillermain.
Collette.	Hablé-Deloncle.
Collière.	Halbout.
Commenay.	Haigouët (du).
Comte (Arthur).	Hamelin (Jean).
Cormier.	Hauret.
Cornet (Pierre).	Mme Hauteclocque
Cornette (Maurice).	(de).
Corréze.	Hébert.
Couderc.	Helène.
Coumaros.	Herman.
Cousté.	Hersant.
Couveinhes.	Herzog.
Cressard.	Hinsberger.
Dametle.	Hoffer.
Danel.	Hoguet.
Danilo.	Hunault.
Dassault.	Icart.
Dassié.	Ihuel.
Degrave.	Jacquet (Marc).
Dehen.	Jacquet (Michel).
Delachenal.	Jacquinet.
Delahaye.	Jacson.
Delatre.	Jalu.
Delhalle.	Jamot (Michel).
Deliaune.	Janot (Pierre).
Delmas (Louis-Alexis).	Jarrot.
Denlau (Xavier).	Jenn.
Denis (Bertrand).	Joanne.
Deprez.	Jouffroy.
Destremau.	Joxe.
Dijoud.	Julia.
Domnati.	Kédinger.
Donnadieu.	Krieg.
Douzens.	Labbé.
Dronne.	Lacagne.
Duboscq.	La Combe.
Duray.	Lainé.
Dumas.	Lassourd.
Dupont-Fauville.	Laudrin.
Duraifour (Michel).	Lavergne.

Lebas.
Le Bault de la Mori-
nière.
Lecat.
Le Douarec.
Lehn.
Lelong (Pierre).
Lemaire.
Lepage.
Leroy-Beaulieu.
Le Tac.
Le Theule.
Liogier.
Lucas.
Luciani.
Macquet.
Magaud.
Mainguy.
Malène (de la).
Marcenet.
Marcus.
Marette.
Marie.
Marquet (Michel).
Martin (Claude).
Martin (Hubert).
Massoubre.
Mathieu.
Mauger.
Maujoui du Gasset.
Mazeaud.
Médecin.
Menu.
Mercier.
Messmer.
Meunier.
Mlossec.
Mirlin.
Missoffe.
Modiano.
Mohamed (Ahmed).
Montesquieu (de).
Morellon.
Morison.
Moron.
Moulin (Arthur).
Mourot.
Murat.
Narquin.
Nass.
Nessler.
Newirth.
Offroy.
Ollivro.
Ornano (d').
Palewski (Jean-Paul).
Papon.
Paquet.
Pasqua.
Pelzerat.
Perrot.
Petit (Camille).
Petit (Jean-Claude).
Peyrefitte.
Peyret.
Pianta.
Pldjot.
Pierrebouurg (de).
Plantier.
Mme Ploux.
Poirier.
Poncelet.
Poniatowski.
Poudevigne.
Poujade (Robert).
Poupiquet (de).
Pouyade (Pierre).
Préaumont (de).
Quantier (René).
Rabourdin.
Rabreau.

Radius.
Raynal.
Renouard.
Réthoré.
Ribadeau Dumas.
Ribes.
Rivière (René).
Richard (Jacques).
Richard (Lucien).
Richoux.
Rickert.
Ritter.
Rivain.
Rives-Henrys.
Rivière (Joseph).
Rivière (Paul).
Rivierez.
Robert.
Rocca Serra (de).
Rochet (Hubert).
Rolland.
Rossi.
Roux (Claude).
Roux (Jean-Pierre).
Rouxel.
Royer.
Ruais.
Sabatier.
Sablé.
Saïd Ibrahim.

Sallé (Louis).
Sallenave.
Sanford.
Sangleret.
Sanguinetti.
Santoni.
Sarnez (de).
Schnebelen.
Schvartz.
Sers.
Sibeud.
Solsson.
Sourdille.
Sprauer.
Stasi.
Stehlin.
Stirn.
Sudreau.
Talttinger (Jean).
Terrenoire (Alain).
Terrenoire (Louis).
Thillard.
Thoraillet.
Tibéri.
Tissandier.
Tisserand.
Tomasini.
Tondut.
Torre.
Toutain.

Trémeau.
Triboulet.
Tricon.
Mme Troisier.
Valenet.
Valleix.
Vallon (Louis).
Vancelster.
Vandelanoitte.
Vendroux (Jacques).
Vendroux (Jacques-Philippe).
Verkindère.
Vernaudon.
Verpillière (de la).
Vertadier.
Vlitter.
Vittou (de).
Voilquin.
Voisin (Alban).
Voisin (André-Georges).
Volumard.
Wagner.
Weber.
Weinman.
Westphal.
Ziller.
Zimmermann.

Dumortier.
Dupuy.
Duraffour (Paul).
Duroméa.
Fabre (Robert).
Fajon.
Faure (Gilbert).
Faure (Maurice).
Feix (Léon).
Flévez.
Gaillard (Félix).
Garcin.
Gaudin.
Gernez.
Gosnat.
Guille.
Houël.
Lacavé.
Lagorce (Pierre).
Lamps.
Larue (Tony).

Lavielle.
Lebon.
Lejeune (Max).
Leroy.
L'Huillier (Waldeck).
Longueue.
Madrelle.
Masse (Jean).
Massot.
Massoubre.
Mitterrand.
Mollet (Guy).
Montalat.
Musmeaux.
Niles.
Notebart.
Odru.
Péronnet.
Peugnet.
Philibert.
Pic.

Planeix.
Mme Prin.
Privat (Charles).
Ramette.
Regaudie.
Rieubon.
Rocard (Michel).
Rochet (Waldeck).
Roger.
Roucaute.
Saint-Paul.
Sauzedde.
Schloosing.
Spénale.
Mme Vaillant-Couturier.
Vals (Francis).
Védrines.
Ver (Antonin).
Vignaux.
Villon (Pierre).

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Bousseau. | Guilbert. | Mme Thome-Pate-
Césaire. | Rousset (David). | notre (Jacqueline).

Excusé ou absent par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

M. Bénard (François).

N'ont pas pris part au vote :

M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale, et M. Nungesser, qui présidait la séance.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Dronne à M. Claudius-Petit (maladie).
Giacomi à M. Labbé (maladie).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

M. Bénard (François) (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

SCRUTIN (N° 83)

Sur le sous-amendement n° 58 de M. Delmas, repris par M. Lamps, à l'amendement n° 56 du Gouvernement à l'article 10 du projet de loi (n° 904) de finances rectificative pour 1969. (Part des communes dans le produit de la taxe sur les défrichements opérés en vue de la construction d'immeubles et en zone rurale.)

Nombre des votants..... 473
Nombre des suffrages exprimés..... 470
Majorité absolue..... 236

Pour l'adoption..... 92
Contre..... 378

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.
Alduy.
Andrieux.
Ballanger (Robert).
Barbet (Raymond).
Barel (Virgile).
Bayou (Raoul).
Benoist.
Berthelot.
Berthouin.
Billères.
Billoux.
Boulay.
Bouloche.
Brettes.
Brugnon.
Bayou (Raoul).
Benoist.
Berthelot.
Berthouin.
Billères.
Mme Chonavel.
Dardé.
Darras.
Deferre.
Delells.
Delorme.
Denvers.
Didier (Emile).
Ducoloné.
Ducos.

MM.
Abdolkader Moussa
Ali.
Abelin.
Achille-Fould.
Allières (d').
Anquer.
Arnaud (Henri).
Arnould.
Aubert.
Aymar.
Mme Aymé de la
Chevrelière.
Barberot.
Barrot (Jacques).
Bas (Pierre).
Baudis.
Bandouin.
Bayle.
Beauguitte (André).
Bécam.
Belcour.
Bénard (Mario).
Bennetot (de).
Bérard.
Beraud.
Berger.
Bernasconi.
Beucier.
Beylot.
Bichat.
Bignon (Albert).
Bignon (Charles).
Billotte.
Bisson.
Bizet.
Blary.
Boinvilliers.
Bolsé (Raymond).
Bolo.
Bonhomme.
Bonnell (Pierre).
Bonnet (Christian).
Bordage.
Borocco.
Boscher.
Bouchacourt.
Boudet.
Bourdellès.
Bourgeois (Georges).
Bourgoin.
Bousquet.
Boutard.
Boyer.
Bozzi.
Bressolier.
Brial.
Bricout.
Briot.
Brocard.
Broglié (de).
Brugérolle.
Buffet.
Buot.
Buron (Pierre).
Calli (Antoine).
Caillau (Georges).
Caillaud (Paul).
Calle (René).
Caldaguès.
Calméjane.
Capelle.
Carrier.
Cassabel.
Catalifaud.

Ont voté contre (1) :

Catry.
Cattin-Bazin.
Cazenave.
Cerneau.
Chabrat.
Chamant.
Chambon.
Chambrun (de).
Chapalain.
Charbonnel.
Charié.
Charles (Arthur).
Charret (Edouard).
Chassagne (Jean).
Chaumont.
Chauvet.
Chazalon.
Chedru.
Claudius-Petit.
Clavel.
Cointat.
Colibeau.
Collette.
Collière.
Commenay.
Conte (Arthur).
Cormier.
Cornet (Pierre).
Cornette (Maurice).
Corrèze.
Coudere.
Coumaros.
Cousté.
Couveinhes.
Cressard.
Damette.
Danel.
Danilo.
Dassault.
Dassié.
Degraeve.
Dehen.
Delachenal.
Delahaye.
Delatre.
Delhalle.
Deliaune.
Deniau (Xavier).
Denis (Bertrand).
Deprez.
Destremau.
Dijoud.
Dominati.
Donnadieu.
Douzans.
Dronne.
Duboseq.
Ducray.
Dumas.
Dupont-Fauville.
Duraffour (Michel).
Durloux.
Dusseaulx.
Duval.
Ehm (Albert).
Fagot.
Falala.
Faure (Edgar).
Feit (René).
Feuillard.
Flornoy.
Fontaine.
Fortuit.
Fossé.
Fouchet.
Fouchier.
Foyer.
Fraudeau.
Frys.
Gardeil.
Garets (des).
Gastines (de).
Georges.
Gerbaud.
Gerbet.
Germain.
Giacomi.
Giscard d'Estaing
(Olivier).
Gisinger.
Glon.
Godefroy.
Godon.
Gorse.
Grailly (de).
Grandsart.
Granet.
Grimaud.
Grotteray.
Grondeau.
Grussenmeyer.
Guichard (Claude).
Habib-Delonce.
Halbout.
Halgouët (du).
Hamelin (Jean).
Hauret.
Mme Hauteclouque
(de).
Hébert.
Hélène.
Herman.
Hersant.
Herzog.
Hinsberger.
Hoffer.
Hoguet.
Hunault.
Icart.
Inuel.
Jacquet (Marc).
Jacquet (Michel).
Jacquinot.
Jacson.
Jalu.
Jamot (Michel).
Jatout (Pierre).
Jarrot.
Jenn.
Joanne.
Jouffroy.
Joxe.
Julla.
Kédinger.
Krieg.
Labbé.
Lacagne.
La Combe.
Lalué.
Lassourd.
Laudrin.
Lavergne.
Lebas.
Le Bault de la Morlière.
Lecat.
Le Douarec.
Lehn.
Lelong (Pierre).
Lemaire.
Lepag.
Leroy-Beaulieu.

Le Tac.
Le Theule.
Logier.
Lucas.
Luciani.
Macquet.
Magaud.
Mainguy.
Malène (de la).
Marcenet.
Marcus.
Narette.
Marie.
Marquet (Michel).
Martin (Claude).
Martin (Hubert).
Mathieu.
Mauger.
Maujouan du Gasset.
Mazeaud.
Médecin.
Menu.
Mercier.
Messmer.
Meunier.
Miossec.
Mirtin.
Missoffe.
Modiano.
Mohamed (Ahmed).
Montesquiou (de).
Morellon.
Morison.
Moron.
Moulin (Arthur).
Mourot.
Murat.
Narquin.
Nass.
Nessler.
Neuwirth.
Offroy.
Ollivro.
Ornano (d').
Palewski (Jean-Paul).
Papon.
Paquet.
Pasqua.
Peizerat.
Perrot.
Petit (Camille).
Petit (Jean-Claude).
Peyrefitte.

Peyret.
Pianta.
Pidjot.
Pierrebouurg (de).
Plantier.
Mme Ploux.
Poirier.
Poncelet.
Ponlatowski.
Poudevigne.
Poujade (Robert).
Poulquet (de).
Pouyade (Pierre).
Préaumont (de).
Quentier (René).
Rabourdin.
Rabreau.
Radlus.
Raynal.
Renouard.
Réthoré.
Ribadeau Dumas.
Ribes.
Riblière (René).
Richard (Jacques).
Richard (Lucien).
Richardx.
Rickert.
Riltter.
Rivain.
Rives-Henrys.
Rivière (Joseph).
Rivière (Paul).
Rivierez.
Robert.
Rocca Serra (de).
Rochet (Hubert).
Rolland.
Rossi.
Roux (Claude).
Roux (Jean-Pierre).
Rouxel.
Royer.
Ruais.
Sabatier.
Sablé.
Saïd Ibrahim.
Sallé (Louis).
Sallenave.
Sanford.
Sangler.
Sanguinetti.
Santonl.

Sarnez (de).
Schnebelen.
Schvartz.
Ser.
Sibeud.
Suissou.
Sourdille.
Sprauer.
Stasi.
Stehlin.
Stirn.
Sudreau.
Taittinger (Jean).
Terrenoire (Alain).
Terrenoire (Louis).
Thillard.
Thorallier.
Tiberi.
Tissandier.
Tomasini.
Tondut.
Torre.
Toutain.
Trémeau.
Triboulet.
Tricon.
Mme Troisier.
Valenet.
Valleix.
Vailon (Louis).
Vancalster.
Vandelanotte.
Vendroux (Jacques).
Vendroux (Jacques-Philippe).
Verkindère.
Vernaudon.
Verpillère (de la).
Vertadier.
Vittler.
Vittou (de).
Volquin.
Voisin (Alban).
Voisin (André-Georges).
Volumard.
Wagner.
Weber.
Weinman.
Westphal.
Ziller.
Zimmermann.

SCRUTIN (N° 84)

Sur l'ensemble du projet de loi (n° 904) de finances rectificative pour 1969.

Nombre des votants..... 476
Nombre des suffrages exprimés..... 475
Majorité absolue..... 238

Pour l'adoption..... 383
Contre 92

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour (1):

MM.
Abdoulkader Moussa
Ali.
Abelin.
Achille-Fould.
Aillières (d').
Alloncle.
Ansquer.
Arnaud (Henri).
Arnould.
Aubert.
Aymar.
Mme Aymé de la Chevrière.
Barberot.
Barrot (Jacques).
Bas (Pierre).
Baudis.
Baudouin.
Bcyle.
Beauguitte (André).
Bécam.
Bégué.
Belcour.
Bénard (Mario).
Bennetot (de).
Bérard.
Berger.
Bernasconi.
Beulier.
Beylot.
Bichat.
Bignon (Albert).
Bignon (Charles).
Billotte.
Bisson.
Bizet.
Blary.
Boinvilliers.
Boisdé (Raymond).
Bolo.
Bonhomme.
Bonnel (Pierre).
Bonnet (Christian).
Bordage.
Borocco.
Boscary-Monservin.
Boscher.
Bruchacourt.
Boudet.
Bourdellès.
Bourgeois (Georges).
Bourgoin.
Bousquet.
Boutard.
Boyer.
Bozzi.
Bressolier.
Brial.
Bricout.
Briot.
Brocard.
Brogie (de).
Brugierolle.
Buffet.
Buot.
Buron (Pierre).
Caill (Antoine).
Callau (Georges).
Caillaud (Paul).
Caille (René).
Caldagués.
Calméjane.
Capelle.
Carrier.
Carter.
Cassabel.
Catalifaud.
Catry.

Cattin-Bazin.
Cazenave.
Cerneau.
Chabrat.
Chamant.
Chambon.
Chambrun (de).
Chapalain.
Charbonnel.
Charlé.
Charles (Arthur).
Charrel (Edouard).
Chassagne (Jean).
Chauumont.
Chauvet.
Chazalon.
Chedru.
Claudius-Petit.
Clavel.
Cointat.
Colibeau.
Collette.
Collière.
Commenay.
Conte (Arthur).
Cormier.
Cornet (Pierre).
Cornette (Maurice).
Corrèze.
Couderc.
Coumaros.
Cousté.
Couveinhes.
Cressard.
Damette.
Danel.
Danilo.
Dassault.
Dassié.
Degraeve.
Dehen.
Delachenal.
Delahaye.
Delatre.
Delhalle.
Dellaune.
Delmas (Louis-Alexis).
Deniau (Xavier).
Denis (Bertrand).
Deprez.
Destremau.
Dijoud.
Dominati.
Donnadieu.
Duboscq.
Ducray.
Dumas.
Dupont-Fauville.
Durafour (Michel).
Durieux.
Dusseaulx.
Duval.
Ehm (Albert).
Fagot.
Falala.
Faure (Edgar).
Faure (Jean).
Feit (René).
Feuillard.
Flornoy.
Fontaine.
Fortuit.
Fossé.
Fouchet.
Fouchier.
Foyer.
Fraudeau.
Gardeil.
Garets (des).
Gastines (de).

Georges.
Gerbaud.
Gerbet.
Germain.
Giacomi.
Giscard d'Estaing (Olivier).
Glon.
Godefroy.
Godon.
Gorse.
Grailly (de).
Grandsart.
Granel.
Grimaud.
Griotteray.
Grondeau.
Grussenmeyer.
Guichard (Claude).
Guillermine.
Habib-Deloncle.
Halbout.
Halgouët (du).
Hamelin (Jean).
Hauret.
Mme Hauteclocque (de).
Hébert.
Hélène.
Hermand.
Hersant.
Herzog.
Hinsberger.
Hoffer.
Hoguet.
Hunault.
Icart.
Ihuel.
Jacquet (Marc).
Jacquet (Michel).
Jacquinot.
Jacson.
Jau.
Jamot (Michel).
Janot (Pierre).
Jarrot.
Jenn.
Joanne.
Jouffroy.
Joxe.
Julia.
Kédinger.
Krieg.
Labbé.
Lacagne.
La Combe.
Lainé.
Lassourd.
Laudrin.
Lavergne.
Lebas.
Le Bault de la Morinière.
Lecat.
Le Douarec.
Lehn.
Lelong (Pierre).
Lemaire.
Lepage.
Leroy-Beaulieu.
Le Tac.
Le Theule.
Logier.
Lucas.
Luciani.
Macquet.
Magaud.
Mainguy.
Malène (de la).
Marcenet.

Se sont abstenus volontairement (1):

MM. Boscary-Monservin, Carter et Delmas (Louis-Alexis).

N'ont pas pris part au vote:

MM. Alloncle. Bousseau. Césaire. Delong (Jacques).	Favre (Jean). Gullbert. Guillermine. Rousset (David).	Souchal. Mme Thome-Pate-nôtre (Jacqueline). Tisserand.
--	--	--

Excusé ou absent par congé (2):

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

M. Bénard (François).

N'ont pas pris part au vote:

M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale, et M. Nungesser, qui présidait la séance.

Ont délégué leur droit de vote:

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Dronne à M. Claudius-Petit (maladie).
Giacomi à M. Labbé (maladie).

Motifs des excuses:

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

M. Bénard (François) (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

Marcus.
Marette.
Marie.
Marquet (Michel).
Martin (Claude).
Martin (Hubert).
Massoubre.
Mathieu.
Mauger.
Maujolian du Gasset.
Mazeaud.
Médecin.
Menu.
Mercier.
Messmer.
Meunier.
Miossec.
Mirtin.
Missoffe.
Modiano.
Mohamed (Ahmed).
Montesquiou (de).
Morellon.
Morison.
Moron.
Moulin (Arthur).
Mourot.
Murat.
Narquin.
Nass.
Nessler.
Neuwirth.
Offroy.
Ollivro.
Ornano (d').
Palewski (Jean-Paul).
Papon.
Paquet.
Pasqua.
Peizerat.
Perrot.
Petit (Camille).
Petit (Jean-Claude).
Peyrefitte.
Peyret.
Planta.
Pidjot.
Pierrebourg (de).
Plantier.
Mme Ploux.
Poirier.

Poncelet.
Poniatowski.
Poudey.
Poujade (Robert).
Poulpique (de).
Pouyade (Pierre).
Préaumont (de).
Quentier (René).
Rabourdin.
Rabreau.
Radius.
Raynal.
Renouard.
Réthoré.
Ribadeau Dumas.
Ribes.
Rivière (René).
Richard (Jacques).
Richard (Lucien).
Richoux.
Rickert.
Ritter.
Rivain.
Rives-Henrijs.
Rivière (Joseph).
Rivière (Paul).
Rivierez.
Robert.
Rocca Serra (de).
Rochet (Hubert).
Rolland.
Rossi.
Roux (Claude).
Roux (Jean-Pierre).
Rouxel.
Royer.
Ruais.
Sabatier.
Sablé.
Saïd Ibrahim.
Sallé (Louis).
Sallenave.
Sanford.
Sanglier.
Sanguinetti.
Santoni.
Sarnez (de).
Schnebelen.
Schvartz.
Sers.

Ont voté contre (1) :

MM.
Alduy.
Andrieux.
Ballanger (Robert).
Barbet (Raymond).
Barel (Virgile).
Bayou (Raoul).
Benoist.
Berthelot.
Berthouin.

Billères.
Billoux.
Boulay.
Boulloche.
Brettes.
Brugnon.
Bustin.
Carpentier.
Cermolacce.

Sibaud.
Soisson.
Souchal.
Sourdille.
Sprauer.
Stasi.
Stehlin.
Stirn.
Sudreau.
Taittinger.
Terrenoire (Alain).
Terrenoire (Louis).
Thillard.
Thorailleur.
Tiberi.
Tissandier.
Tisserand.
Tomasini.
Tondut.
Torre.
Toutain.
Trémeau.
Triboulet.
Tricon.
Mme Troisier.
Valenet.
Valleix.
Vallon (Louis).
Vancalster.
Vandelanoitte.
Vendroux (Jacques).
Vendroux (Jacques-Philippe).
Verkindère.
Vernaudon.
Verpillière (de la).
Vertadier.
Vitter.
Vittou (de).
Voilquin.
Voisin (Alban).
Voisin (André-Georges).
Volumard.
Wagner.
Weber.
Weinman.
Westphal.
Ziller.
Zimmermann.

Didier (Emile).
Ducoloné.
Ducos.
Dumortier.
Dupuy.
Duraffour (Paul).
Duroméa.
Fabre (Robert).
Fajon.
Faure (Gilbert).
Faure (Maurice).
Feix (Léon).
Fiévez.
Gaillard (Félix).
Garcin.
Gaudin.
Gernez.
Gissingier.
Gosnat.
Guille.
Houël.
Lacavé.

Lagorce (Pierre).
Lamps.
Larue (Tony).
Lavielle.
Lebon.
Lejeune (Max).
Leroy.
L'Huillier (Waldeck).
Longueueue.
Madrelle.
Masse (Jean).
Massot.
Mitterrand.
Mollet (Guy).
Montalat.
Musmeaux.
Nilès.
Notebart.
Odra.
Péronnet.
Peugnet.
Philibert.

Pic.
Planeix.
Mme Prin.
Privat (Charles).
Ramette.
Regaudie.
Rleubon.
Rocard (Michel).
Rochel (Waldeck).
Roger.
Roucaule.
Saint-Paul.
Sauzedde.
Schloesing.
Spénale.
Mme Vaillant-Couturier.
Vals (Francis).
Védrines.
Ver (Antonin).
Vignaux.
Villon (Pierre).

S'est abstenu volontairement (1) :

M. Dronne.

N'ont pas pris part au vote :

MM. Bousseau. Césaire. Deiong (Jacques).	Douzans. Frys. Guilbert.	Roussel (David). Mme Thomé-Paton nôtre (Jacqueline).
---	--------------------------------	--

Excusé ou absent par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

M. Bénard (François).

N'ont pas pris part au vote :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale, et M. Nungesser, qui présidait la séance.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Dronne à M. Claudius-Petit (maladie).
Giacomi à M. Labbé (maladie).

Motifs des excuses :

M. Bénard (François) (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

**Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances
du mardi 9 décembre 1969.**

1^{re} séance : page 4711. — 2^e séance : page 4735